

Le Tiers-Monde pendant la Seconde Guerre mondiale



Die **Dritte Welt** im Zweiten Weltkrieg



Erweiterte Ausstellung

im NS-Dokumentationszentrum der Stadt Köln

8. März bis 1. Juni 2025

Geschichte · Kunst · Filme · Theater · Musik

Begleitprogramm:
www.3www2.de



Graphik: Amado Alfadni

NS-DOK
NS-Dokumentationszentrum
der Stadt Köln

STIFTUNG UMWELT
UND ENTWICKLUNG
NORDRHEIN-WESTFALEN

Stadt Köln

recherche international e.v.

ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG

JULIA VOGEL STIFTUNG
Forschungszentrum für die Weimarer Republik

asb

INTRODUCTION	5
PROLOGUE	
Un chapitre oublié de l'Histoire	8
1°, 2°, 3° Monde	9
Des victimes non recensées	
CARTE : Les puissances coloniales et les colonies au début de la Seconde Guerre mondiale	10
VIDÉO I : Libérateurs oubliés	13
AFRIQUE	
Éthiopie 1935: Le début de la Seconde Guerre mondiale en Afrique	16
DÉTOURNEMENT DE L'HISTOIRE : Extrait d'un manuel scolaire d'histoire	17
BORNE D'ÉCOUTE 1 : Te Mikael Kidanemariam – Éthiopie	
Les projets coloniaux des nazis	18
Konrad Adenauer: vice-président de la Société Coloniale Allemande	19
Alternatives à la « Solution finale » à Madagascar	
L'armée coloniale britannique dans la Seconde Guerre mondiale	20
Les combattants africains des colonies françaises	21
De Gaulle: « L'Afrique: base de départ »	22
BORNE D'ÉCOUTE 2 : Yoro Ba – Sénégal	
Crimes de la Wehrmacht à l'encontre des prisonniers de guerre africains	23
BORNE D'ÉCOUTE 3 : Mamadou Hady Bah – Guinée	24
La révolte de Thiaroye et la riposte française	25
VIDÉO II : L'Ami Y'a Bon	26
Jour de la Libération en Europe – Jour de deuil en Algérie	27
Matières premières pour l'industrie de l'armement	28
Donations aux Alliés	29
Ravitaillement des nazis	
Travail forcé au service de la guerre des puissances coloniales	30
Des aumônes à la place de pensions pour les vétérans africains	31
« Ségrégation raciale » jusque dans la tombe	32
BORNE D'ÉCOUTE 4 : Samuel Masila Mwanthi – Kenya	
Les colonies portugaises pendant la Seconde Guerre mondiale	33
L'aéroport de Mussolini au Cap-Vert	34
Théâtre de guerre: le Timor oriental	
ASIE	
Chine 1937: Le début de la guerre en Asie	35
DÉTOURNEMENT DE L'HISTOIRE : La guerre prend une ampleur mondiale à Pearl Harbor en 1941	36
Rôle de la Corée dans la guerre japonaise	37
Les crimes de guerre japonais à l'encontre des femmes asiatiques	38
Le Tribunal des femmes de Tokyo en 2000	39
BORNE D'ÉCOUTE 5 : Hwang Kum-Ju – Corée du Sud	
PANNEAU D'AFFICHAGE : Déportées et victimes de violences dans des bordels militaires japonais	40
La guerre d'anéantissement du Japon contre la Chine	43
Le massacre de Nankin 1937-1938	44
Récits de témoins de Nankin	
Conséquences de la guerre sur la péninsule malaise	45
Chacun a le choix (Chin Peng – Malaisie)	46
La famine de 1945 en Indochine	
Les îles indonésiennes sous domination japonaise	47
Inde: la plus grande armée coloniale de l'histoire	48
DÉTOURNEMENT DE L'HISTOIRE : Churchill à propos de l'Hindustan	49
La famine de 1943-1944 au Bengale	
Les Philippines – un pays engagé dans la résistance	50
Manille 1945	51
BORNE D'ÉCOUTE 6 : Remedios Gomez-Paraisa – Philippines	
L'après-guerre, c'est l'avant-guerre	52

OCÉANIE

Nauru 1940: Le début de la guerre en Océanie	53
Hawaï 1941: Les victimes polynésiennes de Pearl Harbor	54
DÉTOURNEMENT DE L'HISTOIRE: Télévision allemande – La guerre dans le Pacifique se déroule sur des îles inhabitées	55
BORNE D'ÉCOUTE 7: Haunani-Kay Trask – Hawaï	
Bases de déploiement pour les Alliés dans le Pacifique Sud	56
Nouvelle-Guinée: Agriculteurs et pêcheurs en guerre	57
DÉTOURNEMENT DE L'HISTOIRE: Yusako Goto, haut commandement japonais, sur l'indemnisation	58
BORNE D'ÉCOUTE 8: Asina Papau / Ovivi Arau – Nouvelle Guinée	
La révolte des soldats issus des colonies de Papouasie	59
Éclaireurs pour les Alliés dans les îles Salomon	60
Jacob Vouza – « Héros national des îles Salomon »	61
BORNE D'ÉCOUTE 9: Biuku Gasa – Îles Salomon	
Aborigènes australiens: des soldats à coût zéro	62
Les étoiles de Granny Lovett	63
Le bataillon maori de Nouvelle-Zélande	
Les colonies françaises du Pacifique: des mers du Sud à l'Afrique du Nord	64
Mise en garde contre Hitler en 1939 d'un chef d'île polynésien	65
Critique de la guerre « moderne »	
Les atolls entre les fronts: la guerre dans le Pacifique Central	66
Le massacre de Banaba 1945	67
Derniers combats et crimes de guerre en Micronésie	68
« Les temps radieux » après 1945: la militarisation du Pacifique	69
Pour un Pacifique sans nucléaire!	70
Témoin oculaire de Palau	
Du « Million Dollar Point » à l'« Iron Bottom Sound »	71

AMÉRIQUE DU SUD

Brésiliens à Monte Castelo – Mexicains à Manille	72
--	----

CARAÏBES

Plusieurs dizaines de milliers de volontaires contre le fascisme	73
Le résistant Anton de Kom du Suriname	74
L'antifasciste martiniquais Frantz Fanon	

PERSÉCUTION DES JUIFS

Lois antisémites et camps de travail en Afrique du Nord	75
Les complices d'Hitler en Afrique du Nord	76
BORNE D'ÉCOUTE 10: Alice Cherki – Algérie	
Planification des nazis de la « Solution finale » au Proche et Moyen-Orient	77
La Turquie et l'Holocauste	78
Planification des nazis de la « Solution finale » en Extrême-Orient	79

COLLABORATION

Sympathisants fascistes au Proche et Moyen-Orient	80
« Célébration des victoires nazies »	81
Sauveurs arabes (tel Khaled Abdul-Wahab – Tunisie)	
Leader palestinien et criminel de guerre	82
DÉTOURNEMENT DE L'HISTOIRE: « Soutien aux Alliés » – approche consensuelle en Palestine	83
Le Mufti de Jérusalem et la « Solution finale »	
3 500 Indiens dans la Waffen-SS – 50 000 aux côtés des Japonais	84
Subhas Chandra Bose (Inde) admire « l'esprit de jeunesse » du fascisme	85
L'ordre mondial fasciste	
Sympathisants fascistes en Extrême-Orient	86
Juifs dehors – nazis en Argentine sous Juan Perón	87
Les victimes des collaborateurs	88

ÉPILOGUE

Le droit à la mémoire (Professeur Kum'a Ndumbe, Cameroun)	89
Mentions légales	90

INTRODUCTION

Cette brochure documente l'exposition « Le Tiers Monde pendant la Seconde Guerre mondiale », réalisée par des journalistes et des chercheur-se-s en sciences sociales, membres de l'association recherche international e.V. à Cologne. Elle se base sur des recherches menées pendant dix ans dans 30 pays d'Afrique, d'Asie et d'Océanie. Les auteur-e-s ont travaillé avec des historien-ne-s et des témoins locaux. En Afrique, il s'agissait par exemple de Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, qui fut le premier à publier une histoire de l'Afrique d'un point de vue africain en 1978, ainsi que d'anciens combattants d'Algérie, d'Éthiopie, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Kenya, du Mali, du Maroc, de Namibie, du Sénégal, d'Afrique du Sud, de Tanzanie et du Sahara occidental.

À Manille, nous avons rencontré Ricardo Trota José de l'Université des Philippines, qui a mené pendant de nombreuses années des recherches sur les conséquences de l'occupation japonaise et qui nous a fait part de ce résultat terrifiant : dans son pays, 1,1 million de personnes au total ont péri pendant la Seconde Guerre mondiale – soit une personne sur 16 ! À Hong Kong, l'historien chinois Tim Ko nous a fait visiter un musée consacré aux conséquences du régime d'occupation japonais sur l'ancienne colonie de la couronne britannique.

Lors d'un voyage de recherche dans sept États insulaires du Pacifique, nous avons appris que des historiens de l'Université du Pacifique Sud à Hawaï avaient organisé dès les années 1980 des conférences d'histoire orale sur les expériences de guerre des insulaires. Celles-ci sont documentées dans de vastes publications en anglais et en pidgin. Rien que sur les îles du Vanuatu, des chercheurs locaux avaient enregistré des centaines d'interviews de témoins oculaires de la Seconde Guerre mondiale qui sont conservées sur cassettes dans les archives du centre culturel de Port-Vila, la capitale de l'île. Nous avons pu les analyser sur place. Les résultats de ces longues années de recherches ont été publiés en 2005 dans l'ouvrage : « Unsere Opfer zählen nicht » (Nos victimes ne comptent pas, éd. Verlag Assoziation A, Hambourg/Berlin). En 2008, des supports pédagogiques pour les écoles et les instituts de formation ont également été publiés. Depuis ces deux publications ont fait l'objet de rééditions. En 2025, une édition brochée du livre est encore disponible auprès de la Bundeszentrale für politische Bildung (Agence fédérale pour la formation civique).

Vernissage de l'exposition au Centre de documentation sur le nazisme de la ville de Cologne.





Denis Goldberg, vétéran de l'ANC, lors du montage de l'exposition en version anglaise, en février 2017 au Castle Museum du Cap.



Groupe scolaire du Cap visitant la section Afrique du Sud de l'exposition au Castle Museum.

Afin d'attirer l'attention du public sur le rôle important, mais largement ignoré dans le récit historique courant, du Tiers Monde pendant la Seconde Guerre mondiale, recherche internationale e.V. a également conçu en 2009 l'exposition (itinérante) présentée dans cette brochure.

En effet, les soldats du Tiers Monde ont été plus nombreux à participer à la Seconde Guerre mondiale que ceux d'Europe (abstraction faite de l'Union soviétique). De nombreuses régions du Tiers Monde, de la côte d'Amérique du Sud aux îles du Pacifique, en passant par l'Afrique de l'Ouest, du Nord et de l'Est, le Proche et Moyen-Orient et une grande partie de l'Asie, ont été le théâtre de combats et sont sorties dévastées de la guerre. La Chine à elle seule a eu à déplorer plus de victimes que les puissances fascistes responsables de la guerre, l'Allemagne, l'Italie et le Japon réunis.

Mettant en lumière ces faits oubliés, l'exposition a été accueillie dans plus de 60 lieux en Allemagne et en Suisse jusqu'en 2025. Une version anglaise circule actuellement en Afrique du Sud depuis 2017. Une version lusophone a également été réalisée pour le Mozambique. L'exposition se compose de quatre chapitres divisés par zone géographique (Afrique, Asie, Océanie, Amérique du Sud & Caraïbes) et de deux chapitres axés sur des thèmes spécifiques (la persécution des Juifs au-delà de l'Europe et la collaboration). À l'aide de dix bornes d'écoute, des témoins de différents pays racontent leur expérience pendant la guerre. Leurs témoignages transcrits sont consultables dans la présente brochure.

La borne vidéo I de l'exposition présente 200 photos de personnes issues de tous les continents qui ont combattu pour libérer le monde du fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale. Des extraits de portraits de ces « libérateurs oubliés » sont présentés dans cette brochure.

Première sud-africaine de l'exposition au Castle Museum du Cap.



Le court métrage L'AMI Y'A BON du réalisateur algérien Rachid Bouchareb est présenté à la borne vidéo II dans le chapitre Afrique de l'exposition. Il évoque le massacre de Thiaroye en 1944 au cours duquel des soldats issus des colonies d'Afrique de l'Ouest, revenant de la guerre et réclamant leur solde impayé, furent massacrés sur ordre de leurs officiers français.

À l'issue de la clôture de ce projet de longue haleine – avec la dernière présentation approfondie de l'exposition au Centre de documentation sur le nazisme de la ville de Cologne au printemps 2025 – des versions en ligne en allemand, en anglais, en français et en portugais seront mises gratuitement à la disposition du public sur le site internet www.3www2.de. Le site internet propose également de nombreuses informations de base sur le projet de recherche et de publication.

Les archives du projet contenant les documents, ouvrages, interviews, photos et films collectés au cours de quatre décennies sont conservées par les « Archiv für alternatives Schrifttum » (afas) à Duisbourg et restent ainsi également utilisables par toute personne intéressée.

Les initiateur-ric-e-s du projet « Le Tiers Monde pendant la Seconde Guerre mondiale » espèrent qu'il contribuera à amorcer un changement de perspective pour aller d'une approche eurocentrique vers une approche globale de l'histoire. En effet, un regard global sur l'histoire en général et sur celle de la Seconde Guerre mondiale en particulier pourrait contribuer à éveiller davantage de solidarité avec les réfugiés (de guerre) d'aujourd'hui et à assumer la responsabilité historique que l'Europe a envers des continents, des pays et des régions qui ont été dévastés par la colonisation et la guerre menées par des puissances européennes.

Mars 2025

recherche international e.V.

Bannière pour promouvoir l'exposition au Castle of Good Hope au Cap: « Une Histoire décolonisée de la Seconde Guerre mondiale ».



Un chapitre oublié de l'Histoire



PROLOGUE

Le Tiers Monde fournit durant la Seconde Guerre mondiale beaucoup plus de soldats que l'ensemble des pays européens et déplore un nombre de victimes plus élevé que l'Allemagne, l'Italie et le Japon réunis. En outre, des régions entières du Tiers Monde servent de champs de bataille tandis que les puissances belligérantes y réquisitionnent des vivres pour leurs troupes et des matières premières pour la production d'armes.

Quand la guerre éclate, le monde dans sa majeure partie est largement colonisé. Les puissances occupantes mettent à profit les colonies pour les utiliser à des fins militaires.

La Grande-Bretagne est alors la puissance coloniale la plus importante et règne, dans le cadre du Commonwealth, sur un empire qui s'étend sur un quart de la superficie du globe et comprend un quart de la population mondiale.

Les colonies françaises dépassent de 20 fois la superficie de la France métropolitaine et comptent 100 millions d'habitants.

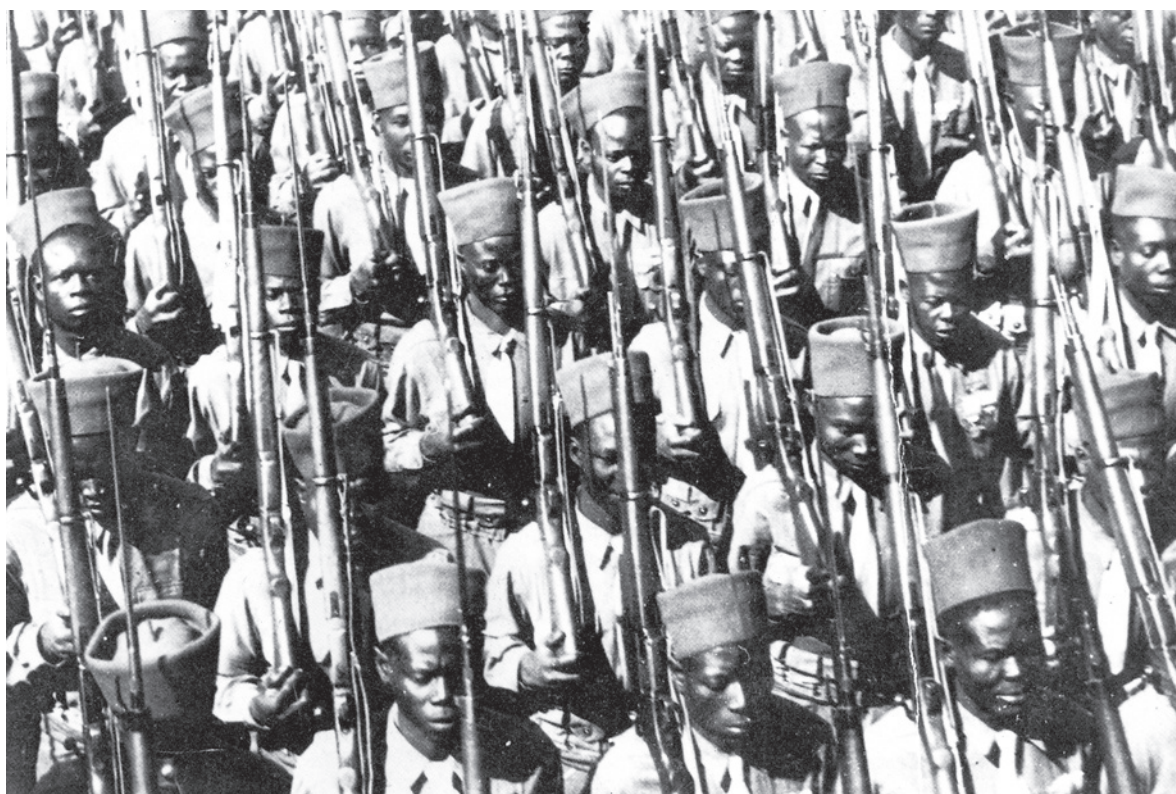
La superficie des Indes Néerlandaises (actuelle

Indonésie) correspond à celle de l'Europe de l'Ouest.

Les États-Unis d'Amérique dominent les Philippines, ainsi qu'une grande partie du Pacifique incluant les archipels comme Hawaï et les Samoa américaines.

Le Japon contrôle la Micronésie et donc par extension le Nord du Pacifique ainsi que la péninsule coréenne, Formose et la Mandchourie. Dans l'Est de l'Afrique, le pouvoir fasciste de Mussolini a pris possession d'un territoire colonial beaucoup plus vaste que l'Italie elle-même. L'Allemagne a certes dû céder ses colonies en Afrique et dans le Pacifique aux puissances victorieuses après la Première Guerre mondiale. La récupération de ces colonies, cependant, fait partie intégrante des objectifs officiels de guerre des nazis.

Dès 1940, avec le soutien du régime de Vichy, le régime nazi a pu se ravitailler en matières premières, main d'œuvre et soldats dans les colonies françaises en Afrique de l'Ouest et du Nord, ainsi qu'en Indochine.



1° 2° 3° Monde

2° 1° 3° 3°

3° 2° 2°

2° 1° 1°

3° 1° 3° 1°



Le terme «Tiers Monde» est à juste titre sujet à la critique dans la mesure où il regroupe des pays dans une aire géographique extrêmement vaste allant de l'Afrique jusqu'au Pacifique. De plus, sur le plan linguistique, ce terme place ces pays deux niveaux en-dessous du «Premier Monde». Si, néanmoins, cette exposition l'utilise, cela tient au fait qu'il n'existe pas d'alternatives non controversées.

Des termes comme «périphérie» élèvent les «métropoles» à un rang supérieur par rapport au reste du monde. Quant à la notion de «pays en voie de développement», elle pose la question de qui doit «se développer», pour quelles raisons et dans quelle direction.

L'utilisation du terme «Sud global» par opposition aux nations industrialisées du «Nord» est inexact d'un point de vue géographique car certains pays, dont traite cette exposition, font partie de l'hémisphère nord.

C'est dans ce contexte que le terme «Tiers Monde» est repris tout au long de cette exposition, selon la définition qu'en donne le penseur anticolonialiste Frantz Fanon dans son livre «Les Damnés de la terre». Il y écrit que le «Tiers Monde» doit «recommencer une histoire» et «essayer de résoudre les problèmes auxquels cette Europe n'a pas su apporter de solutions».

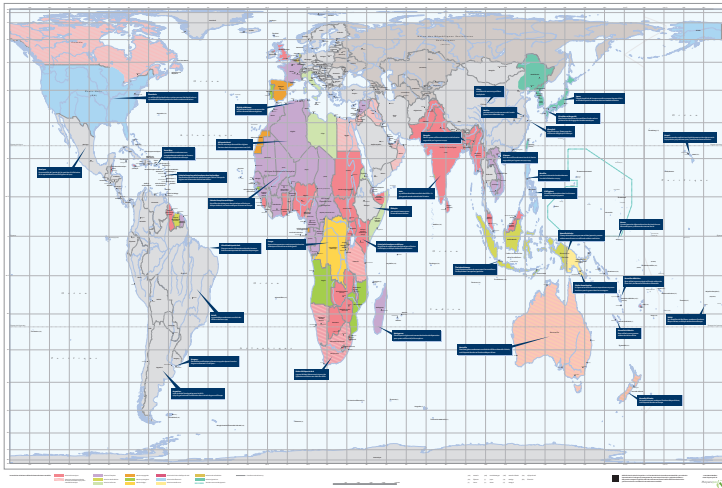
Bien que les pertes humaines issues du Tiers Monde dépassent celles de l'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, il n'en est pas fait mention dans la plupart des statistiques relatives au nombre de victimes de cette guerre. Les morts civils et militaires originaires des colonies sont soit absents des registres soit ajoutés aux pertes subies par leurs puissances coloniales respectives.

Les manuels d'histoire de l'Occident présentent encore aujourd'hui des statistiques relatives aux «morts de la Seconde Guerre mondiale» dans lesquelles les pertes de tous les pays européens font l'objet de listes précises incluant environ 20 millions de victimes en Union soviétique, plus de 5 millions en Allemagne et même les «1 400 victimes au Danemark» mais elles omettent les millions de morts en Afrique, en Asie, en Amérique Latine et en Océanie.

Les chiffres mentionnés le long de cette exposition se basent sur des estimations d'historiens des pays concernés et de scientifiques critiques des (anciennes) puissances coloniales. Même s'il ne s'agit que de chiffres approximatifs, ils montrent clairement l'ampleur des victimes de guerre du monde entier jusqu'ici oubliées.

**Des victimes
non recensées**

Les puissances coloniales et les colonies au début de la Seconde Guerre mondiale



Réalisée dans le cadre de l'exposition « Le Tiers Monde dans la Seconde Guerre Mondiale » par recherche international e.V. à Cologne (cf. www.3www2.de), cette carte se base sur la « projection de Peters ». Elle prend en compte la superficie réelle des continents et illustre la taille réelle des colonies et des puissances coloniales au début de la Seconde Guerre mondiale.

Amériques

États-Unis :

1,2 million d'Afro-Américains, environ 300 000 Sud-Américains et 25 000 Natifs d'Amérique dans les forces armées américaines

Mexique :

Une escadrille de l'armée de l'air participe à la libération de la capitale Manille aux Philippines en 1944

Porto Rico :

53 000 Soldats combattent sous commandement américain au Panama, en Afrique du Nord et en Europe

Colonies françaises et britanniques dans les Caraïbes :

Des dizaines de milliers de volontaires pour libérer l'Europe du régime nazi allemand et du fascisme italien

Brésil :

25 000 Soldats combattent aux côtés des Alliés en Italie en 1944

Argentine :

1938 : Arrêt de l'immigration pour les Juifs
1945 : Organisation de l'exfiltration des criminels de guerre

Côte d'Amérique du Sud :

Des sous-marins allemands coulent des bateaux brésiliens transportant des centaines de passagers

Uruguay :

Des dockers antifascistes refusent en 1939 de réparer le navire de guerre allemand « Graf Spee »

Afrique

Algérie, 8 Mai 1945 :

Les militaires français massacrent des milliers de manifestants algériens

Afrique du Nord :

Plus de 100 camps de travail du régime fasciste destinés aux opposants et aux Juifs

Colonies françaises en Afrique :

Un million de soldats pour des opérations militaires en Afrique du Nord, au Proche et Moyen-Orient et en Europe

Éthiopie :

500 000 résistants contre les envahisseurs italiens

Colonies britanniques en Afrique :

Un million de soldats pour des opérations militaires en Éthiopie, en Afrique du Nord et en Birmanie

Congo :

Approvisionnement en uranium pour les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki

Madagascar :

Planifié par le régime nazi comme destination de déportation pour quatre millions de Juifs européens

Union d'Afrique du Sud :

335 000 Soldats (blancs et noirs) pour des opérations militaires aux côtés des Alliés

Asie

Japon :

L'armée impériale enlève 200 000 femmes d'Asie et d'Océanie pour les emmener dans ses bordels militaires

Hiroshima et Nagasaki :

Des dizaines de milliers de travailleurs forcés coréens périssent lors du largage des bombes atomiques

Chine :

21 millions de morts et 95 millions de déplacés

Nankin :

300 000 morts lors du massacre de l'armée japonaise en décembre 1937

Shanghai :

À partir de 1943 : Ghetto pour des milliers de réfugiés juifs d'Europe

Vietnam :

Un à deux millions de morts lors de la famine engendrée par la guerre en 1944-1945

Inde :

2,5 millions de soldats aux côtés des Alliés – la plus grande armée coloniale de l'histoire

Bengale :

Deux à quatre millions de morts lors de la famine engendrée par la guerre en 1944

Philippines :

Un million de partisans dans la résistance contre l'occupant japonais

Manille :

100 000 victimes des bombardements lors de la Libération en 1945

Îles indonésiennes :

Jusqu'à quatre millions de morts parmi les travailleurs forcés pendant l'occupation japonaise

Océanie

Hawaï :

Les forces armées américaines réquisitionnent un tiers des terres de la population polynésienne pour y installer des bases militaires

Nauru :

L'armée japonaise déporte deux tiers des insulaires en Micronésie pour y effectuer des travaux forcés

Nouvelle-Guinée :

Champ de bataille pour 300 000 soldats japonais, 500 000 soldats australiens et un million de soldats américains

Chaîne Owen Stanley :

Le Japon et les Alliés recrutent respectivement 50 000 insulaires pour la guerre dans les montagnes

Nouvelles-Hébrides :

Base militaire pour un demi-million de soldats des États-Unis, de Nouvelle-Zélande et d'Australie

Tahiti :

Un « Bataillon du Pacifique » combat au Proche et Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe

Nouvelle-Calédonie :

Base militaire pour 300 000 soldats des forces alliées

Australie :

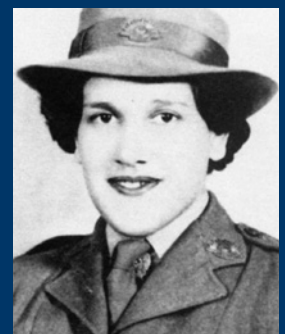
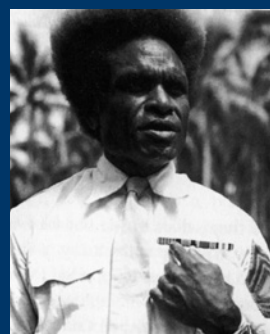
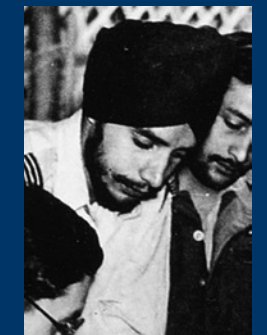
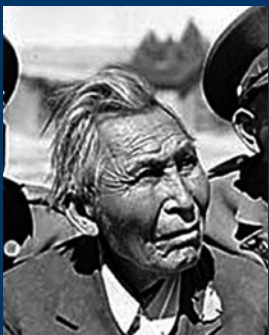
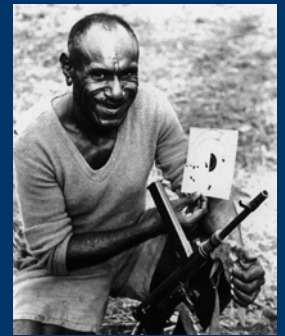
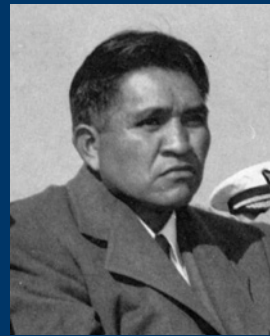
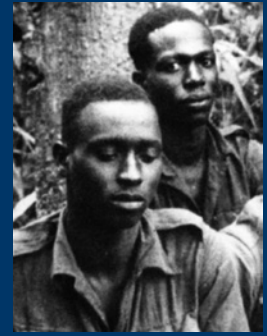
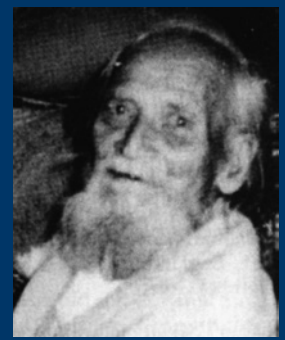
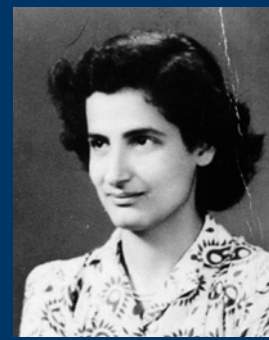
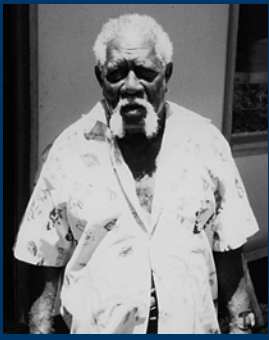
Des Aborigènes combattent aux côtés des Alliés en Nouvelle-Guinée, en Afrique du Nord et au Proche et Moyen-Orient

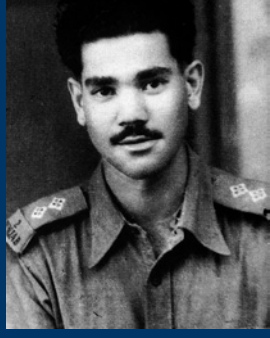
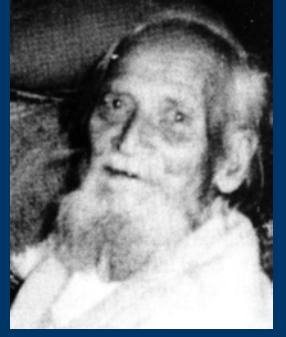
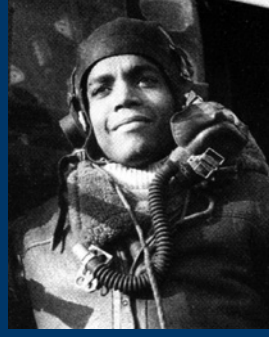
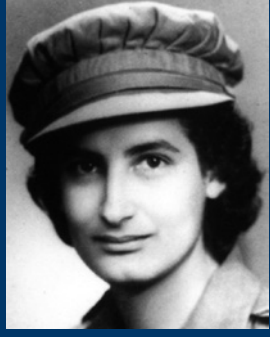
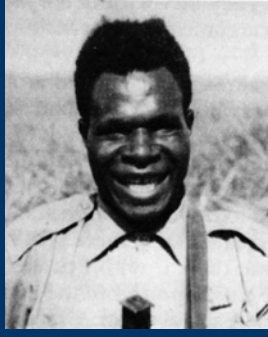
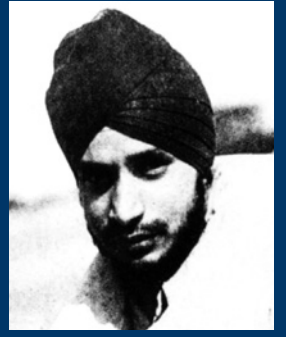
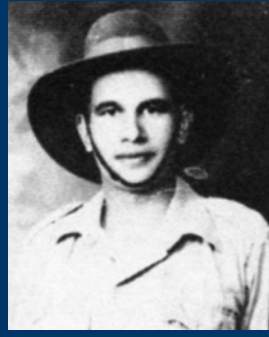
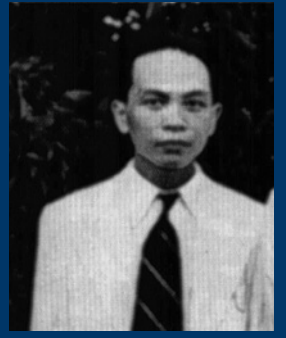
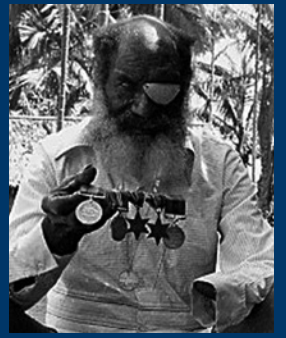
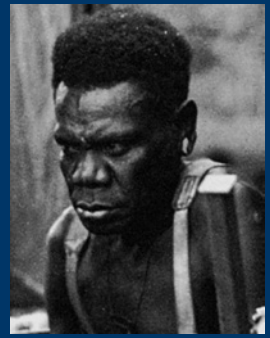
Nouvelle-Zélande :

Un bataillon maori combat au Proche et Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe



LIBÉRATEURS OUBLIÉS





Éthiopie 1935: Le début de la Seconde Guerre mondiale en Afrique



AFRIQUE

Le 3 octobre 1935, les troupes italiennes envahissent l'Éthiopie. Le dictateur fasciste italien Benito Mussolini veut ériger un nouvel « Imperium Romanum » en Afrique de l'Est. La moitié des 300 000 envahisseurs sont des soldats africains originaires des colonies italiennes de Libye, du Somaliland et d'Érythrée.

L'Éthiopie, le seul pays d'Afrique à avoir résisté jusqu'alors aux tentatives de colonisation européennes, dispose d'une armée forte de 250 000 hommes. Cependant, les forces armées italiennes, munies de tanks et d'avions modernes, de bombes à fragmentation et de gaz toxique, contraignent les Éthiopiens à battre en retraite.

Quand les fascistes pénètrent dans la capitale Addis Abeba, le 5 mai 1936, ils ont déjà massacré 150 000 civils.

L'empereur éthiopien Haïlé Sélassié s'exile à Londres et Mussolini nomme le maréchal italien Rodolfo Graziani « vice-roi » d'Éthiopie. Ce dernier instaure un régime de terreur dans lequel les exécutions et les viols sont monnaie courante. Les Éthiopiens sont contraints de saluer les effigies du « Duce » italien dans l'espace public et de se soumettre aux travaux forcés.



500 000 partisans résistent à l'occupant italien

La résistance éthiopienne se forme essentiellement dans les campagnes. Durant quatre ans, 500 000 partisans, se faisant appeler « Patriots », combattent contre l'occupant italien, en majeure partie sans soutien extérieur.

Ce n'est qu'en juin 1940, après que l'Italie ait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne et à la France en Europe, que les troupes de la guérilla éthiopienne reçoivent de l'aide des colonies anglaises d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, ainsi que de l'Inde et de l'Afrique du Sud. Sur ce champ de bataille en Afrique de l'Est, ce sont des

contingents de pas moins de 17 pays de quatre continents qui combattent jusqu'à la capitulation italienne au mois d'avril 1941. Pour nombre d'Africains, l'invasion de l'Éthiopie en octobre 1935 marque ainsi le début de la Seconde Guerre mondiale.





« Les Éthiopiens n'avaient aucun moyen de s'opposer à l'assaut (italien) mené avec des armes modernes, des gaz toxiques et une brutalité sans égale. »

Extrait du manuel scolaire d'histoire: « Kursbuch Geschichte: Von der Antike bis zur Gegenwart » Berlin 2006-2007.



Te Mikael Kidanemariam (en haut à gauche) né en 1924 n'a que dix ans lorsqu'il s'engage aux côtés de ses frères plus âgés dans les rangs des combattants de la libération éthiopienne.

Environ 500 000 « Patriots » résistent avec acharnement aux envahisseurs italiens de 1936 à 1941.

Six décennies plus tard, certains des survivants continuent de se réunir régulièrement dans le cadre du cercle des vétérans d'Addis Abeba; parmi lesquels Adamu Asseghan (en haut à droite) ainsi que Like T. Astatke Abate, Assefa Bayu (président de la Ethiopian Patriots Association) et Kengnzmach Mike Ytbarek (en bas, de gauche à droite).



Te Mikael Kidanemariam – Éthiopie



Te Mikael Kidanemariam – Éthiopie

« Mon père était un proche conseiller de l'empereur Haïlé Sélassié. Il a combattu aux côtés de l'empereur lors de la bataille de Mai Ceu. À son retour, il était blessé. Il était rentré avec son fusil et beaucoup de munitions. Il a appelé ses fils, dont moi, et dit: « L'empereur a appelé les Éthiopiens à ne pas se rendre aux Italiens. Ils doivent résister aux envahisseurs ». Ensuite, il nous a dit qu'il les rejoindrait à son tour.

Je n'avais alors que dix ans. Mes frères aînés voulaient se battre et j'ai décidé d'y aller aussi. J'ai demandé à mon père de me donner son fusil et j'ai rejoint mes proches qui sont entrés dans la clandestinité pour se battre contre les Italiens dans les montagnes.

Notre stratégie était la suivante: lorsque les Italiens arrivaient en grand nombre, nous nous cachions et les laissons s'enfoncer à l'intérieur des terres. Une fois là-bas, nous les encerclions et les achevions sur place. Ensuite, on se repliait en prenant le plus d'armes et de munitions possibles. »

Les projets coloniaux des nazis

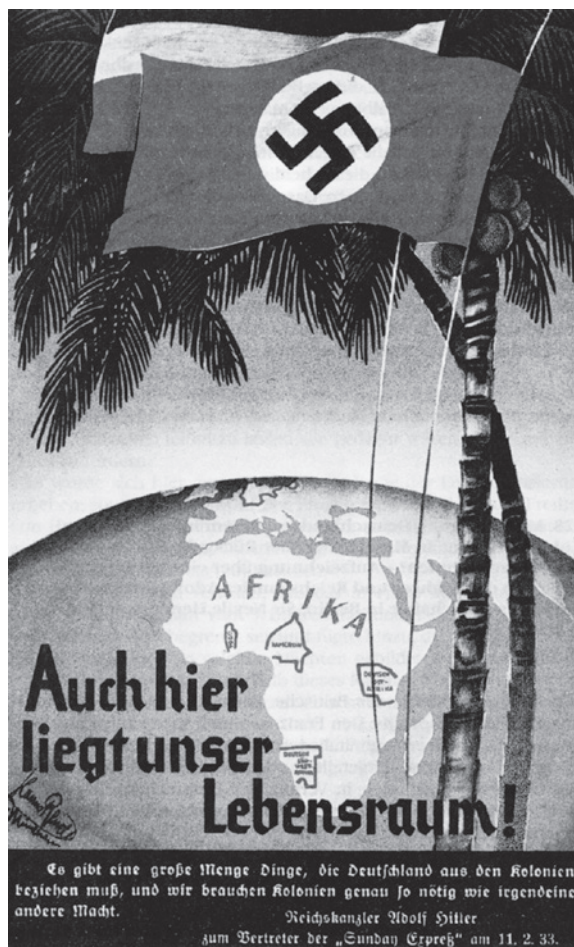


Après la Première Guerre mondiale, le Reich allemand se voit contraint de céder « ses » colonies aux puissances victorieuses lors des négociations de paix de Versailles en 1919. Depuis lors, les négociants en denrées coloniales, les industriels et les banquiers allemands, qui ont tiré profit du pillage des colonies allemandes, s'agitent contre la « honte de Versailles ». Les politiciens d'obédience national-conservatrice soutiennent cette propagande en faveur d'une politique coloniale et le régime nazi s'inscrit dans la continuité en 1933. Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) met en place un Kolonialpolitisches Amt – KPA – (Service de politique coloniale) pour planifier la mise en place d'un « empire colonial germanique » en Afrique. Celui-ci est censé s'étendre de la côte Atlantique à l'ouest jusqu'à l'océan Indien à l'est. Sa conquête faisait partie des objectifs de guerre déclarés des nazis, devant être mis en œuvre après l'assujettissement de l'Europe de l'Est.



Les aspirations coloniales allemandes en 1940.

À partir de 1940, le régime nazi recrute des policiers et des troupes SS pour les envoyer en mission « sous les tropiques », forme et sélectionne des femmes et des hommes pour la gestion des plantations et des mines. L'empire colonial en Afrique est censé fournir l'Allemagne nazi en noix, huiles, café, thé, cacao, tabac et fruits tropicaux, coton, sisal, bois tropicaux, minerais, métaux, or et diamants. Des « carnets de bord » sont même imprimés pour enregistrer les « indigènes », destinés à effectuer des travaux forcés sous la supervision de l'Allemagne. Et les juristes nazis ébauchent un « Kolonialblutschutzgesetz » (loi de protection du sang arien dans les colonies) pour empêcher tout « mélange des races » dans les colonies.



« Ici aussi, se trouve notre 'Lebensraum' (espace pour vivre) » – « Il y a beaucoup de choses que l'Allemagne doit se procurer dans les colonies et nous avons besoin des colonies tout autant que n'importe quelle autre puissance. » – Chancelier Adolf Hitler à un représentant du « Sunday Express » le 11.02.1933.

Dès juillet 1941, le KPA (Service de politique coloniale) proclame : « Quand le Führer, créateur de l'avenir de l'Allemagne, donnera l'ordre d'intervention sur le territoire colonial, il trouvera le Service de politique coloniale, prêt à mettre à exécution cet ordre ».

L'île de Madagascar, en Afrique de l'Est, fait l'objet de projets funestes du régime nazi. Quatre millions de Juifs européens doivent y être déportés. Il est cependant évident qu'un tel nombre de personnes ne pouvait en aucun cas survivre sur l'île. La mort de la plupart des déportés est ainsi planifiée. C'est la suprématie de la marine britannique sur les routes maritimes autour de l'Afrique qui empêche alors Madagascar de devenir le haut-lieu de l'Holocauste.

AFRIQUE

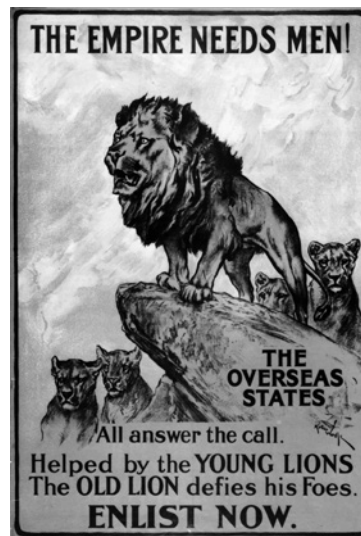
L'armée coloniale britannique dans la Seconde Guerre mondiale



En 1933, l'Empire britannique avec les États du Commonwealth représente un quart de la population mondiale et occupe près d'un quart de la superficie du globe. Lorsque le gouvernement britannique déclare la guerre à l'Allemagne – deux jours après l'invasion allemande de la Pologne, le 3 septembre 1939 – les colonies britanniques, sans avoir été consultées, doivent s'engager également dans la guerre. Seuls les gouvernements des « dominions » (anciennes colonies britanniques telles que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union d'Afrique du Sud) prennent souverainement la décision de se battre aux côtés des Britanniques contre les puissances de l'Axe.

Un million de soldats originaires des colonies d'Afrique

Au total, onze millions de soldats ont servi sous le drapeau britannique, dont six millions venant de Grande-Bretagne et cinq millions des colonies. En Afrique, l'armée britannique recrute à peu près un million d'hommes – principalement par la force. Ils combattent en 1940-1941 contre les troupes coloniales italiennes au Somaliland et en Éthiopie, de 1940 à 1943 contre les troupes germano-italiennes dans la région frontalière entre la Libye et l'Égypte, en 1942 contre le régime de Vichy à Madagascar et en 1944 contre les troupes japonaises dans la jungle de la colonie britannique de Birmanie.

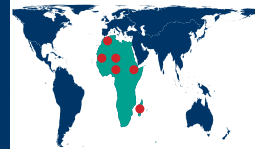


AFRIQUE



La solde des soldats africains est nettement inférieure à celle des militaires britanniques et leur ravitaillement de moindre qualité. Les troupes coloniales sont commandées par des officiers blancs. Le Haut Commandement britannique les prépare à leurs fonctions de commandant à l'aide d'une brochure dans laquelle les soldats africains y sont décrits comme ayant à bien des égards « l'esprit d'un enfant ». Face à ces discriminations raciales, les soldats originaires des colonies réagissent par des protestations et des mutineries. Des cours martiales britanniques infligent alors des châtiments corporels et des condamnations à mort aux meneurs de révolte. Malgré cela, plus de 25 000 hommes désertent rien qu'en Afrique de l'Est en 1944-1945.

Les combattants africains des colonies françaises



AFRIQUE



Pendant la Seconde Guerre mondiale, à peu près un million de soldats africains sont enrôlés sous commandement français – changeant de camp sur le front. Suite à la déclaration de guerre à l'Allemagne nazie en septembre 1939, la République française recrute 500 000 soldats africains dans ses colonies africaines. En mai 1940, nombre d'entre eux se trouvent sur le front dans le nord de la France pour repousser l'invasion de la Wehrmacht. Après la défaite française et l'armistice entre le régime collaborationniste de Vichy et le régime nazi, les soldats issus des colonies d'Afrique de l'Ouest et du Nord sont alors contraints de se battre dans les rangs des puissances fascistes, entre autres à Dakar et au Levant (Syrie et Liban) contre des soldats d'Afrique centrale et de l'est sous commandement allié.



Le général Charles de Gaulle, qui appelle depuis Londres en juin 1940 à la résistance contre le régime de Vichy et l'Allemagne nazie, recrute lui aussi les forces armées de la France libre dans les colonies.

Fort-Lamy en Afrique équatoriale (actuel Tchad) constitue sa première base. Lorsque le gouvernement de Vichy perd le contrôle des colonies après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord en 1943, De Gaulle mobilise des centaines de milliers de soldats supplémentaires en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest pour les troupes de débarquement alliées en Italie et en Provence. Les soldats africains apportent une contribution importante dans la libération de l'Europe du nazisme.

Tous les combattants africains au service de la France partagent une expérience commune : leur discrimination en tant que Noirs par rapport aux soldats blancs. Les Français ne laissent la priorité aux africains que lorsqu'il s'agit de « courir à découvert et de présenter loyalement son torse ».

Cependant, lorsque la libération de Paris est imminente, à l'été 1944, le général de Gaulle donne l'ordre de « blanchir » les rangs des forces armées. Il ordonne le remplacement de la plupart des soldats noirs ayant combattu pour la France libre par des blancs. De jeunes Français défilent sur les Champs Élysées en tant que libérateurs. Pendant ce temps, les soldats africains attendent dans des camps de transit dans des conditions déplorables leur rapatriement dans leur pays d'origine – certains jusqu'en 1947.

De Gaulle : « L'Afrique : base de départ »

« Dans les vastes étendues de l'Afrique, la France pouvait effectivement mettre sur pied une nouvelle armée pour défendre sa souveraineté [...] et ainsi renverser le rapport de force sur le front. L'Afrique, située à portée des péninsules italienne, balkanique et espagnole, offrait une excellente base de départ pour la reconquête de l'Europe. »

Extrait des Mémoires du Général Charles de Gaulle, commandant en chef des troupes de la Résistance de la France Libre.

De Gaulle en inspection des forces armées au Soudan en 1941.



Yoro Ba est enrôlé de force au Sénégal en 1940 par des fonctionnaires des colonies appartenant au régime de Vichy afin de défendre la ville portuaire de Dakar contre une attaque des Alliés. Lorsque les Alliés prennent le contrôle des colonies françaises en Afrique de l'Ouest en 1943, Yoro Ba est contraint de se battre pour eux. Il participe au débarquement en Provence et à la libération de la France de l'occupation allemande.

Après la fin de la guerre en Europe, il se retrouve stationné en Allemagne en 1945. Ce n'est qu'en 1947 qu'il peut rentrer au Sénégal. Six décennies plus tard, le gouvernement français verse à Yoro Ba une pension de 13 euros par mois pour ses services rendus pendant la guerre.



BORNE D'ÉCOUTE 2

2:23 Min.

Yoro Ba – Sénégal

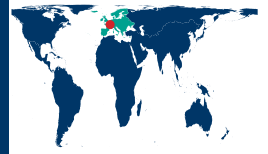


Yoro Ba – Sénégal

« Je suis né en 1919 à Kew Djiby, dans la région du Sine Saloum, au Sénégal. En 1940, les Français ont parcouru les villages en quête de soldats. Pour ce faire, ils s'adressaient directement aux chefs de village ou de canton et exigeaient des listes de tous les jeunes hommes. Personne ne nous a demandé notre avis. Nous avons dû nous engager. Si nous étions restés chez nous, ils nous auraient traduits devant la cour martiale et peut-être fusillés. Je me souviens encore du grondement de l'artillerie en septembre 1940. À l'époque, la ville de Dakar était sur le point d'être bombardée, mais personne ne nous expliquait en quoi consistaient réellement ces combats. Un jour, nous nous sommes réveillés et les Français de Vichy nous ont ordonné d'aller au front. Point final.

Avant de quitter Dakar en 1943, les Français nous ont fait une injection à chacun d'entre nous. Après cela, ils n'ont pas eu besoin de nous donner à manger pendant 24 heures. Car nous ne ressentions pas la faim. Nous ne ressentions rien du tout. Près de Toulon, il y avait neuf divisions allemandes et nous avons combattu de sept heures du matin à six heures du soir pour les forcer à battre en retraite. Nous en avons entraîné plusieurs hors de leurs tranchées et les avons faits prisonniers. Beaucoup de nos camarades y ont laissé la vie. Après une bataille, il y avait tellement de morts que les bulldozers et les pelleteuses arrivaient pour creuser une fosse commune pour tous les tirailleurs sénégalais tombés au combat. Les soldats blancs et africains étaient déjà strictement séparés lors de leur formation. À l'armée, il y avait des cuisiniers français pour les soldats français et des cuisiniers noirs pour les tirailleurs. Les 'Toubabs', les Blancs, bénéficiaient de la nourriture française, tous les autres recevaient du gruau de manioc et de maïs avec de la sauce aux arachides. Même au front, nous, les Africains, étions désavantagés. Je ne me souviens plus exactement à combien s'élevait la solde des soldats européens, mais la nôtre était nettement inférieure. Et parfois, ils ne payaient même pas ce qu'ils avaient promis. »

Crimes de la Wehrmacht à l'encontre des prisonniers de guerre africains



AFRIQUE

Lors de la débâcle de l'armée française en juin 1940, environ 100 000 soldats issus des colonies africaines sont faits prisonniers par les Allemands, dont 20 000 issus des colonies subsahariennes. La Wehrmacht massacre pas moins de 3 000 d'entre eux juste après leur reddition. La raison : la couleur de leur peau.

Des documents du régime nazi prouvent qu'il ne s'agit pas d'exactions commises par des officiers isolés. Ainsi, le Gauleiter (chef d'un district dans l'Allemagne nazie et dans les territoires occupés du IIIe Reich) en Belgique, Karl Holz, ordonne de « ne pas faire de prisonniers » parmi les Noirs. Quant à son subordonné, le commandant du Volkssturm (milice populaire allemande en 1944), il ordonne de « tuer sur le champ tous les prisonniers de couleur, car ils sentent mauvais ».

Le massacre de Chasselay

Le 20 juin 1940, une unité de soldats africains est faite prisonnière par les Allemands à Chasselay, un village près de Lyon. Leur officier français Gaspard Scandariato témoigne par la suite :

« La colonne étant formée, les tirailleurs devant bras en l'air, les blancs d'encadrement à 10 mètres derrière les bras baissés, nous nous mêmes en marche.

Après avoir parcouru 500 mètres hors du village, une colonne d'automitrailleuses accompa-



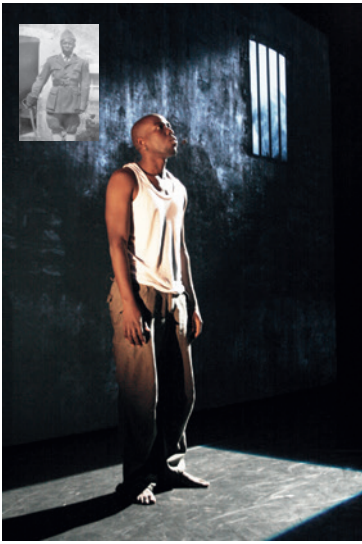
Cimetière Africain de Chasselay.

gnée de soldats nous croisa et stoppa à hauteur des sénégalais. Nos gardes nous firent signe de nous aplatir au sol et en firent autant sans nous perdre de vue, doigts sur la gâchette de leurs mitraillettes.

Tout à coup, un feu nourri de mitrailleuses se mit à crépiter et des hurlements retentirent, il nous était facile en levant les yeux de voir la scène qui se passait à moins de 20 mètres. Les tirailleurs, les bras en l'air venaient de recevoir à moins de 10 mètres une décharge générale de balles de mitrailleuses lourdes et une grande partie était fauchée aux premières salves. Certains protégés par leurs voisins n'ayant pas été touchés du premier coup s'enfuyaient dans toutes les directions. Je revis encore les grenadiers Panzers ajustant tranquillement leur fusil et tirer sur nos malheureux tirailleurs comme sur des lapins. »

Soldats africains prisonniers de guerre par les Allemands.





Mamadou Hady Bah arrive de Guinée en France en 1938 en tant que cuisinier d'un fonctionnaire colonial. Soldat du 12^e régiment des tirailleurs sénégalais, il est fait prisonnier par les Allemands en juin 1940. Il parvient cependant à s'évader et continue à lutter au sein de la Résistance contre l'occupant allemand. Lorsqu'il tombe à nouveau entre les mains des Allemands en juillet 1943, la Gestapo ne parvient pas à le faire parler malgré de sévères tortures. Il meurt exécuté le 18 décembre. La troupe de théâtre française « Mémoires Vives » commémore à travers son spectacle de théâtre et de danse hip-hop « À Nos Morts » les soldats issus des colonies et les partisans tel Hady Bah : « Ton silence a sauvé des vies. Ta souffrance a empêché d'autres souffrances. Tu as été plus fort que tes ennemis et tu as humilié tes bourreaux par ton courage. »

Mamadou Hady Bah – Guinée



Mamadou Hady Bah – Guinée

Chanson

La révolte de Thiaroye et la riposte française



En décembre 1944, 1300 tirailleurs sénégalais rentrent en Afrique de l'Ouest après avoir servi sous les drapeaux en Europe. Beaucoup d'entre eux ont passé des années de détention et de travail forcé dans des camps allemands.

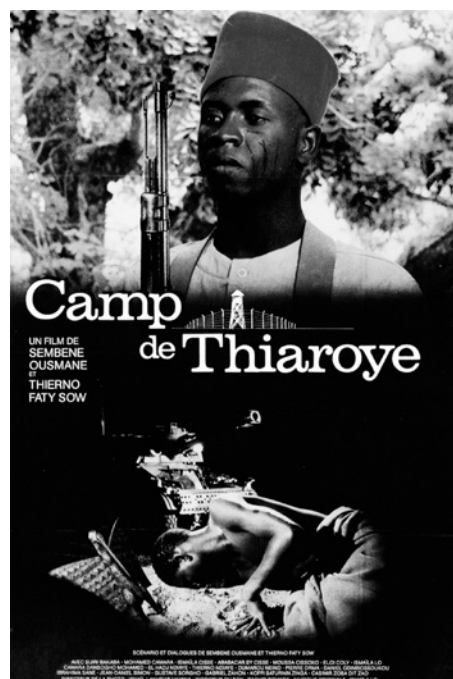
À Thiaroye, un camp de transit aux portes de la ville portuaire sénégalaise de Dakar, ils attendent le versement du reste de leur solde et de la prime de démobilisation promise, d'un montant de 500 francs. Par ailleurs, ils revendiquent une indemnisation de 5 000 francs par personne, identique à celle que les Français perçoivent en tant que prisonniers de guerre.

Les officiers coloniaux sur place refusent tout versement et de surcroît, ils ne veulent accorder que la moitié du taux de change officiel lors de la conversion des francs français en monnaie coloniale, le franc CFA. Cela déclenche une révolte.

Les Africains prennent alors un officier français en otage et le libère seulement après que ce dernier assure de satisfaire toutes leurs revendications. Cependant, dans la nuit du 1er décembre 1944, des chars encerclent le camp et ouvrent le feu à cinq heures du matin. Lorsque les tirailleurs se précipitent hors de leurs abris, les commandants français les font abattre sommairement.



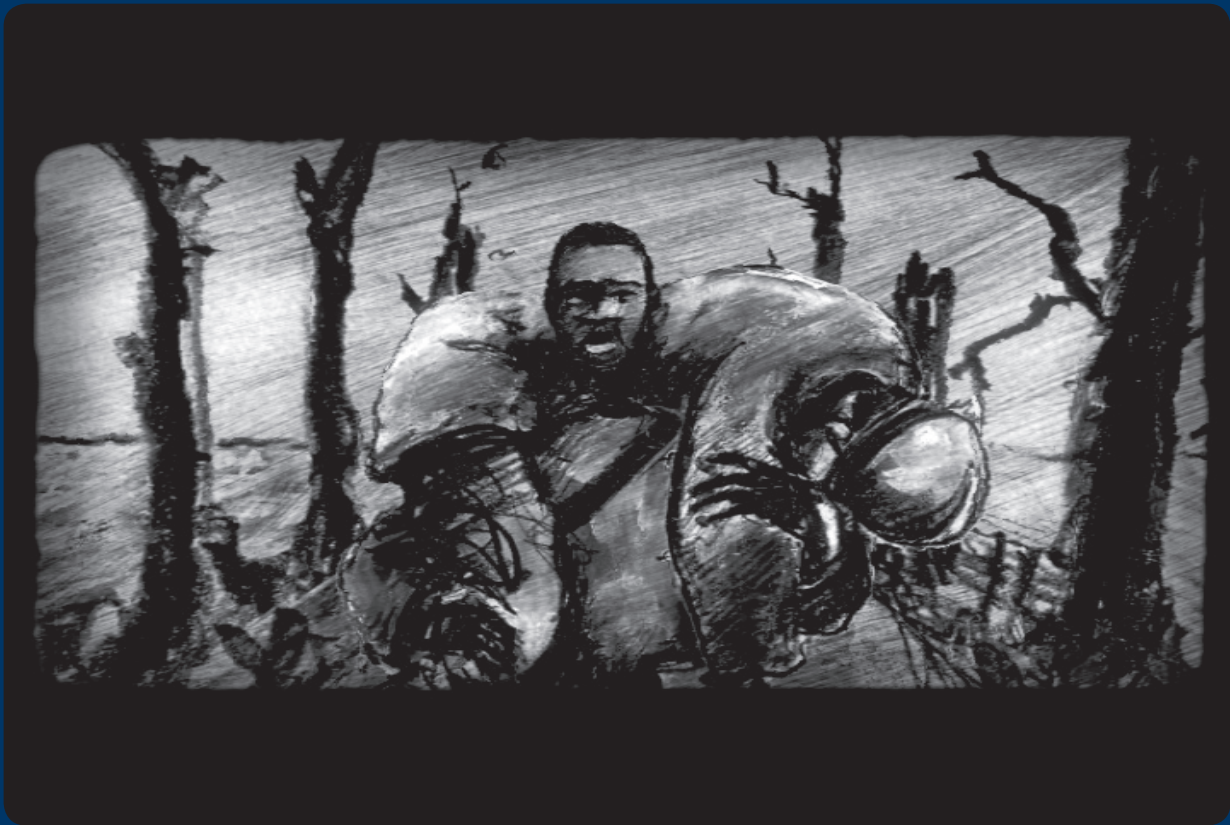
Les victimes du massacre commis par les Français en 1944 se trouvent enterrées au cimetière de Thiaroye, dans la banlieue de Dakar.



Le nombre de victimes varie entre 35 et 300 selon les sources. Les tribunaux militaires français condamnent 34 soi-disant meneurs de la révolte en mars 1945 à des peines de prison allant jusqu'à 10 ans. Cinq hommes meurent en prison, les 29 autres sont amnistiés en juin 1947 en raison d'une pression politique croissante.

La nouvelle du massacre de Thiaroye se propage rapidement dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il devient le symbole de la domination arbitraire de la puissance coloniale française et contribue à la montée des mouvements d'indépendance dans la région. Un long métrage du réalisateur sénégalais, écrivain et ancien combattant Ousmane Sembène en témoigne.

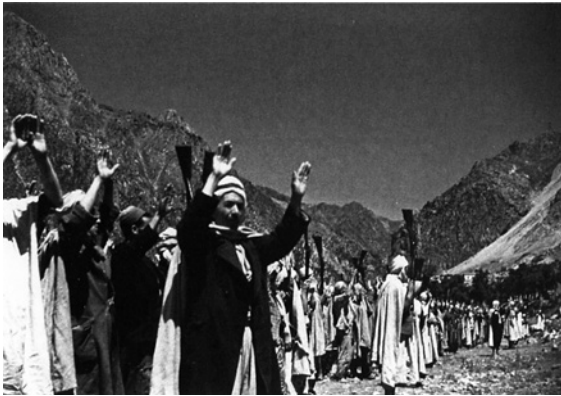
AFRIQUE



L' AMI Y'A BON

Court métrage de Rachid Bouchareb
Algérie/France 2004 • 8'44 min.

Jour de la Libération en Europe Jour de deuil en Algérie



Le **8 mai 1945**, des défilés se déroulent également en Algérie pour célébrer la fin de la guerre en Europe. Des dizaines de milliers d'Algériens ont en effet combattu pendant cette guerre et beaucoup espèrent que les colonies se verront enfin accorder la liberté et l'autodétermination, comme les Alliés le promettent dans leur « Charte de l'Atlantique ». Dans la petite ville de Sétif, un drapeau algérien figure ainsi aux côtés des drapeaux français, britannique et américain lors de la célébration de la victoire. Alors que le cortège arrive devant le Café de France, Lamri Bouras voit un commissaire français « sortir son colt et tirer dans la foule. D'autres coups de feu sont tirés depuis les balcons ». Ce jour-là, les morts se comptent déjà par centaines. Des protestations contre le massacre se multiplient par la suite dans toute la région. L'administration coloniale française y répond par l'intervention de l'armée de l'air et de la marine. « Les soldats tiraient sur tout le monde », se souvient Hadda Mani, « les gens tombaient comme des raisins secs ».

Selon les autorités coloniales françaises, 1 500 personnes perdent la vie dans les massacres, les sources algériennes estiment quant à elles le nombre de victimes allant jusqu'à 45 000. Lorsque fin mai 1945, les soldats algériens ayant combattu pour la libération de l'Europe rentrent de la guerre, nombre d'entre eux ne retrouvent pas leur famille. C'est le cas de **Lounès Hanouze** : « Quand je suis arrivé à Kherrata, il y avait toute une file d'indigènes [...] Ils me regardaient, il y en avait qui pleuraient [...] ils voulaient me parler mais ils ne parlaient pas [...] Je leur ai demandé : 'Où sont les miens ? Où est mon père ?' [...] Finalement on me dit qu'on les a d'abord vus à bord d'un camion puis on les a descendu vers les gorges de Kherrata. Là, au pont – qui s'appelle aujourd'hui le **pont Hanouze** – mon père et mes frères ont dû choisir : 'Est-ce que l'on commence par vous ou par vous ?' [...] Et je crois que c'est mon père qui a été fusillé le premier [...] Nous rentrons de la guerre et nos familles ont été exécutées. On ne peut pas oublier ça ».

En France, le 8 mai est encore aujourd'hui un jour de fête nationale. En Algérie, ce jour est un jour de deuil. La rue de Sétif, où les premiers coups de feu retentirent, porte le nom du 8 mai 1945 et, sur le mur devant l'ancien Café de France, une plaque commémorative rappelle le « premier martyr, Saal Bouzid », exécuté à cet endroit. À côté d'un four à chaux en ruine dans la région, se trouve l'inscription en arabe : « Ce four fut utilisé par les Français pour brûler les corps des martyrs du 8 mai 1945. Il témoigne des crimes odieux et raconte aux générations futures, l'histoire de la liberté : 'Elle est une mariée dont la dot est le sang'. »








Citations extraites du film : « Les Massacres de Sétif, un certain 8 mai 1945 » de Mehdi Lallaoui et Bernard Langlois, France 1995.

Matières premières pour l'industrie de l'armement

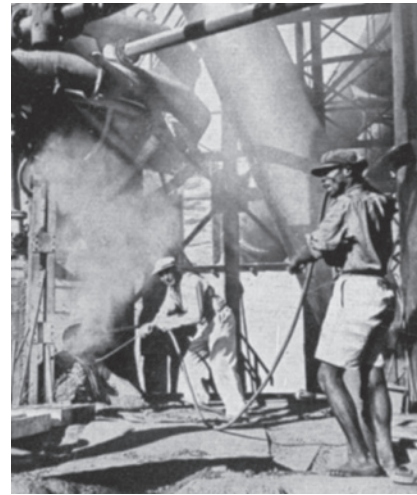


AFRIQUE

Le taux de matières premières extraites en Afrique pour l'industrie de l'armement (1938):

-  **Diamants industriels** (pour les foreuses destinés au découpage l'acier, par exemple pour les chars) : **99 %**
-  **Cobalt** (comme métal d'alliage pour le découpage de l'acier dans la production d'armes) : **94 %**
-  **Uranium** (pour les bombes atomiques utilisées à Hiroshima et Nagasaki) : **80 %**
-  **Phosphate** (pour les bombes, explosifs et munitions) : **44 %**
-  **Or et argent** (pour le financement des dépenses en armement) : **40 %**
-  **Vanadium, chrome et manganèse** (pour les équipements militaires lourds) : **30 %**
-  **Cuivre** (pour les douilles, câbles et lignes téléphoniques) : **18 %**

Afrique ■ Reste du monde ■



Mine de cuivre en Afrique australe.



Mine d'uranium au Congo.

Joseph Ki-Zerbo, historien, Burkina Faso :

« Depuis la traite des esclaves et le partage du continent par les puissances coloniales lors de la conférence de Berlin en 1884, aucun événement n'a eu de conséquences aussi catastrophiques et durables pour l'Afrique que la Seconde Guerre mondiale. »

Des travailleurs immigrés sud-africains rentrant des mines d'or et de charbon.



Traitement du sisal pour la fabrication de cordages marins en Afrique de l'Est.

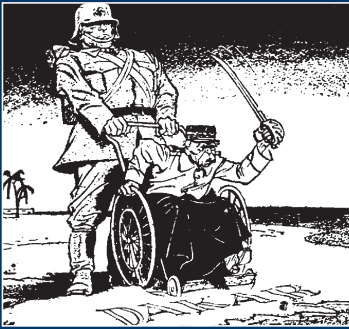


Donations aux Alliés

Les populations en Afrique soutiennent également la guerre des Alliés par des donations, par exemple pour la construction de l'avion de chasse britannique « Spitfire ». Dès 1940, les Alliés collectent des fonds à cet effet dans toutes les colonies. À Accra, la capitale de la Côte-de-l'Or (actuel Ghana), le « thermomètre du fonds Spitfire » s'élève à 36 000 livres en 1940 (cf. photo).

Pour 5 000 livres britanniques, les grands donateurs, généralement des villes ou des États entiers, peuvent faire baptiser à leur nom l'un des avions d'une valeur totale de 12 000 livres. Au total, les colonies ont financé 1 000 « Spitfires », entre autres un « Mombasa », un « Kamba Meru » et un « Kalahari », ou encore deux « Sierra Leone » et trois « Zanzibar ». Les populations africaines font également don de maïs, de riz, de bétail, de chèvres, de draps, d'assiettes, de verres, de couverts et de bien d'autres choses pour entretenir les troupes de leurs dirigeants coloniaux.

La valeur de ces dons s'estime à six millions de livres.



Caricature de la Seconde Guerre mondiale, illustrant le chef du régime collaborationniste de Vichy, le maréchal Philippe Pétain, en homme de main des nazis en Afrique de l'Ouest.

Ravitaillement des nazis

En Afrique de l'Ouest, les fonctionnaires chargés des colonies sous le régime collaborationniste français collectent à partir de 1940, sur ordre du régime nazi, de l'argent pour nourrir les prisonniers de guerre africains dans les camps allemands. Les fermiers de Côte d'Ivoire sont contraints de remettre des noix de cola, du maïs, de la farine, du miel et de l'argent à un « Comité de ravitaillement des prisonniers de guerre ».

Au cours d'une année, l'Algérie fournit 4 429 tonnes de céréales, 220 000 moutons et 4,8 millions d'hectolitres de vin, alors que la population algérienne souffre de malnutrition, de tuberculose et de typhoïde.

À partir de février 1941, s'y ajoute le ravitaillement des unités allemandes de chars en Afrique du Nord, qui nécessite la saisie de denrées alimentaires supplémentaires, de voitures et de camions dans la région du Maghreb. Les autorités coloniales du régime de Vichy livrent par ailleurs aux puissances fascistes de l'Axe des matières premières pour la production d'armements, dont 900 000 tonnes de phosphate et 350 000 tonnes de fer.

Travail forcé au service de la guerre des puissances coloniales



AFRIQUE

Les colonies françaises

Dans les colonies françaises, le travail forcé est monnaie courante en vertu du « Code de l'indigénat » de 1881. Lors de la Seconde Guerre mondiale, il atteint une ampleur jusqu'alors inégalée.

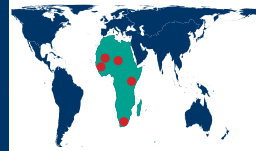
Des dizaines de milliers d'Africains se retrouvent enrôlés dans des travaux publics, entre autres pour la construction d'une route reliant le Congo centrafricain à l'Océan Atlantique, une route essentielle pour l'exportation de matières premières pendant la guerre. Les travailleurs forcés construisent des barrages, creusent des canaux et plantent du sisal et du coton dans des plantations. L'administration coloniale française souhaite transformer la région littorale du Niger en « un immense champ de coton ». Ce n'est qu'en 1946 que l'Assemblée nationale française, à l'initiative de députés africains, abolit officiellement la loi sur le travail forcé.

Les colonies britanniques

Au milieu de l'année 1942, le gouvernement britannique adopte à son tour une loi autorisant le travail forcé dans les colonies « en cas de circonstance à caractère exceptionnel excluant tout délai ». Le cabinet de guerre à Londres prend les décisions relatives aux opérations de grande envergure. Les Africains refusant d'obtempérer étaient passibles d'amendes, de châtiements corporels ou même de prison. Rien qu'au Kenya, 20 000 hommes effectuent des travaux forcés dans des exploitations transformant le sisal, le sucre, le caoutchouc et le lin. En 1943, l'administration coloniale britannique dans le nord du Nigeria réquisitionne 100 000 Africains pour des travaux forcés dans les mines d'étain, au cours desquels un sur dix ne survit pas. En Rhodésie du Sud, plus de 33 000 travailleurs forcés construisent des pistes d'atterrissage. En Rhodésie du Nord, les fermiers et entrepreneurs blancs peuvent « louer » des travailleurs forcés aux autorités coloniales pour un shilling par jour.



Des aumônes à la place de pensions pour les vétérans africains



AFRIQUE

Après leur démobilisation, l'**armée britannique** octroie à ses soldats issus des colonies de faibles indemnités pour leurs services et leurs blessures de guerre. Les indemnités versées aux africains ne représentent qu'une fraction des montants versés aux combattants européens. Quant au versement de pensions, celui-ci est inexistant. Tout au plus, les vétérans particulièrement « nécessiteux » peuvent faire appel à la « Royal Commonwealth Ex-Services League », une organisation caritative britannique, et demander une allocation unique d'un montant maximal de 470 euros.

Le gouvernement français accorde certes des pensions à ses soldats issus des colonies au lendemain de la guerre, d'autant plus que nombre d'entre eux continuent à servir dans l'armée française après 1945 (par exemple en Indochine et en Algérie). Toutefois, les pensions des africains sont dès le départ de moitié inférieures à celles des Européens. De plus, de nombreux vétérans de la Seconde Guerre mondiale ne reçoivent rien faute de pouvoir fournir les justificatifs exigés par les autorités coloniales (entre autres 90 jours de service au front). Le régime de Vichy, détruit à sa chute de nombreux documents et les nazis confisquent les livrets de solde de leurs prisonniers africains.

En 1959, le gouvernement De Gaulle adopte par ailleurs une loi selon laquelle les soldats africains ne peuvent plus faire valoir leurs droits à une pension auprès de la France après l'indépendance de leur pays – une tentative de dresser les vétérans contre les mouvements de libération.

Lorsque la plupart des pays africains vote, malgré tout, pour l'indépendance, le gouvernement met en place la cristallisation des droits à pension existants des vétérans africains.

Malgré des protestations massives et un arrêt de la Cour de justice européenne contre la discrimination de soldats issus des anciennes colonies par le gouvernement français, six décennies après la fin de la guerre, les Sénégalais ne reçoivent toujours qu'un tiers des pensions de leurs homologues français et les Algériens seulement un huitième.

Issa Ongoïba, membre de l'Association des anciens combattants de Bamako (Mali):

« Aux yeux des Français, nous sommes toujours les petits soldats nègres qu'ils croient pouvoir escroquer avec un pourboire dérisoire. Mais pendant la guerre, les balles ennemies ne faisaient aucune différence entre les Noirs et les Blancs. Tous mouraient de la même façon. »



Jones Kilundo (Kenya)
Service dans l'armée en Éthiopie, à Madagascar et en Birmanie; pas de pension.



Joseph Djemakangar (Tchad)
Service dans l'armée en Libye et en France; pension mensuelle de 40 euros.



Frank Kayzer (Afrique du Sud)
Service dans l'armée dans le désert libyen-égyptien; pension mensuelle de 1,60 euros.



Aja Awa Sonko (Gambie)
Son mari est mort à la guerre aux côtés des Alliés; pas de pension de veuvage.



Vétéran Peter Hartzenberg, Cape Corps, Afrique du Sud: « Les Blancs n'ont jamais été déployés avec des Noirs ou des personnes de couleur. Nous appelions les Noirs 'Darkies'. Ils ont vraiment beaucoup souffert. »

« Ségrégation raciale » jusque dans la tombe

335 000 soldats d'Afrique du Sud servent pendant la Seconde Guerre mondiale, dont des Noirs, des Blancs et ceux que l'on appelle les Coloureds (personnes de couleur). En 1941, 60 000 d'entre eux combattent l'« Afrikakorps » de la Wehrmacht dans le désert nord-africain.

Le 21 novembre, la cinquième brigade du « Cape Corps » livre une bataille avec des unités de chars et des avions de combat allemands qui se solde par de lourdes pertes pour les Sud-Africains; 3 000 prisonniers de guerre et 224 tués. Les survivants enterrent leurs morts côte à côte dans une fosse commune. Mais le Haut Commandement sud-africain exige, peu de temps après, leur exhumation pour les enterrer à nouveau, en les séparant cette fois-ci en fonction de leur couleur.

L'apartheid ne devient la doctrine officielle de l'État sud-africain qu'en 1948. Cependant, une « ségrégation raciale » était déjà en vigueur dans les forces armées pendant la Seconde Guerre mondiale.



Samuel Masila Mwanthi, né en 1919, est opérateur radio et chauffeur dans l'armée britannique.

En 1940-1941, il combat contre l'occupant italien en Éthiopie et en 1943-1944 contre les troupes japonaises dans la jungle birmane. De retour en Afrique de l'Est, suite à sa démobilisation, il reçoit des vêtements neufs.

Il ne bénéficie pas d'une pension de guerre.



BORNE D'ÉCOUTE 4

1'56 Min.

Samuel Masila Mwanthi – Kenya



Samuel Masila Mwanthi – Kenya

« Dans les casernes, il y avait des quartiers distincts pour les soldats européens et les soldats africains. Nous étions logés dans des baraques et devions dormir sur de simples lits de camp, sans matelas, sans draps et sans oreillers. J'étais chauffeur, mais je n'avais pas le droit de conduire des voitures, seulement des camions. Les voitures étaient réservés aux officiers européens. À l'époque, il n'y avait pas d'officiers africains. Nous n'avions même pas de fusils, seulement des machettes. Dans la jungle birmane, les Japonais se cachaient dans les herbes hautes et quand vous passiez, ils vous coupaient la jambe. Mais nous avons fini par les vaincre avec nos machettes. Nous leur coupions les bras.

En rentrant de l'armée, ils nous ont donné une chemise sans col et une couverture, parfois une paire de bottes et de chaussettes. On pouvait reconnaître un ancien militaire car il avait en poche 10 centimes pour le thé. »

Les colonies portugaises pendant la Seconde Guerre mondiale



AFRIQUE

Après un coup d'État militaire en 1926, le Portugal devient une dictature avec à sa tête António de Oliveira Salazar à partir de 1932. Il crée une police secrète dans son « Estado Novo » autoritaire sur le modèle de la Gestapo allemande et approuve l'invasion allemande de l'Union soviétique. Salazar redoute toutefois d'entrer en guerre aux côtés des puissances fascistes de l'Axe par crainte de perdre les colonies portugaises en Afrique au profit de la Grande-Bretagne. Il déclare le Portugal « neutre » au début de la guerre et collabore par la suite avec les deux camps. Il fournit à l'Allemagne hitlérienne des matières premières importantes pour sa stratégie militaire en provenance des colonies, comme l'étain et le tungstène, en échange d'armes allemandes et il tolère aussi l'utilisation des ports portugais par des navires de guerre et des sous-marins allemands notamment au Cap-Vert.

En 1943, le Portugal se voit également contraint de mettre à la disposition des Alliés un aéroport dans les Açores pour leur permettre d'effectuer des escales sur leur route vers l'Amérique du Nord et du Sud et pour combattre les sous-marins allemands dans l'Atlantique.

Plaque commémorative à Espargos, capitale de l'île cap-verdienne de Sal.

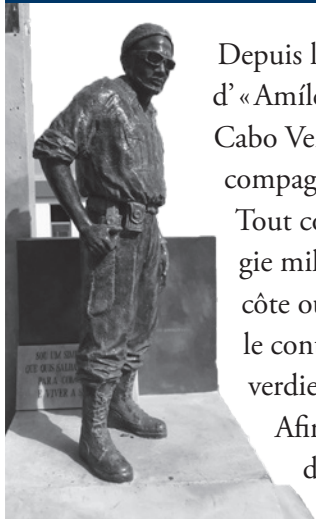


Le contrôle du trafic maritime par la marine britannique entrave les exportations de produits issus des colonies vers les puissances fascistes de l'Axe. Les colons portugais reprennent en main les plantations exploitées jusqu'alors par les Allemands dans les colonies et approvisionnent principalement le marché intérieur portugais – riz, thé et coton du Mozambique, maïs et café d'Angola et fèves de cacao de Sao Tomé & Príncipe.

Des centaines de milliers d'autochtones sont contraints de travailler dans des conditions difficiles. Francisco Vieira Machado, ministre des colonies sous Salazar, déclare à ce sujet en 1943: « Si nous voulons civiliser les indigènes, nous devons leur inculquer, comme un précepte moral fondamental, l'idée que sans travail, ils n'ont pas le droit de vivre ».

Les châtiments corporels, la torture, les abus sexuels et les emprisonnements arbitraires sont monnaie courante dans les plantations. Selon les estimations de Henrique Galvão, haut fonctionnaire de l'administration coloniale portugaise, environ deux millions de personnes fuient le Mozambique et l'Angola vers les pays voisins jusqu'en 1947, dans la mesure où « seuls les morts sont épargnés par le travail forcé ».

Par conséquent, les mouvements anti-coloniaux rencontrent un grand écho pendant la Seconde Guerre mondiale. Le Brésil, ancienne colonie portugaise ayant obtenu son indépendance dès 1822, constitue à ce titre un véritable modèle. En Angola et au Mozambique, les autorités portugaises répondent en 1940-1941 à ces mouvements par des vagues d'arrestations. Même après la fin de la guerre, Salazar maintient l'empire colonial portugais. Ce n'est qu'après des guerres de libération marquées par de lourdes pertes et le renversement de la dictature par la « révolution des Œillets » de 1974 que les colonies portugaises sur le continent africain obtiennent leur indépendance en 1975.



Statue d'Amílcar Cabral devant l'aéroport international du Cap-Vert, portant son nom.

Depuis l'indépendance en 1975, l'aéroport international du Cap-Vert sur l'île de Sal porte le nom d'« Amílcar Cabral », nom donné au leader du « Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde » (PAIGC). La première piste de décollage et d'atterrissage est construite en 1939 par une compagnie aérienne italienne à la demande du dictateur fasciste Mussolini.

Tout comme les Açores et Madère, le Cap-Vert revêt une importance majeure en terme de stratégie militaire pendant la Seconde Guerre mondiale en raison de sa position géographique entre la côte ouest de l'Afrique et le continent américain. Les deux camps s'affrontent par conséquent pour le contrôle de ces îles. Des sous-marins allemands font également escale dans le port de l'île cap-verdienne de Mindelo et torpillent des navires britanniques au large de l'île voisine de Santo Antão.

Afin d'empêcher l'occupation des îles par les belligérants, le Portugal envoie dès 1940 des milliers de soldats au Cap-Vert alors frappé par une période de sécheresse catastrophique. En raison du manque de ravitaillement dû à la guerre et de la consommation par les soldats des rares livraisons de nourriture, environ 25 000 insulaires succombent à la famine entre 1941 et 1943.

Théâtre de guerre : le Timor oriental

En raison de la « neutralité » du Portugal déclarée par le dictateur Salazar pendant la Seconde Guerre mondiale, le Japon épargne l'enclave portugaise de Macao pendant sa campagne d'extermination en Chine. Contrairement à Hong Kong, la ville située au bord de la mer de Chine méridionale échappe à l'occupation et devient donc un refuge pour des dizaines de milliers de personnes venant des provinces frontalières.

En revanche, la colonie portugaise du Timor oriental devient un théâtre de guerre. Après l'avancée des forces japonaises sur les îles indonésiennes voisines fin 1941, des troupes alliées débarquent au Timor. En février 1942, des soldats japonais leur succèdent, recrutant également des autochtones pour fonder une troupe coloniale – la « colonne noire » – en s'appuyant sur une propagande anti-portugaise. À partir de 1943, les occupants japonais contrôlent toute l'île de Timor et réquisitionnent tout ce dont ils ont besoin auprès des insulaires. « Nous n'avions rien pour nous vêtir et rien à manger », se souvient encore le Timorais Maurubi un demi-siècle plus tard. « Lorsque nous recevions de la nourriture, les soldats japonais nous la prenaient et nous devions les regarder la manger. Les militaires étaient très cruels ».

Des enfants enrôlés lors des combats entre les troupes japonaises et les troupes alliées sur l'île de Timor.



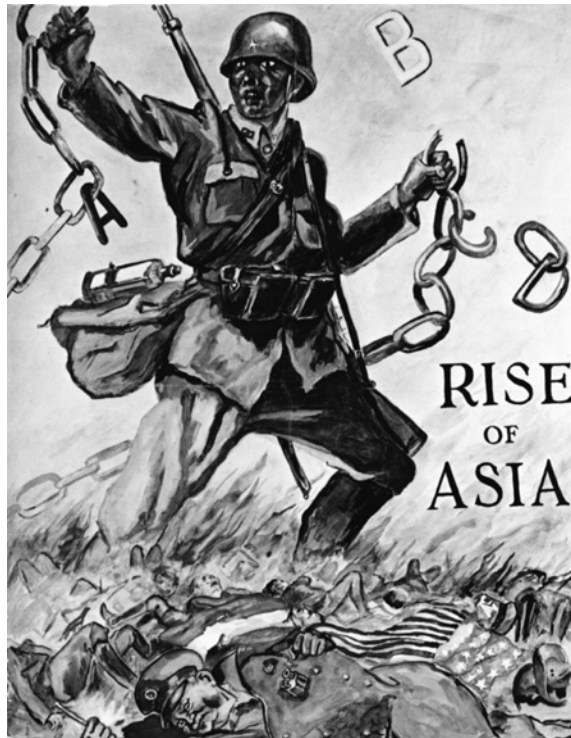
Chine 1937: Le début de la guerre en Asie



Le 7 juillet 1937, des soldats japonais simulent un affrontement militaire avec une unité chinoise près de Pékin. Le Japon s'en sert alors comme prétexte pour attaquer la Chine.

C'est ainsi que débute la Seconde Guerre mondiale en Asie.

Depuis le début du XXe siècle, le pouvoir politique de l'armée japonaise ne cesse de croître. Son objectif démesuré est la conquête de toute l'Asie. L'empereur tout-puissant nommé «Tennô», vénéré de tous en tant que «descendant de la déesse du soleil Amaterasu», soutient cette idéologie de conquête. Les guerres contre la Chine (1894-1895) puis la Russie (1904-1905) pour le contrôle de la péninsule coréenne constituent les premiers signes de l'expansionnisme japonais. Lors de la Première Guerre mondiale, le Japon se bat aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne et, en tant que puissance victorieuse, se voit confier par la Société des Nations le mandat d'administrer les anciennes colonies allemandes de Micronésie. L'armée japonaise en profite pour établir des bases militaires sur les îles du Pacifique Nord.



ASIE



En septembre 1931, une partie de l'armée japonaise stationnée dans le nord-est de la Chine envahit la Mandchourie pour y installer l'État satellite du Mandchoukouo, s'assurant ainsi des ressources en charbon et en gaz pour l'industrie de l'armement japonaise.

La campagne d'expansion du Japon à travers l'Asie et la région du Pacifique débute en 1937 avec une attaque en plein cœur de la Chine. Pour ce faire, le Japon mobilise six millions de soldats et accompagne sa guerre d'une rhétorique anti-coloniale, affirmant que son objectif est de chasser les puissances coloniales européennes de la région, de rendre «l'Asie aux Asiatiques» et d'établir une «sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale». Dans les faits, le «Tennô» et son armée tentent alors d'établir un vaste empire sous domination japonaise. Les Asiatiques des autres pays se voient considérés comme des habitants de seconde classe, astreints au travail forcé et contraints à fournir au Japon des denrées alimentaires et matières premières bon marché.



Avec l'attaque japonaise contre la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor le 7 décembre 1941, « la guerre prend une ampleur mondiale ».

D'après les manuels scolaires d'histoire entre autres en Allemagne :

Cf. Beck, Dorothea et al., « Zeit für Geschichte. Band 4. Geschichtliches Unterrichtswerk für Gymnasien », 2007; Goerlitz, Erich et al. : « Taschenhandbuch zur Geschichte », 2005; Regenhart, Hans-Otto et al. (ed.), « Forum Geschichte. Band 4: Vom Ende des Ersten Weltkriegs bis zur Gegenwart », 2006; Bergmann et al. : « Geschichte und Geschehen », 2008.

Rôle de la Corée dans la guerre japonaise



ASIE

Colonie japonaise depuis 1910, la Corée acquiert une importance stratégique majeure pendant la Seconde Guerre mondiale en tant que base de déploiement, de repli et de ravitaillement des forces japonaises.

Dès le début de la guerre en 1937, le Japon durcit son régime d'occupation.

En 1938, il retire la langue et l'histoire coréennes des programmes scolaires. Tous les Coréens et Coréennes se voient contraints d'adopter des noms japonais.

En avril 1938, le gouvernement japonais proclame la « Loi de Mobilisation Nationale ». 4,5 millions de Coréens et Coréennes sont contraints d'effectuer toutes sortes de missions jusqu'en 1945.



Chung Ki-Young est étudiant à l'Université de Séoul lorsque l'administration coloniale japonaise le mobilise pour le service militaire le 20 janvier 1944.

Après l'enrôlement forcé de la majeure partie des adultes en Corée, les autorités japonaises réquisitionnent également les écoliers et les étudiants en 1944. 155 000 jeunes Coréens âgés de 13 à 14 ans sont chargés de transporter des armes et des équipements, de charger des bateaux et des trains pour l'armée japonaise. 10 000 enfants-soldats coréens se retrouvent envoyés au front.



Le mémorial aux 35 000 victimes coréennes du bombardement atomique d'Hiroshima représente une tortue. Sur sa carapace s'élève une colonne surmontée d'un relief de pierre représentant deux dragons. L'inscription en dessous indique : « Les âmes des morts montent au ciel – sur le dos de la tortue ».

1,5 million de Coréens et de Coréennes ont été déportés au Japon pour y travailler dans des usines minières, des mines de charbon, des ports et des usines d'armement. Lors du largage de la première bombe atomique à Hiroshima le 6 août 1945, 35 000 travailleurs forcés coréens perdent la vie.

Trois jours plus tard, 15 000 autres Coréens meurent à Nagasaki. La plupart d'entre eux y construisent alors des navires de guerre pour la marine impériale dans les usines du groupe Mitsubishi.

Ce n'est qu'après de longues années de conflit avec les autorités japonaises qu'un monument commémoratif à la mémoire des victimes coréennes de la bombe atomique est érigé en 1999 dans le parc du Mémorial de la Paix d'Hiroshima.

Les crimes de guerre japonais à l'encontre des femmes asiatiques



ASIE

Selon les estimations fournies par des organisations non gouvernementales asiatiques, les forces armées japonaises déportent pendant la Seconde Guerre mondiale environ 200 000 filles et femmes dans leurs bordels militaires. Outre 80 000 à 120 000 **Coréennes**, il s'agit de femmes originaires de **Chine**, des **Philippines**, de **Malaisie**, de **Birmanie**, du **Timor portugais** (actuel Timor oriental) et des **Indes néerlandaises** (actuelle Indonésie), pays dans lequel les femmes néerlandaises sont également victimes de ces déportations. Les généraux japonais justifient l'existence de ces bordels militaires en expliquant avec un certain cynisme qu'ils veulent éviter les viols massifs commis par les soldats japonais dans les pays occupés et protéger les soldats contre les maladies vénériennes afin de préserver leur capacité de combat.



Femmes rescapées des bordels militaires japonais après leur libération par les troupes alliées, 1945.

Si les crimes de guerre japonais contre des femmes asiatiques parviennent à la connaissance du public, c'est uniquement grâce aux victimes elles-mêmes. Le « Conseil coréen des anciennes déportées pour l'esclavage sexuel de l'armée japonaise » est fondé en 1991. En 1992, lors de la visite d'État du Premier ministre japonais de l'époque, Miyazawa Kiichi, en Corée du Sud, l'organisation autogérée de femmes exige pour la première fois publiquement « que le gouvernement japonais révèle la vérité, demande des comptes aux responsables, présente des excuses officielles pour ces crimes, indemnise les victimes conformément aux normes juridiques internationales, corrige les livres d'histoire et érige un mémorial ».

En raison de la pression politique croissante, le secrétaire de cabinet japonais et futur ministre des Affaires étrangères Yohei Kono s'est certes senti obligé de présenter des excuses aux victimes « recrutées contre leur gré » en 1993. Mais sa déclaration est restée sans conséquence, car elle n'avait pas été approuvée par le gouvernement japonais.

En décembre 2015, les gouvernements japonais et coréen ont conclu un accord pour indemniser les victimes par le biais d'une fondation. Mais les personnes concernées n'ont pas été impliquées et, peu après, le Premier ministre japonais Shinzo Abe a de nouveau déclaré qu'il n'existait aucune preuve que les femmes avaient été « enlevées de force » par l'armée japonaise. L'accord a échoué parce que le gouvernement japonais a continué à refuser une analyse critique des crimes de guerre commis par l'armée japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette situation n'a pas changé jusqu'en 2025.

Le Tribunal des femmes de Tokyo en 2000



Participantes chinoises, coréennes et philippines au Tribunal des femmes à Tokyo en 2000.

Durant les années 1990, des organisations autogérées de femmes déportées pendant la Seconde Guerre mondiale dans les bordels militaires des forces armées japonaises voient le jour dans de nombreux pays asiatiques. En décembre 2000, elles organisent à Tokyo le « Tribunal international des femmes sur les crimes de guerre et l'esclavage sexuel de l'armée japonaise ». Ce tribunal ne dispose certes pas de pouvoirs juridiques officiels, cependant il attire l'attention de la communauté internationale. D'après les témoignages de femmes de plusieurs pays asiatiques, les juges siégeant au tribunal déclarent l'empereur japonais Hirohito de l'époque, son gouvernement et ses forces armées coupables du viol institutionnalisé et de l'esclavage sexuel de dizaines de milliers de femmes durant la Seconde Guerre mondiale. Dans la mesure où il s'agit de crimes contre l'humanité, les gouvernements d'après-guerre du Japon doivent également rendre des comptes et verser des indemnités aux victimes.



Hwang Kum-Ju a 19 ans lorsque, dans la ville coréenne de Hamhung, elle répond à un appel de l'empereur japonais qui promet aux « jeunes filles et femmes non mariées » une somme d'argent importante en échange d'un « emploi de trois ans dans une usine d'armement japonaise ». Dans les faits, après des jours d'errance dans des wagons de train aux fenêtres obscurcies, elle se retrouve avec de nombreuses autres jeunes filles dans un camp militaire en Mandchourie. Dès le lendemain matin, elle subit les violences sexuelles d'un officier japonais, s'en suit celles de près de 40 soldats par jour pendant plus de six ans. Hwang Kum-Ju en reste traumatisée à vie. Dans les années 1990, elle est l'une des premières à exiger du gouvernement japonais des excuses et des compensations pour l'enlèvement massif de femmes asiatiques à destination de bordels militaires japonais.



BORNE D'ÉCOUTE 5

2'17 Min.

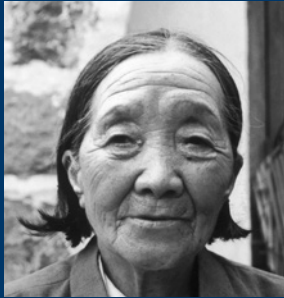
Hwang Kum-Ju – Corée du Sud



Hwang Kum-Ju – Corée du Sud

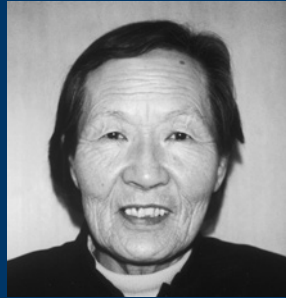
« Je m'appelle Hwang Kum-Ju et j'ai 83 ans. À l'âge de 12 ans, j'ai quitté la province pour la ville de Hamhung et à 19 ans, j'ai répondu à une annonce émise par les Japonais. Il y était indiqué qu'ils cherchaient des filles et des jeunes femmes pour travailler à l'usine. Mon lieu de travail devait être à Jirin, en Mandchourie. Les Japonais avaient promis que je pourrais retourner au bout de deux ans dans mon pays natal, la Corée. Mais en réalité, ils m'ont détenue là-bas pendant six ans et pendant plusieurs décennies, je n'ai pu parler à personne de ce que j'avais subi à l'époque. Après la guerre, j'ai dissimulé mon passé par honte. À qui aurais-je pu me confier ? Retourner chez moi n'était pas envisageable. Si j'avais raconté mon histoire, les gens m'auraient traitée comme une paria. C'est pourquoi j'ai gardé le silence et je ne me suis jamais mariée. Ce n'est que dans les années 1990, lorsque Kim Hak-Sun, une compagne d'infortune, est passée à la télévision et a appelé à rompre le silence, que j'ai enfin trouvé la force de parler publiquement. Le monde entier doit savoir que les Japonais ont attiré des dizaines de milliers de jeunes femmes leur faisant miroiter des emplois puis les ont enlevées pour les emmener dans leurs bordels militaires et en ont tué un grand nombre. Les Japonais se sont comportés comme des animaux et non comme des êtres humains. Puisse le ciel les punir. Ce n'est pas l'argent qui m'intéresse. Il n'y aura jamais de compensation pour ma jeunesse perdue, mais tant que je suis en vie, j'attends que Tokyo reconnaisse sa culpabilité. Il y a quelques années, lorsque des Nord-Coréens ont enlevé des Japonais et que cinq d'entre eux ont été tués, les autorités japonaises ont fait beaucoup de bruit et ont exigé que la Corée du Nord indemnise les victimes. Ces mêmes instances gouvernementales japonaises prétendent ne rien savoir et ne veulent rien entendre au sujet des dizaines de milliers de jeunes femmes célibataires victimes d'abus de la part de soldats japonais pendant la guerre. Ils attendent simplement que les femmes comme moi meurent sans faire de vagues. »

Déportées et victimes de violences dans des bordels militaires japonais



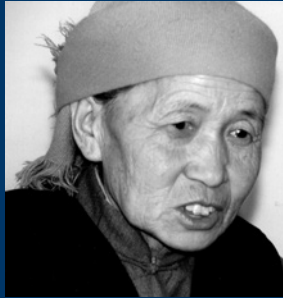
Zhou Xixiang
Chine

Membre de l'Association anti-japonaise d'aide aux femmes. Emprisonnée, torturée et violée en 1944, à l'âge de 19 ans.



Liu Mianhuan
Chine

Déportée à l'âge de 15 ans en 1943 dans une caserne japonaise à Jinguishu. Violée la nuit par les commandants, le jour par jusqu'à 40 soldats.



Zhang Xiantu
Chine

Emmenée dans des sites souterrains, après l'invasion des troupes japonaises à Xiyan, où à l'âge de 15 ans elle subit des violences sexuelles pendant 20 jours consécutifs par des dizaines de soldats.



Zhao Cunni
Chine

Enlevée en 1942, à l'âge de 24 ans, lors d'une attaque contre son village de Yaoshan, victime de viols de masse et maintenue par des chaînes aux pieds pour l'empêcher de s'enfuir.



Ellen C. van der Ploeg
Pays-Bas/Indonésie

Enlevée du camp d'internement de Halmahera à Semarang en Indonésie et déportée dans un bordel militaire de l'occupant japonais.



Jan Ruff-O'Herne
Pays-Bas/Indonésie

Après la conquête de Java par les troupes japonaises, envoyée dans un camp d'internement pour colons néerlandais et déportée avec 35 femmes dans un bordel militaire.



Kim Yong-suk
Corée du Nord

Enlevée par un policier japonais en 1940 à l'âge de 13 ans et déportée dans un bordel militaire à Shenyang, en Chine.



Kwak Kum-nyo
Corée du Nord

En 1939, déportée dans un bordel militaire à Muling, dans le nord-est de la Chine, où sa résistance est réprimée par des violences physiques, jusqu'à ce qu'elle parvienne à s'échapper deux ans plus tard.



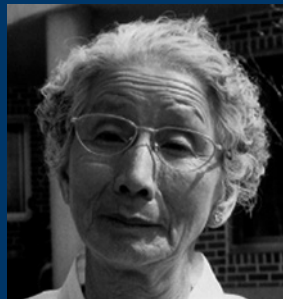
Lee Yong-soo
Corée du Sud

Déportée à l'âge de 15 ans dans un bordel militaire à Hsinchu, à Taïwan, où seul un tissu dissimule l'entrée de la pièce où elle était violée quotidiennement.



Lee Ok-seon
Corée du Sud

En 1942, à l'âge de 15 ans, kidnappée alors qu'elle faisait des courses et emmenée dans un bordel militaire à Yanji, dans le nord-est de la Chine. Torturée après une tentative d'évasion.



Kim Soon-duk
Corée du Sud

Répond à l'âge de 16 ans à une annonce pour un emploi en usine en 1937. Entraînée dans un bordel militaire à Shanghai, où l'y violent jusqu'à 40 soldats japonais par jour.



Kim Kun-ja
Corée du Sud

Déportée à l'âge de 16 ans dans un bordel militaire à Huichun, en Chine, elle y subit les sévices quotidiens de 40 soldats qui lui brisent le tympan droit en la battant.



Sabina Villegas
Philippines

Son père est mort en 1942 lors d'une attaque japonaise contre leur village de montagne sur l'île de Luçon. Elle et ses sœurs ont ensuite été victimes de viols collectifs dans une caserne.



Song Shin-do
Corée du Sud/Japon

En 1938, à l'âge de 16 ans, déportée au bordel militaire « Sekaikan » à Wuchang, en Chine. Y a subi plusieurs grossesses et accouchements. Vit au Japon depuis la fin de la guerre.



Bae Bong-gi
Corée du Sud/Japon

Se présente à une agence de recrutement de Pusan en 1943, à l'âge de 29 ans. Emmenée sur un bateau de guerre dans un bordel militaire sur l'île japonaise d'Okinawa, où elle continue à vivre à la fin de la guerre.



Wu Hsiu-mei
Taïwan

Gère une cantine avec son mari dans le Guangdong en 1940, à l'âge de 23 ans, avant d'être déportée dans un bordel militaire près du front sous le nom de « Kiyoko ».

Déportées et victimes de violences dans des bordels militaires japonais



Wan Aihua
Chine

Dès l'âge de 12 ans dans la résistance anti-japonaise. Capturée et victime de viols de masse. Elle a été la première en Chine à rendre public le récit de ses souffrances.



Zhao Runmei
Chine

Enlevée à 16 ans sous les yeux de ses parents adoptifs et violée pendant 40 jours à la caserne de Hedong. À la fin de la guerre, elle souffre d'infertilité et de traumatismes dus à la torture.



Esmeralda Boe
Timor oriental

Violée une première fois à l'âge de 12 ou 13 ans dans son village de Memo, puis victime pendant deux ans des officiers japonais Uemura, Haruku et Kawano.



Marta Abu Bere
Timor oriental

Enlevée de son village pour être emmenée à Marobo, un lieu de villégiature avec des sources chaudes. Là-bas, elle est au service des japonais nuit et jour.



Lee Sang-ok
Corée du Nord

Reçoit l'ordre à 17 ans de « sacrifier sa virginité au service de la guerre ». Séquestrée comme dans une cellule de prison, elle y subit jusqu'à 25 viols quotidiens par des japonais.



Pak Yong-sim
Corée du Nord

Déportée en 1939 à l'âge de 17 ans, d'abord à Nankin, puis dans des bordels militaires en Birmanie et dans la province chinoise du Yunnan. En état de grossesse avancée lors de la libération.



Kim Soon-ok
Corée du Sud

En 1942, à l'âge de 20 ans, attirée par de fausses promesses dans un bordel militaire à Dongning, dans le nord-est de la Chine, elle y subit les violences d'officiers.



Park Du-ri
Corée du Sud

En 1940, à l'âge de 17 ans, déportée dans un bordel militaire à Taïwan, où son martyre ne prend fin que cinq ans plus tard, après la capitulation japonaise.



Shim Dal-yeon
Corée du Sud

Kidnappée à l'âge de 12 ou 13 ans alors qu'elle travaille dans les champs. Elle se retrouve déportée dans le nord-est extrêmement froid de la Chine dans des bordels militaires pour les soldats envoyés au front.



Park Ok-ryeon
Corée du Sud

Répond à l'âge de 23 ans à une annonce japonaise dans un journal en 1941. Elle se retrouve dans un bordel militaire à Rabaul dans le Pacifique Sud où elle n'a plus le droit de parler coréen.



Rufina Fernandez
Philippines

Son père, sa mère et ses quatre sœurs meurent à Manille en 1944, lors de représailles japonaises. Âgée alors de 17 ans, elle est victime de viols de masse dans une caserne.



Tomasa Salinog
Philippines

Kidnappée en 1942 à l'âge de 13 ans sur l'île de Panay par le « Captain Hiro'oka » après que ce dernier eut décapité son père. Victime d'abus par les Japonais pendant des années.



Anika
Taïwan

Jeune mariée à l'âge de 21 ans, elle part rejoindre son mari lorsqu'elle est enlevée et emmenée dans un bordel militaire à Hong Kong en 1942. Elle y est violée quotidiennement par les officiers.



Su Yin-chiao
Taïwan

En 1943, à l'âge de 20 ans, attirée par une offre d'emploi, elle est emmenée dans un bordel militaire sur l'île de Hainan d'où elle revient à Taïwan gravement malade.



Rabai Ubusu
Taïwan

Reçoit l'ordre de la police locale de travailler pour les troupes japonaises en 1944, à l'âge de 15 ans. Violée régulièrement même en état de grossesse.



Rapin Umau
Taïwan

Contrainte de se produire en tant que chanteuse devant les troupes japonaises en 1944 à l'âge de 16 ans. Puis déportée dans un bordel militaire où elle donne naissance à une fille.

Déportées et victimes de violences dans des bordels militaires japonais



Mardiyem
Indonésie

Attirée à l'âge de 13 ans dans un bordel militaire à Bornéo avec la promesse de devenir actrice, elle doit avorter pour la première fois à 14 ans.



Suhanah
Indonésie

Kidnappée par des Japonais devant sa maison de Bandung en 1942, elle reste prisonnière jusqu'à la fin de la guerre dans un bordel militaire pour officiers et soldats.



Rosalind Saw
Malaisie

Déportée sous les yeux de ses deux enfants en 1942 dans un bordel militaire dans lequel jusqu'à 60 soldats japonais abusent d'elle chaque jour.



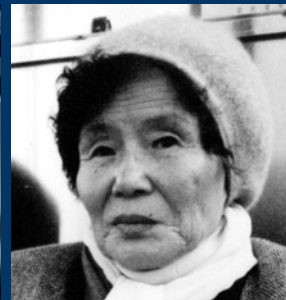
Moon Pil-gi
Corée du Sud

En 1943, à l'âge de 18 ans, déportée avec 30 autres Coréennes dans un bordel militaire en Mandchourie, où les femmes, faisant acte de résistance, subissent alors des châtiments corporels.



Gil Won-ok
Corée du Sud

En 1940, à l'âge de 13 ans, déportée dans un bordel militaire à Harbin, en Chine. Traumatisée par la brutalité des soldats japonais et atteinte de maladies vénériennes.



Kang Duk-kyung
Corée du Sud

Déportée à 16 ans pour effectuer des travaux forcés dans une usine au Japon. Capturée par un policier militaire lors d'une tentative d'évasion et détenue dans un bordel.



Justina Villanueva Pido
Philippines

En 1942, vendeuse sur un marché de l'île de Negros. Violée là-bas par le soldat japonais Yamato, puis incarcérée pendant dix mois dans une caserne japonaise où elle donne naissance à son enfant.



Rosita P. Nasino
Philippines

Kidnappée en 1943 à l'âge de 15 ans sur le chemin de chez sa grand-mère sur l'île de Panay, elle est victime de viols collectifs dans une caserne avec dix autres femmes.



Maxima Regala de la Cruz
Philippines

En 1944, à l'âge de 14 ans, sur le marché de San Ildefonso, enlevée avec sa mère par des soldats japonais et emmenée dans une caserne où elle est violée quotidiennement.



Chen Chen-tao
Taïwan

En 1942, à l'âge de 19 ans, kidnappée par un policier japonais sur le chemin de l'école et emmenée sur l'île d'Andaman dans l'océan Indien d'où elle revient enceinte.



Lu Man-mei
Taïwan

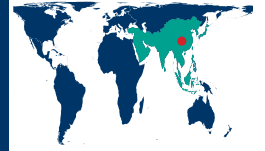
En 1943, à l'âge de 17 ans, attirée sur l'île de Hainan par la promesse d'un meilleur emploi et n'est autorisée à rentrer chez elle qu'à son huitième mois de grossesse.



Iyang Apai
Taïwan

Doit se produire en tant que chanteuse devant des soldats en 1944, à l'âge de 17 ans, sur ordre du policier japonais Takemura avant d'être déportée dans un bordel militaire.

La guerre d'anéantissement du Japon contre la Chine



ASIE

Lorsque les 500 000 premiers soldats de l'armée d'élite japonaise envahissent le nord de la Chine en juillet 1937, le gouvernement chinois ne dispose que de 100 000 soldats formés. Il s'empresse d'en recruter 200 000 de plus, mais ceux-ci ne parviennent pas à arrêter la conquête de Shanghai et l'avancée des troupes japonaises vers Nankin. Dans ce qui est alors la capitale de la Chine, les soldats japonais massacrent de 300 000 à 400 000 civils et violent 80 000 femmes en l'espace de quelques semaines, de fin 1937 à début 1938.

Les forces japonaises utilisent également des armes chimiques et biologiques en Chine. Elles contaminent les villages et les champs avec les bactéries de la peste et du choléra et mènent des expériences humaines sur des prisonniers de guerre chinois, russes, britanniques et américains dans la centrale de recherches de Pingfan. Le médecin militaire Shinozuka Yoshio se souvient que la campagne d'anéantissement japonaise vise également les femmes, les enfants et les personnes âgées »
« Les enfants parce qu'ils pourraient grandir et devenir de nouveaux ennemis du Japon, les femmes parce qu'elles pourraient donner naissance à d'autres enfants et les personnes âgées parce qu'elles pourraient être des espions ».

1942 : Les troupes chinoises sur la route de Birmanie, la seule voie de ravitaillement après la coupure des liaisons routières avec le Nord-Vietnam par les occupants japonais.



Mao Tsé-toung s'adressant à ses troupes pendant la Seconde Guerre mondiale.

Pour défendre leur pays, les communistes de Mao Tsé-toung et le gouvernement nationaliste chinois de Tchang Kai-chek recrutent au total près de 14 millions de soldats jusqu'en 1945.

Afin de contrer l'avancée japonaise, Tchang Kai-chek détruit en 1938 les digues du fleuve Jaune (Huáng hé) dans l'est de la Chine inondant ainsi de vastes régions dont onze villes et 4 000 villages. Selon les estimations, jusqu'à 890 000 personnes meurent noyées et quatre millions perdent leurs biens.

Au total, les combats en Chine entraînent le déplacement de 95 millions de personnes forcées de quitter leur foyer. Selon les estimations des historiens chinois et européens, jusqu'à 21 millions de personnes y perdent la vie. La Seconde Guerre mondiale fait ainsi plus de victimes en Chine que dans les puissances responsables, à savoir l'Allemagne, le Japon et l'Italie réunis.

Le massacre de Nankin 1937-1938



Victimes du massacre.



Des prisonniers enterrés vivants.



Un soldat japonais exécute un moine.



Un enfant parmi les décombres.



Entraînement à la baïonnette sur des détenus.

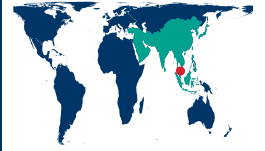
Récits de témoins de Nankin

Enregistré par le « Centre de recherche sur le massacre de Nankin » de l'Université de Nankin.

M. Kun : « Les Japonais [...] ont chargé trois camions d'hommes (et) [...] les ont emmenés jusqu'à la rivière [...] Là, ils nous ont tiré dessus à la mitrailleuse. J'ai essayé de m'abriter derrière un saule et j'ai eu tellement peur que je me suis évanoui. Quand les Japonais ont pensé que tout le monde était mort, ils sont partis. C'est alors que des personnes portant des bandeaux de la Croix-Rouge sont arrivées pour ramasser les corps. Ils m'ont trouvé inconscient près de la rivière, sous le saule, et m'ont ramené à ma mère, me sauvant ainsi la vie. À part moi, il n'y a pratiquement pas eu de survivants sur environ 10 000 hommes. »

Mme Ni : « Nous n'osions rien cuisiner de peur que les Japonais se rendent compte de notre présence [...] jusqu'à ce que nous n'en puissions plus. Ma mère a demandé à mon père de laver des légumes et du riz dans la rivière. Mais alors qu'il s'approchait de la rive, les Japonais ont ouvert le feu. Ma mère s'est précipitée vers lui lorsqu'elle a entendu les coups de feu, et les Japonais l'ont abattue à son tour. J'avais onze ans à l'époque. J'ai aussi couru et j'ai vu mes parents étendus sur le sol. Les Japonais m'ont aussi tiré dessus et j'ai été touchée à l'omoplate. La cicatrice de la balle est encore visible aujourd'hui. »

Conséquences de la guerre sur la péninsule malaise



En décembre 1941, simultanément à l'attaque de la flotte américaine à Pearl Harbor, les avions japonais bombardent également les bases américaines aux Philippines ainsi que les bases britanniques à Hong Kong et Rangoun. Au large de la Malaisie, les japonais coulent les navires les plus modernes de la marine de guerre britannique. Les forces terrestres japonaises envahissent par la suite la colonie britannique de Malaisie. Le régime collaborationniste de Vichy en Indochine leur assure au préalable un libre passage, de même que le régime militaire de Thaïlande. Dans la péninsule malaise, une unité internationale sous commandement britannique, composée d'Indiens, de Chinois, de Malais et d'Australiens, tente de stopper l'avancée japonaise. Lorsqu'elle capitule à Singapour le 15 février 1942, elle déplore plus de 138 000 victimes.

Cheah Boon Kheng, historien émérite de l'Université de Penang :

« Les gens étaient très choqués, en particulier la communauté chinoise qui représentait près de 40% de la population en Malaisie, car ils avaient connaissance des ravages causés par les Japonais dans le Nord de la Chine ainsi que du massacre de Nankin. Les Chinois avaient donc très peur. »



Lors de leur passage à Bangkok le 9 décembre 1941, les troupes japonaises sont acclamées.

En effet, les occupants japonais envoient des dizaines de milliers de Chinois dans des camps de travail et en massacrent des milliers d'autres sur place. La communauté chinoise estime à 45 000 le nombre de morts.

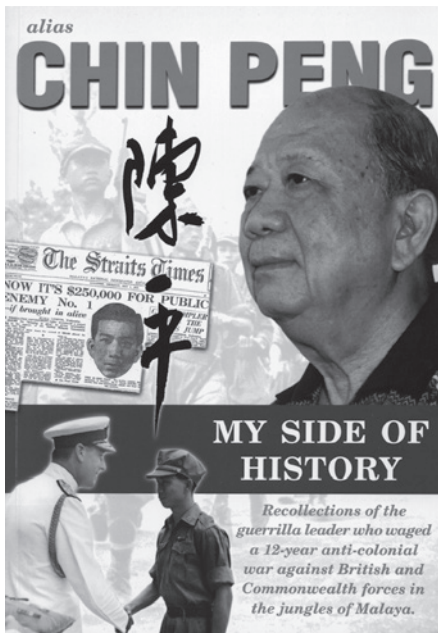
C'est aussi la raison pour laquelle les Chinois constituent le noyau de « l'armée populaire anti-japonaise » formée dans la clandestinité par des communistes, se livrant à des actions de sabotage contre les occupants.

Selon la maxime « diviser pour mieux régner », les militaires japonais réussissent à recruter du personnel administratif et des soldats volontaires parmi les Malais constituant la majeure partie de la population (45%). Des dizaines de milliers d'Indiens, qui constituent environ 15% de la population en Malaisie, rejoignent les forces armées japonaises.



Affiche de propagande japonaise à Singapour : « Faites fortune en coopérant avec le Japon ! »

ASIE



Chacun a le choix

« Chacun de nous a le choix – nous pouvons tenir bon ou faire des compromis, nous pouvons économiser ou jeter l’argent par les fenêtres, nous pouvons critiquer quelqu’un ou simplement regarder ailleurs, nous pouvons oublier ou nous souvenir. Pour ma part, j’ai choisi de devenir un combattant de la liberté. [...] »

Je ne pouvais faire aucun compromis avec les Japonais.

De même que je n’aurais jamais pu accepter de travailler pour un système qui reposait uniquement sur la pérennité du colonialisme britannique ».

Extrait des mémoires « My Side of History » de Chin Peng, partisan de la résistance anti-japonaise, puis secrétaire général du Parti communiste de Malaisie et chef de la guérilla anti-coloniale.

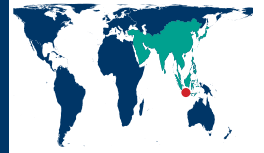
La famine de 1945 en Indochine



Unité du Viêt-Minh, 1944.

Le 9 mars 1945, les militaires japonais chassent l’administration coloniale française d’Indochine, qui vient de collaborer avec le Japon, et prennent ainsi le pouvoir dans la dernière colonie européenne restante en Asie du Sud-Est. Les paysans locaux sont alors contraints de cultiver du jute et des plantes oléifères à la place des céréales pour produire du carburant pour les machines de guerre japonaises. Rien que dans le nord du Vietnam, des centaines de milliers de personnes quittent les campagnes pour les villes à la recherche de nourriture. Le mouvement de résistance communiste Viêt-Minh, sous la direction de Hô Chi Minh, appelle à poursuivre la résistance anti-coloniale également contre l’occupant japonais. Dans un tract adressé aux paysans, il y est indiqué : « Ne fournissez pas un seul kilo de riz aux Japonais, ne leur donnez pas une seule cacahuète et ne plantez pas de jute pour les bandits fascistes ». Des unités armées du Viêt-Minh soutiennent la population lors de l’assaut d’entrepôts de nourriture des grands propriétaires terriens et des forces d’occupation. Malgré cela, 1 à 2 millions de personnes meurent lors de la famine provoquée par la guerre en Indochine.

Les îles indonésiennes sous domination japonaise



ASIE

Depuis Singapour, les forces japonaises traversent le détroit de Malacca pour rejoindre l'Indonésie. Nulle part en Asie, la propagande de guerre du Japon (« l'Asie aux Asiatiques ») ne rencontre un tel écho que sur les quelque 17 500 îles indonésiennes qui subissent la domination hollandaise depuis trois siècles et demi.

La population indonésienne accueille les occupants japonais en libérateurs. Dans les villes, la population exaltée déboulonne les monuments coloniaux et dans les provinces, elle chasse l'administration coloniale.

Sur les zones côtières, ils réservent un accueil triomphal aux troupes débarquant et de nombreux Indonésiens se portent volontaires pour le service militaire.



L'Indonésien Samlawi effectue des travaux forcés de 1942 à 1945 lors de la construction d'une ligne de chemin de fer sur l'île de Sumatra.

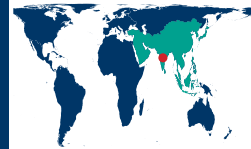
Cependant les « libérateurs » japonais refusent à leur tour à la population indonésienne le droit à l'autodétermination. Les militaires japonais considèrent les Indonésiens avec mépris et soumettent des centaines de milliers de personnes au travail forcé pour la construction de fortifications, d'abris antiaériens et de casernes, de pistes d'atterrissage, de ports et de routes.

En 1942, les militaires japonais déportent des travailleurs forcés et des prisonniers de guerre d'Indonésie et d'autres pays occupés vers la Thaïlande pour y faire construire une ligne de chemin de fer à travers la jungle jusqu'en Birmanie. 100 000 travailleurs asiatiques y perdent la vie. La construction d'une ligne de chemin de fer sur l'île de Sumatra fait également d'innombrables victimes en 1944. L'écrivain indonésien Pramoedya Ananta Toer estime qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale « au moins quatre millions de paysans javanais sont morts en tant que 'romusha' (travailleurs forcés), pour nourrir les descendants militaristes de la déesse (japonaise) du soleil ».



Tract des Alliés : Seule la défaite des Japonais permettra de libérer les travailleurs forcés, appelés « romusha » en Indonésie.

Inde: la plus grande armée coloniale de l'histoire



ASIE



Troupes indiennes à Singapour en 1941.



Indiens en 1944 à Monte Cassino en Italie.



Pilotes indiens en mission pour la Grande-Bretagne.

L'Inde est la plus grande colonie de l'Empire britannique, mais aussi la plus importante sur le plan économique et la plus peuplée avec plus de 320 millions d'habitants. Avec les 2,5 millions de soldats de la *Royal Indian Army*, la Grande-Bretagne dispose sur le sous-continent indien de la plus grande armée coloniale de toute l'histoire. 120 000 Gurkhas du royaume du Népal viennent s'y ajouter. La *Royal Indian Army* est une armée de volontaires. Les soldats indiens sont ainsi dans une position plus favorable que les soldats africains des colonies britanniques, souvent enrôlés de force. Alors que les unités africaines demeurent essentiellement commandées par des Britanniques, le nombre d'Indiens occupant des postes de commandement s'élève à 14 000 pendant la Seconde Guerre mondiale. Par la suite, les soldats indiens se sont vus accorder des pensions d'invalidité et des retraites. Même si celles-ci sont inférieures à

celles des soldats britanniques, les vétérans de la *Royal Indian Army* s'en sortent mieux que les anciens combattants africains.

30 divisions de la *Royal Indian Army* apportent une contribution importante à la victoire des Alliés sur les puissances de l'Axe au Proche et Moyen-Orient, en Asie, en Afrique du Nord et en Europe. L'Inde sert également de champ de bataille. Suite à l'occupation de la Malaisie et de Singapour par les troupes japonaises, des attaques aériennes ciblent les villes de la côte est de l'Inde au printemps 1942. Les sous-marins japonais coulent 23 cargos des Alliés dans le golfe du Bengale et les avions et canonniers japonais bombardent Ceylan où la marine de guerre britannique stocke des réserves de carburant. Environ 60 000 soldats indiens perdent la vie pendant la Seconde Guerre mondiale et autant sont blessés. Près de 80 000 Indiens sont faits prisonniers de guerre par les Allemands, les Italiens ou les Japonais.



Troupes indiennes chargeant des munitions de chars d'assaut.



Soldat indien devant un avion italien détruit en Afrique, 1941.



«Aucune autre part de la population mondiale de cette ampleur n'a été protégée aussi efficacement contre l'horreur et les dangers de la Seconde Guerre mondiale que le peuple de l'Hindustan (Inde). Notre petite île britannique les a portés sur ses épaules à travers tous les combats.»

Winston Churchill, *La Seconde Guerre mondiale*, Londres 1954, Vol. 4.

La famine de 1943-1944 au Bengale

Le Bengale est la province la plus à l'est de la colonie de la Couronne britannique en Inde, située à proximité de la frontière avec la Birmanie. Lorsque la région se transforme en champ de bataille, le Bengale traverse la plus grande famine qu'ait connue le sous-continent indien depuis le XVIIIe siècle. L'invasion japonaise de la Birmanie en 1942 interrompt les importations de riz du pays voisin vers le Bengale. Le prix du riz se voit donc multiplié par quinze en quelques mois. En outre, par crainte d'une invasion japonaise, les commerçants retiennent leurs marchandises et le ravitaillement ne peut être acheminé à cause de la confiscation par les militaires britanniques de tous les bateaux dans le golfe du Bengale. En masse, les paysans et les ouvriers agricoles souffrant de la faim se déplacent à travers la province à la recherche de nourriture. En octobre 1944, 100 000 personnes pratiquent la mendicité, rien qu'à Calcutta. Selon des estimations scientifiques, la famine liée à la guerre fait entre deux et quatre millions de morts au Bengale. Dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en six volumes de Winston Churchill, elle ne fait l'objet d'aucune mention.

Zainul Abedin illustre la famine au Bengale dans ses peintures.



Les Philippines – un pays engagé dans la résistance



ASIE

L'attaque japonaise à l'encontre des Philippines, alors colonie américaine, se déroule au même moment que l'attaque de Pearl Harbor en décembre 1941. Après de brefs combats pour se replier, les troupes américaines quittent le pays des 7 000 îles dès le début de l'année 1942. Les Philippines continuent à résister seuls pendant plus de trois ans face aux occupants japonais. Néanmoins des groupes de guérilla se forment rapidement dans l'ensemble des îles des Philippines.

Le plus important sur l'île principale de Luçon, l'« Armée populaire de libération anti-japonaise » (Hukbalahap), compte 30 000 combattants armés et 70 000 réservistes.

Les partisans s'élevèrent à environ un million de personnes. En 1944, lorsque les troupes américaines reviennent aux Philippines, la plupart des provinces du pays sont déjà libérées.

Lors du repli des troupes japonaises, ces dernières se vengent sur la population civile en faisant preuve d'une grande cruauté, avant la capitulation du Japon en 1945.

Ricardo Trota José, historien à l'Université des Philippines :

« Aux Philippines, la Seconde Guerre mondiale a fait plus de victimes que dans n'importe quel autre pays d'Asie du Sud-Est. Nulle part ailleurs, la destruction n'a été aussi importante

qu'ici. Selon les chiffres officiels du gouvernement, le nombre de Philippines qui ont perdu la vie pendant la guerre s'élève à 1,1 million. Cela signifie qu'un Philippin sur seize est mort à cause de la guerre, ce qui représente un pourcentage très élevé. »



« Sépulture pour les vétérans » dans le cimetière de Sagada, un village de montagne au nord des Philippines.



Musa O. Ami, partisan musulman de la guérilla anti-japonaise sur l'île de Mindanao, au sud des Philippines, de 1942 à 1945 :

« Notre guérilla comptait plus de 300 personnes. Nous nous sommes retirés dans les campagnes et les Japonais n'ont bientôt plus osé sortir des villes pour se rendre dans les zones que nous contrôlions. Nous n'avions quasiment pas d'armes, nous les attaquions donc avec nos machettes ».



Hadji Abundi Ajiji, partisan musulman de la guérilla anti-japonaise sur l'île de Jolo, au sud des Philippines, est grièvement blessé le 15 avril 1945 lors d'une attaque contre une garnison japonaise :

« Depuis ce jour, j'ai une balle dans la jambe. À l'époque, les Américains n'étaient toujours pas revenus à Jolo. Mais la guérilla avait déjà libéré une grande partie de l'île ».



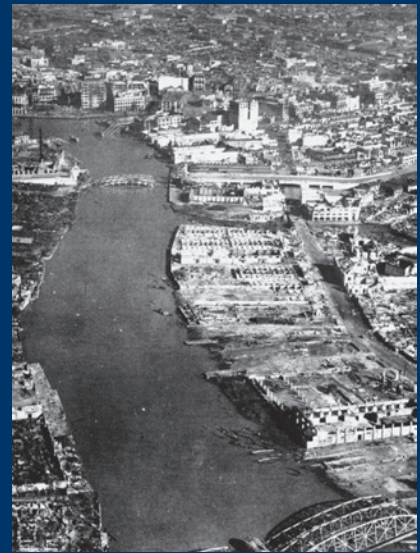
Luis Taruc, commandant de l'armée populaire de libération anti-japonaise Hukbalahap, s'exprimant lors d'un rassemblement à la fin de la guerre (à gauche) et en 2000 devant le bureau des vétérans à Quezon City (à droite) :

« Nous suivions de très près les développements sociaux et politiques dans le monde entier et nous nous procurions des journaux de tous les pays possibles. Nous étions conscients des tentatives trompeuses d'Hitler pour habiller ses objectifs nationalistes de phrases socialistes, comme le montre son livre 'Mein Kampf'. C'est pourquoi il nous a semblé si surprenant que le peuple allemand, en dépit de sa maturité politique et de sa puissance économique, soit si fasciné par Hitler et son idéologie sur la suprématie raciale. Après tout, il était écrit noir sur blanc qu'il menait une politique agressive et qu'il voulait occuper toute l'Europe. Nous avions prévu que la guerre atteindrait également les Philippines. En 1939, les Japonais avaient déjà conquis Formose, occupé la Corée et la Mandchourie, puis attaqué la Chine. De là, les Philippines n'étaient guère plus très loin. Et notre pays était déjà une cible car il abritait les plus grandes bases militaires américaines en dehors des États-Unis. Nous étions contre le nazisme, le fascisme et le militarisme japonais, mais aussi contre l'impérialisme américain. Mais nous sommes arrivés à la conclusion que ce dernier était un moindre mal. Nous espérions que même l'Amérique capitaliste deviendrait plus démocratique après la guerre. Nous avons donc commencé à boycotter les produits japonais dès 1939 et avons organisé des manifestations contre le nazisme, le fascisme et l'impérialisme japonais à Manille et dans les grandes provinces de l'île principale de Luçon. Comme j'étais l'un des orateurs les plus populaires, les dirigeants de notre parti m'ont finalement demandé de mettre sur pied un mouvement de guérilla anti-japonais, le Hukbalahap ».

Manille 1945

Désormais, ils sont morts – désormais, ils sont tous morts.
Une mort terrible – par l'épée et le feu.
Ils sont morts avec leurs maisons.
Ils sont morts avec leur ville –
Et c'est peut-être mieux ainsi.
Autrement, la mort de l'ancienne Manille
leur aurait brisé le cœur.

Extrait d'une élégie de l'écrivain philippin Nick Joaquin sur la destruction de Manille. La libération de la ville entraîne la mort de 100 000 civils – soit plus qu'à Dresde, Cologne ou Berlin.



Remedios Gomez-Paraisa figure parmi les rares femmes à avoir exercé une fonction de commandement au sein de l'« Armée populaire de libération anti-japonaise » des Philippines (Hukbalahap).

Dans les années 1990, elle milite pour la reconnaissance du Hukbalahap en tant que mouvement de résistance et pour le versement de pensions aux anciens combattants par le gouvernement philippin. À l'âge de 80 ans, elle continue à aider d'anciens combattants à remplir leur demande de pension dans un petit bureau des vétérans dans la banlieue de Manille. En 2000, elle reçoit l'équivalent de 60 euros par mois – soit deux euros par jour pour quatre années de lutte armée pour la libération de son pays.



BORNE D'ÉCOUTE 6

2'40 Min.

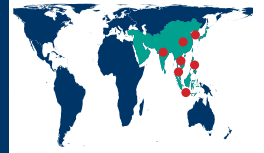
Remedios Gomez-Paraisa – Philippines



Remedios Gomez-Paraisa – Philippines

« Je suis originaire d'Anao, Pampanga. Mon père était le maire de notre ville lorsque les Japonais ont envahi notre pays. C'était en 1942. Lorsque les Japonais ont occupé le pays, ils ont ordonné à tous les fonctionnaires du gouvernement de déposer les armes et de se rendre mais mon père a refusé. À la place, il s'est caché pour échapper aux Japonais. Lorsqu'il a été trahi et qu'il est tombé entre les mains des ennemis, il a refusé de collaborer avec les Japonais, ils l'ont donc torturé à mort. Durant cette période, nous sommes entrés dans la clandestinité. Je n'étais encore qu'une adolescente. Nous nous sommes cachés au pied du mont Arayat. Nous avons réussi à former un escadron. Mais au début, nous n'avions qu'une seule arme: le pistolet de mon père. Après les affrontements avec les troupes japonaises, nous nous réfugiions n'importe où, dans un endroit sûr, sans nourriture. Durant un, deux, trois jours ou même une semaine, nous dépendions des plantes comestibles ramassées le long des rivières ou dans les montagnes. C'était vraiment très dur. Beaucoup de nos compagnons d'armes sont morts faute de soins. Car nous n'avions pas de médicaments pour soigner les blessés. Nous avons eu de la chance que quelques-uns d'entre nous aient survécu. Nous n'avions pas peur de mourir à cette époque. Nous considérons qu'il était de notre devoir de défendre notre pays dès qu'il en avait besoin. Pendant la libération, nous avons dégagé la voie pour les forces alliées. Nous espérions alors obtenir une véritable liberté, démocratie et justice. Mais ce ne fût pas le cas. Après la libération, il n'a fallu que quelques mois pour que nous retournions dans les montagnes parce que nos espoirs restaient vains. »

L'après-guerre, c'est l'avant-guerre



ASIE



Après une guerre civile qui dure jusqu'en 1949, Mao Tsé-toung proclame la République populaire de Chine.



Après la guerre de Corée, le pays demeure aussi divisé qu'auparavant le long de la ligne du 38e parallèle à compter de 1953.



En 1945, Hô Chi Minh espère en vain que la « nouvelle France » de la Résistance mette fin à la politique coloniale de Vichy et accorde l'indépendance au Vietnam.



Au sanctuaire Yasukuni à Tokyo, les criminels de guerre japonais sont encore aujourd'hui commémorés. De hauts représentants du gouvernement, comme le Premier ministre, participent également aux cérémonies.

Alors que la Seconde Guerre mondiale s'achève en Europe avec la capitulation de l'Allemagne le 8 mai 1945, le Japon ne capitule que quatre mois plus tard, après le largage des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. La lutte pour établir un ordre politique d'après-guerre en Asie entraîne de nombreuses guerres par la suite.

En **Chine**, la lutte pour le pouvoir entre l'Armée rouge de Mao Tsé-toung et les nationalistes de Tchang Kaï-chek ne prend fin qu'en 1949 avec la victoire des communistes.

En **Malaisie**, en **Indonésie** et aux **Philippines**, les mouvements d'indépendance poursuivent leur lutte contre les anciens et les nouveaux colonisateurs européens et américains après 1945.

La guerre de **Corée** de 1950 à 1953 est également une conséquence de la répartition du pays entre les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale. Deux millions de civils perdent la vie sur la péninsule coréenne, ainsi qu'un million de soldats nord-coréens et chinois, 250 000 sud-coréens et près de 37 000 américains.

L'Indochine doit encore lutter pendant 30 ans contre les puissances coloniales françaises et américaines. Le 2 septembre 1945, Hô Chi Minh proclame pour la première fois l'indépendance du **Vietnam** à Hanoï. Mais ce n'est qu'en 1975 qu'elle est finalement acquise. Les forces armées américaines larguent jusqu'à cette date dix fois plus de bombes sur l'Indochine que celles qui frappent l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

En **Inde**, l'indépendance de 1947 conduit à la division du pays en fonction de l'appartenance religieuse. Plusieurs guerres entre l'Inde, dominée par les hindous, et le **Pakistan**, gouverné par les musulmans, en résultent.

De son côté, le **Japon**, en tant qu'allié des puissances occidentales pendant la guerre froide, retrouve rapidement une position de leader politique et économique en Asie, sans jamais devoir payer de compensations appropriées pour les dommages et les victimes de la Seconde Guerre mondiale dans ses pays voisins.

En 1990, les dépenses militaires japonaises figurent à nouveau parmi les plus élevées au monde, avec 30 milliards de dollars, et au tournant du siècle, le Japon dispose de la troisième marine de guerre la plus puissante du Pacifique, après les États-Unis et la Russie.

Nauru 1940: Le début de la guerre en Océanie



Océanie



Selon ce qui est communément admis, la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique commence le 7 décembre 1941 avec l'attaque japonaise contre la base navale américaine de Pearl Harbor à Hawaï. Pourtant, une frappe visant l'île de Nauru, dans le Pacifique central, remonte au 27 décembre 1940. Ce jour-là, un navire arborant le nom japonais de « Manyo Maru » sur sa proue et le drapeau de la marine marchande japonaise au bout de son mât se dirige vers l'île de Nauru. Les habitants de l'île espèrent une livraison de riz attendue depuis longtemps, mais lorsque le navire entre dans le port, l'équipage tire sur la station de chargement de phosphate ainsi que sur les réservoirs à carburant. En effet, il s'agit en réalité du croiseur auxiliaire allemand « Komet », camouflé en cargo japonais. En l'absence de toute résistance sur l'île de Nauru, les marins allemands hissent le drapeau à croix gammée et exécutent le salut fasciste avant de disparaître de manière aussi soudaine qu'ils sont apparus.

En août 1942, des bombardements annoncent le débarquement des troupes japonaises sur Nauru. Elles occupent alors l'île pendant trois ans et déportent les deux tiers des 2 000 habitants vers l'atoll micronésien de Truk, situé à 5 000 kilomètres au nord, transformé par le Japon en la plus grande base navale du monde. Les déportés doivent y effectuer des travaux forcés. 463 d'entre eux y perdent la vie. Pour les rescapés, la Seconde Guerre mondiale ne prend fin que le 31 janvier 1946, date de leur retour sur l'île de Nauru. Cependant une société minière anglo-australienne ayant dévastée une grande partie de l'île, le plus petit État du monde reste entièrement dépendant de son ancienne puissance coloniale, l'Australie. Cette dernière sait en tirer profit en 2001 en offrant à Nauru 20 millions de dollars pour l'accueil de 400 réfugiés d'Irak et d'Afghanistan, jugés indésirables en Australie. C'est ainsi que l'île des déportés d'hier devient celle des déportés d'aujourd'hui. Ce n'est qu'après des manifestations au niveau international et un changement de gouvernement en Australie que les camps de réfugiés de Nauru ferment en 2008. Rétablis dès 2012, l'Australie utilise de nouveau Nauru jusqu'en 2023 comme lieu de détention pour les réfugiés, qui y subissent de « graves atteintes aux droits humains, des traitements inhumains et des actes de négligence » (Amnesty International).



Site portuaire de Nauru incendié par le navire de guerre allemand « Komet » en 1940.

Des demandeurs d'asile du Sri Lanka manifestent dans un camp de Nauru pendant la semaine internationale des réfugiés en juin 2007 pour demander leur reconnaissance par le gouvernement australien.



Hawaï 1941: les victimes polynésiennes de Pearl Harbor



OCEANIANE



La nuit, l'électricité était coupée, les fenêtres devaient être obscurcies, la nourriture et l'essence étaient rationnées, personne n'avait le droit de changer d'emploi et il y avait un couvre-feu. Quiconque s'aventurait dans les rues après 20 heures était abattu. »

Les habitants polynésiens se sont vus contraints de céder un tiers de leurs terres aux forces armées américaines pendant la Seconde Guerre mondiale sans jamais les récupérer.

Pourtant, à la fin du XIXe siècle, Hawaï est un pays indépendant dirigé par la reine polynésienne Lili'uokalani. Les planteurs américains, désireux d'exporter leur sucre aux États-Unis sans payer de droits de Douane, s'emparent alors du pouvoir, œuvrent au rattachement de l'archipel aux États-Unis contre la volonté de la population polynésienne et forcent le gouvernement hawaïen à céder l'embouchure de la rivière des Perles sur l'île d'Oahu aux forces armées américaines.

Une concession lourde de conséquences puisque c'est ainsi que naît le port militaire de Pearl Harbor. S'appuyant sur leur marine de guerre, les États-Unis proclament Hawaï territoire américain en 1900. « Ce n'est que pour cette raison que nos îles sont devenues une cible pour les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale », explique la Polynésienne Napua Keko'olani-Raymond.

Pearl Harbor est aujourd'hui le plus grand musée américain dédié à la guerre, avec plus de 1,5 million de visiteurs par an.



L'histoire officielle américaine décrit le 7 décembre 1941 comme « Day of Infamy » (Jour de l'Infamie), en raison de la frappe inattendue des forces armées japonaises contre la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor sur l'île d'Hawaï. Ce jour marque l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, un immense musée en plein air dans le port d'Honolulu commémore « le plus grand désastre de l'histoire de la marine américaine » « 21 navires, dont les huit cuirassés de premier rang, furent coulés ou endommagés, 170 avions de l'armée et de la marine furent détruits. Le bilan des victimes: 2 400 morts, 1 200 blessés ». Pour le Polynésien Kekuni Blaisdell, le 7 décembre 1941 marque également une date charnière, notamment pour les quelque 100 000 habitants indigènes d'Hawaï: « Immédiatement après l'attaque, la loi martiale a été déclarée dans nos îles. Les militaires américains ont pris le pouvoir.



« Les combats dans la jungle de ces îles souvent inhabitées ont été parmi les expériences les plus effroyables de la guerre dans le Pacifique. ».

Extrait du documentaire télévisé « Von Hawaii nach Iwo Jima – Der Krieg im Pazifik » (« ZDF History », éd. Guido Knopp, 05.09.2004). Pas un seul insulaire n'y apparaît, que ce soit au travers de témoignage audio ou vidéo.



Haunani-Kay Trask, directrice de l'Institut d'études hawaïennes à l'Université d'Honolulu, rappelle qu'après l'attaque japonaise contre la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor, ce ne sont pas seulement les soldats américains qui ont dû partir à la guerre, mais aussi de nombreux habitants des îles.

Son père fait partie des Polynésiens recrutés en 1941.

Son expérience traumatisante au sein de l'armée américaine, où sévit une « ségrégation raciale », le hante jusqu'à la fin de sa vie.

Lors des commémorations organisées régulièrement à la mémoire des morts de la Seconde Guerre mondiale dans le « Mémorial National de Pearl Harbor », les victimes polynésiennes ne sont pas évoquées.



BORNE D'ÉCOUTE 7

1'27 Min.

Haunani-Kay Trask – Hawaï



Haunani-Kay Trask – Hawaï

« Je n'étais pas née lorsque mon père est parti à la guerre. Mes parents se sont mariés après Pearl Harbor. Pearl Harbor a eu lieu le 7 décembre 1941 et ils se sont mariés le 2 janvier. La loi martiale a été immédiatement déclarée et toute personne, qui était un bon Américain, s'est engagée pour aller à la guerre, y compris mon père et tous les autres Hawaïens. L'armée américaine pratiquait la ségrégation pendant la Seconde Guerre mondiale, elle ne savait donc pas où affecter les soldats hawaïens parce qu'ils n'étaient pas noirs – l'armée disposait d'unités composées uniquement de Noirs – et elle ne pouvait pas non plus les mettre avec des soldats blancs, parce que les Blancs se seraient sentis offensés.

Ils avaient donc leurs propres petites unités pendant la guerre, ce qui était évidemment le résultat d'une forme d'apartheid qui créait une séparation même si, lorsqu'ils partaient au front, ils se faisait tous tuer en même temps. Et beaucoup, beaucoup de gens sont morts. Mais mon père n'est pas mort. Heureusement, il est revenu, mais comme beaucoup de soldats, il n'a jamais voulu parler de la guerre. Il est devenu un défenseur des droits de l'homme et s'est battu avec acharnement contre le racisme. Mais il ne nous parlait que très rarement de la guerre, à nous ses enfants, parce que ce fut vraiment terrible. »

Bases de déploiement pour les Alliés dans le Pacifique Sud



Océanie

Après l'attaque de **Pearl Harbor**, les forces japonaises progressent de la Micronésie vers la Nouvelle-Guinée, dans le Pacifique Sud, au début de l'année 1942.

Sur l'île de Nouvelle-Bretagne, elles établissent une immense base militaire dans la localité portuaire de **Rabaul**, où y stationnent jusqu'à 90 000 soldats. De là, les troupes japonaises prévoient d'avancer vers la côte nord avoisinante de l'Australie, ce que les Alliés tentent d'empêcher à tout prix.

Les États-Unis acheminent des centaines de milliers de soldats et de matériel de guerre lourd dans la région, sur une distance 10 000 kilomètres. Afin de pouvoir les approvisionner en armes et en munitions, en nourriture, en vêtements et en médicaments, un réseau dense de bases militaires se met en place très rapidement dans tout le Pacifique.

Hawaï sert de première base dans laquelle plus d'un million de soldats américains font escale en route vers les zones de combat en Océanie.

Les **îles Midway** se situent certes à l'écart de l'itinéraire de déploiement cependant leur position à mi-chemin entre Hawaï et le Japon en fait une base navale importante pour les porte-avions américains. Au large de ces îles, en juin 1942, les puissances adverses se livrent à l'une des batailles navales les plus importantes de la Seconde Guerre mondiale.

Outre les colonies françaises du Pacifique que sont la **Polynésie** et la **Nouvelle-Calédonie**, les archipels des **Samoa**, des **Fidji** et surtout des **Nouvelles-Hébrides** (actuel Vanuatu) revêtent également une importance stratégique. En 1942, l'île d'Espiritu Santo sert alors de base à l'« Island Command Base IV » – terrain d'entraînement, espace de récupération et dispensaire pour un demi-million de soldats américains, australiens et néo-zélandais.

Les habitants des îles occupées par l'armée américaine sont contraints par dizaines de milliers de travailler comme main d'oeuvre bon marché, ouvrier du bâtiment, fournisseurs de nourriture et éclaireurs. Aux Samoa américaines, la marine de guerre américaine recrute également des soldats et en 1943 plus de 8 000 habitants des îles Fidji partent pour la guerre dans la jungle des îles Salomon.

Serment des recrues aux Samoa américaines.



Juillet 1943: soldats des îles Fidji combattant pour les Alliés en Nouvelle-Géorgie, à l'ouest des îles Salomon.



Nouvelle-Guinée: Agriculteurs et pêcheurs en guerre



Océanie

Jusqu'en 1942, environ 8 000 Blancs vivent sur l'île de Nouvelle-Guinée, sur un territoire équivalent à la France, au sein d'une population autochtone d'environ deux millions de personnes.

Au cours des trois années suivantes, 300 000 Japonais ainsi qu'un million d'Américains et près de 500 000 Australiens envahissent la plus grande île du Pacifique, soit près d'un soldat étranger pour chaque insulaire.

Sur place, les militaires étrangers recrutent environ 100 000 auxiliaires locaux. Les deux puissances belligérantes commettent d'innombrables crimes : ils pillent les maisons, brûlent les villages et volent les provisions ainsi que le bétail de leurs habitants. Ils recourent aux châtiments corporels et à la torture, violent les femmes, maltraitent leurs maris et exécutent les insulaires qu'ils soupçonnent de collaboration.

Les officiers japonais ordonnent fréquemment aux insulaires de marcher devant leurs propres troupes en guise de « bouclier humain ». De leurs côtés, les Alliés ont également contraint par la force les habitants à accomplir diverses tâches en temps de guerre.

Le principal champ de bataille se situe dans les montagnes impraticables de la chaîne Owen Stanley à l'intérieur de la Nouvelle-Guinée.

Seul un étroit sentier mène du littoral nord, par où les soldats japonais débarquent, à la ville portuaire de Port Moresby, dans la colonie australienne de Papouasie sur la côte sud. Ce sentier, la piste de Kokoda, fait l'objet d'une guerre d'usure de plusieurs mois au cours de laquelle les deux camps font appel à des auxiliaires parmi la population. Ceux-ci doivent repérer le terrain, défricher les sentiers de la jungle, construire des ponts temporaires, ériger des camps, construire des abris, mais aussi creuser des tranchées, aménager des champs de tir et construire des bunkers. Ils chassent et pêchent pour les soldats. Ils posent des pièges et tendent des embuscades. Sur des chemins escarpés, ils transportent tout ce dont les étrangers ont besoin pour mener à bien leur guerre dans les montagnes : tentes et sacs de couchage, vaisselle et lampes, nourriture et réserves d'eau, canons et grenades, fusils et munitions. En redescendant, ils ramènent les blessés installés sur des civières en bambou dans les camps de base et les hôpitaux de campagne de la vallée.

127 000 Japonais et des dizaines de milliers d'Australiens et d'Américains sont morts au cours des combats sur l'île. Le nombre de victimes parmi les insulaires reste inconnu.

Des porteurs locaux pour les Alliés sur la ligne de front dans les montagnes de Nouvelle-Guinée.



Membres d'un bataillon d'infanterie de Nouvelle-Guinée en novembre 1944.





« Pour quelle raison et sur quelle base le Japon devrait-il payer des indemnités ? Si la population en Nouvelle-Guinée demande des indemnités, j'aimerais connaître les motifs de leur demande. Après tout, nous les défendions. Je ne pense pas que nous leur ayons causé le moindre tort. Après tout, nous n'avons fait qu'utiliser leur pays comme champ de bataille ».

Yusako Goto, membre du haut commandement japonais en Nouvelle-Guinée pendant la Seconde Guerre mondiale, dans le documentaire australien « Senso Daughters » (1990).



Pendant la Seconde Guerre mondiale, **Asina Papau** et **Ovivi Arau** font partie des dizaines de milliers de porteurs et d'auxiliaires autochtones des Alliés en Nouvelle-Guinée. Un demi-siècle plus tard dans une interview pour le documentaire « Angels of War » (Les Anges de la Guerre), ils critiquent le gouvernement australien, leur ancienne puissance coloniale, pour n'avoir jamais reconnu ni indemnisé leurs services pendant la guerre. Pourtant, les auxiliaires de Nouvelle-Guinée bénéficient pendant la guerre d'une réputation légendaire en Australie. Des chanteurs populaires les surnomment « Fuzzy Wuzzy Angels » (les anges gardiens aux cheveux crépus) et le soldat australien Bert Beros leur dédie un poème en 1942 dans les montagnes d'Owen Stanley en Nouvelle-Guinée, poème que la radio australienne rend célèbre à l'échelle nationale. Une fois la guerre terminée, cette histoire tombe dans l'oubli.



2'56 Min.

Asina Papau/Ovivi Arau – Nouvelle Guinée



Asina Papau/Ovivi Arau – Nouvelle-Guinée :
(Chanson australienne « Fuzzy Wuzzy Angels »)
(Bert Beros, soldat australien, lit son poème
« Fuzzy Wuzzy Angels »)

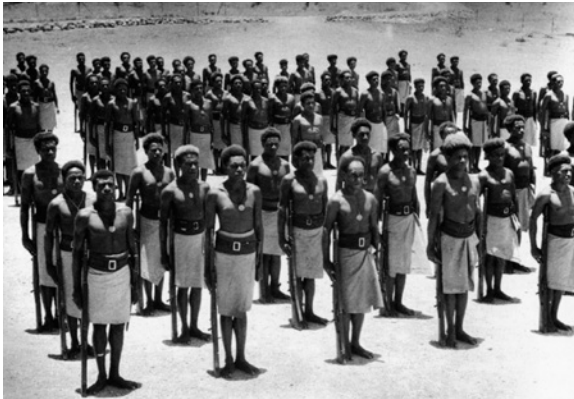
« Nombreuses mères en Australie, lorsque le poids de la journée est passé,
Adressent une prière au Tout-Puissant pour qu'il garde leur fils
Demandant qu'un ange le guide et le ramène sain et sauf.
Nous voyons maintenant que ces prières sont exaucées sur le sentier
d'Owen Stanley.
Lentement et prudemment sur les pièges du sentier terrible de la
montagne
L'expression de leurs visages vous ferait penser que le Christ était noir.
Que les mères australiennes, lorsqu'elles font une prière
Mentionnent ces anges inattendus aux cheveux crépus. »

(*Asina Papau* – Nouvelle Guinée) :

« Depuis la guerre, rien n'a été fait pour les travailleurs. Les jeunes ne savent pas à quel point les choses ont été dures pour nous. On a oublié que nous portions les blessés sur une épaule et les bombes sur l'autre. Nous n'avions pas peur des Japonais. Nous avons travaillé dur malgré le danger. On nous a promis des indemnités et je réclame aujourd'hui ce qu'on nous a promis. »

(*Ovivi Arau* – Nouvelle Guinée) : « Les conditions de travail étaient si terribles que nous devons dormir dans notre propre merde. L'Australie nous a traités comme ça – comme de la merde ! J'ai dû dormir sur les cadavres de Japonais. J'ai bu de l'eau dans laquelle nageait leur chair en décomposition. Et en échange de tout ce que nous avons enduré, nous n'avons rien reçu. »

La révolte des soldats issus des colonies de Papouasie



En Nouvelle-Guinée, des milliers d'insulaires combattent aux côtés des Alliés. Beaucoup d'entre eux sont originaires de la colonie australienne en Papouasie, au sud de l'île. Le commandant du 162^e bataillon d'infanterie américain en Nouvelle-Guinée écrit à propos du *Pacific Islands Regiment* constitué d'autochtones : « Les membres de cette compagnie ont accompli un travail remarquable pendant les opérations. Sans leur aide précieuse, nos troupes auraient eu les plus grandes difficultés à mener à bien leur mission ».

En revanche, de nombreux officiers australiens considèrent les soldats issus des colonies comme des subordonnés qui ne sont pas dignes d'être traités sur un même pied d'égalité avec les soldats blancs. Les bataillons de Papouasie se retrouvent souvent à combattre en première ligne le jour et à monter la garde la nuit pour que les soldats australiens dorment sans être dérangés.

Fin 1944, les commandants australiens exigent des soldats autochtones qu'ils retirent leurs uniformes et continuent de combattre en pagne, en y attachant même l'insigne de leur grade militaire.

Un sergent du *Pacific Islands Regiment* nommé Tapioli refuse alors d'obéir à cet ordre humiliant et déclare à son supérieur australien qu'il préfère « peindre ses galons sur son cul » plutôt que de les porter sur ses hanches. D'autres soldats suivent alors l'exemple de Tapioli et se plaignent vivement de cette « insulte délibérée ». Lorsqu'un jeune officier australien du nom de D.J. Kerr tente de les rappeler à l'ordre, les insulaires s'en prennent à lui avec des bâtons. L'altercation manque de dégénérer en un échange de coups de feu entre les soldats révoltés et les troupes alliées.

Quatre des rebelles de Nouvelle-Guinée comparaissent devant un tribunal militaire qui les condamne à six mois de prison. Mais les accusés profitent du procès pour faire avancer leur cause. Ils dénoncent les inégalités de traitement dont ils sont victimes et l'attitude raciste de leurs officiers australiens. Un caporal autochtone nommé Diti résume son indignation en déclarant qu'il a l'habitude de saluer avec son bras, comme tous les soldats. Si on lui demande de porter son insigne sur son pagne, il se voit alors obliger de lever la jambe comme un chien pour saluer et exhiber ses parties génitales aux officiers.

Le sergent William Matpi s'écrie qu'il peuvent bien l'abattre, il n'ira pas à la guerre dans « la tenue d'un domestique » après avoir combattu aux côtés des soldats australiens et américains et exige un uniforme décent. Suite à ces protestations, les commandants australiens sont finalement contraints de revenir sur cette nouvelle réglementation en matière d'uniforme.

Océanie

Éclaireurs pour les Alliés dans les îles Salomon



Des éclaireurs locaux fournissent des informations sur les positions japonaises aux émetteurs radio secrets des Alliés.



Le « Solomon Islands Labour Corps » compte 3 700 hommes effectuant toutes sortes de services pour les troupes alliées.

Les quelque 1 000 îles et atolls des îles Salomon, habités à l'époque par environ 200 000 chasseurs, agriculteurs et pêcheurs, ne possèdent pas encore de carte détaillée lorsqu'ils deviennent le champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale, surnommée « Big Death » (la grande mort) par les insulaires en raison de ses conséquences désastreuses. Au début de l'année 1942, l'armée de l'air japonaise lance ses premières offensives sur l'archipel. Peu après, les troupes japonaises débarquent sur l'île principale de Guadalcanal et commencent à construire une piste d'aviation sur la côte est. Cette dernière doit être longue de trois kilomètres et large de 300 mètres afin de pouvoir dominer l'espace aérien du Pacifique Sud depuis cette base. Pour achever le plus rapidement possible la construction de l'aéroport militaire, les troupes japonaises déportent des milliers d'hommes de Corée vers Guadalcanal et rassemblent également des insulaires des villages environnants, les soumettant eux aussi au travail forcé. De jour et même de nuit, à la lumière des projecteurs, ils doivent défricher des plantations de cocotiers, aplanir des champs et des vergers, enlever les inégalités du sol, creuser des tranchées, construire des entrepôts, abris antiaériens et logements pour les troupes.

Des éclaireurs locaux informent cependant régulièrement les Alliés de l'état d'avancement des travaux japonais. La plupart de ces insulaires étaient des volontaires appartenant auparavant à la police coloniale britannique. Désormais, ils se mêlent aux autres ouvriers sur le chantier japonais, espionnent les plans de construction et les positions des Japonais. Leurs messagers acheminent les informations la nuit, par des sentiers dans la jungle, vers des émetteurs radio cachés dans les montagnes. De là, ils transmettent des informations sous forme codée aux bases alliées de Fidji, Vanuatu et Hawaï. Grâce à ces informations, les troupes de débarquement américaines parviennent à s'emparer de l'aéroport de Guadalcanal peu avant son achèvement et à l'utiliser dès lors pour leurs propres opérations militaires. Fin 1943, les troupes japonaises sont contraintes de se retirer des îles Salomon. Les combats sur les îles marquent un tournant dans l'histoire de la guerre en Océanie. En effet, le Japon y perd les batailles décisives menées dans les airs, en mer et sur terre grâce à l'aide de la population locale aux Alliés qui n'y seraient pas parvenus sans elle ou du moins pas aussi rapidement. Des milliers d'insulaires y laissent leur vie. Le nombre exact de victimes reste inconnu.

Océanie

Jacob Vouza – «Héros national des îles Salomon»



À Honiara, la capitale des îles Salomon, un monument rend hommage aux insulaires, qui se sont portés volontaires, tués lors de la Seconde Guerre mondiale aux côtés des Alliés. Il se situe au centre de la ville et représente un soldat mélanésien en pagne, une machette à la main. La statue de bronze représente Jacob Vouza, un garde-côte emprisonné par les Japonais ayant refusé sous la torture de révéler les positions des Alliés. La plaque commémorative indique : « L'Amérique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et leurs Alliés remercient les habitants des îles Salomon pour leurs efforts colossaux pendant la Seconde Guerre mondiale, y compris l'engagement de ceux qui ont combattu à nos côtés de Guadalcanal à Bougainville ». Aussi remarquable que soit – car rare – ce remerciement gravé dans la pierre des Alliés à leurs troupes auxiliaires autochtones, pour autant il demeure dépourvue de conséquences financières. Au lendemain la guerre, la plupart des anciens combattants des îles Salomon ne reçoivent rien en retour de leurs services.



Originaire d'un lagon isolé au nord des îles Salomon, **Biuku Gasa** entre pendant la guerre dans l'histoire mondiale. Lorsque les îles Salomon deviennent un champ de bataille en 1943, Biuku Gasa se porte volontaire auprès des Alliés pour espionner les positions japonaises en tant qu'éclaireur. Déguisé en pêcheur traditionnel, il opère avec son ami Aaron Kumasi derrière les lignes japonaises. Lors d'une de leurs explorations en pirogue, ils découvrent un groupe de soldats américains échoués sur un îlot minuscule. Les deux éclaireurs partent chercher de l'aide et sauvent ainsi la vie du capitaine américain : John F. Kennedy. Soixante ans plus tard, Biuku Gasa souligne encore avec fierté : « Sans moi, il n'y aurait jamais eu de président américain John F. Kennedy ».



BORNE D'ÉCOUTE 9

2'44 Min.

Biuku Gasa – Îles Salomon



Biuku Gasa – Îles Salomon

« Les Japonais ont été les premiers à débarquer ici, dans les environs de Munda. À l'époque, tout le monde s'est enfui, se dispersant dans toutes les directions. Je suis allé à Gizo pour me porter volontaire en tant qu'éclaireur. Je rentrais à Gizo avec mon ami Aaron Kumasi lorsque nous avons découvert un bateau échoué sur un récif à l'entrée du lagon. Nous avons pagayé vers l'île la plus proche quand soudain un homme est sorti de sous les arbres et est arrivé sur la plage en criant : 'Hé, hé, venez, venez !' Mais nous nous sommes vite éloignés de la rive, pensant qu'il s'agissait d'un Japonais. Il a alors crié : 'Hé, si vous êtes des éclaireurs, vous connaissez John Kari, n'est-ce pas ?' John Kari était originaire de mon village et était également garde-côte. C'est ainsi que nous avons su que nous avions rencontré des amis. C'étaient des Américains, neuf hommes au total. Nous leur avons dit qu'ils devaient faire attention, car nous avions repéré un autre homme sur une île voisine, qui était probablement japonais. Mais ils ont répondu : 'Non, non, ce n'est pas un Japonais, c'est notre capitaine en quête d'eau ! Kennedy !' Lorsque le capitaine Kennedy est entré dans la baie de Kolombangara avec son bateau, il n'a pas remarqué qu'il était suivi par un destroyer japonais. Et c'est ainsi que ça a fait 'boum' ! Les Japonais ont lancé leurs torpilles et ont coulé le bateau de Kennedy. Deux membres de l'équipage périrent. Les onze autres se sont sauvés sur une petite île à l'entrée de la lagune de Vonavona. C'est là que nous les avons trouvés. Nous avons grimpé sur des cocotiers pour aller chercher des noix de coco, nous les avons ouvertes et nous les avons donné aux Américains, y compris à Kennedy. Il parlait un peu l'anglais pidgin et voulait que nous transmettions un message à ses troupes. Mais nous n'avions pas de papier. Je lui ai dit : 'Pourquoi n'écrivez-vous pas le message sur la peau d'une noix de coco ou, comme disent les Blancs, sur la coque ?' Kennedy était si enthousiaste à cette idée qu'il a pris ma tête entre ses mains et m'a demandé comment j'avais eu cette idée. Il a ensuite gravé au couteau le message suivant sur la noix de coco : 'Onze d'entre nous ont survécu. Les deux indigènes savent où nous sommes. Nous avons besoin d'un bateau. Ils peuvent vous amener jusqu'à nous'. Il nous a demandé de porter le message à Rendova. Mais nous ne devons être vus par personne. Si nous rencontrions des Japonais, nous devons jeter la noix de coco par-dessus bord. Nous avons ramé 60 kilomètres jusqu'à Rendova, où se trouvaient de nombreux Américains, et nous les avons guidés jusqu'à l'île. C'est ainsi que nous avons sauvé la vie de Kennedy. Et c'est la fin de l'histoire. »

Aborigènes australiens : des soldats à coût zéro



Océanie

En 1940, les autorités militaires australiennes continuent de rappeler aux officiers de recrutement la directive qu'il n'est « ni nécessaire ni souhaitable » de recruter des personnes « d'origine ou de filiation non européenne ». Mais après le premier bombardement japonais du 19 février 1942 sur la ville de Darwin, située au nord du continent, les Aborigènes sont à leur tour sollicités pour surveiller cette région à peine peuplée de Blancs. Les Aborigènes ne disposent ni de droits civiques ni de droits électoraux – accordés qu'en 1967 par référendum. Toutefois, ils font preuve d'assez de « bonté » pour risquer leur vie pour l'Australie, en étant en première ligne sur le front lors de la Première Guerre mondiale. Désormais, ils opèrent alors en « patrouilles mobiles » sur des milliers de kilomètres de la côte nord de l'Australie et « mènent des attaques de type guérilla en cas de débarquement des forces ennemies ».

Les militaires australiens décrivent les coûts de ces garde-côtes comme étant « très modérés », puisque les services fournis par les Aborigènes pendant la guerre ne sont pas rémunérés en espèces, mais en « tabac et pipes, hameçons, ficelles et tomahawks ». De plus, les Aborigènes ne peuvent porter que leurs « armes traditionnelles », à savoir des lances et non des armes à feu. Pour autant, leurs instructeurs blancs restent convaincus

que les Aborigènes peuvent facilement vaincre les troupes japonaises : « Ils connaissaient le pays dans ses moindres recoins et savaient où trouver de l'eau. Ces compétences leur conféraient une mobilité que les Japonais n'auraient jamais pu égaler [...] Ils n'étaient pas dépendants du ravitaillement. Les Aborigènes trouvent leur nourriture, leur eau et même leurs armes dans le bush australien. En revanche, si les Japonais avaient débarqué, ils se seraient retrouvés au bout d'une longue ligne de ravitaillement très vulnérable, offrant ainsi des possibilités d'attaque idéales ».

Toutefois, les militaires australiens rencontrent de grandes difficultés à résoudre un problème : les Aborigènes ne comprennent pas pourquoi ils peuvent désormais tuer les Japonais sans encourir de sanctions, alors que peu de temps auparavant ils font l'expérience contraire. En effet, en 1932, la police australienne envoie une expédition punitive et emprisonne trois chefs aborigènes. Ils sont accusés du meurtre de pêcheurs de perles japonais ayant harcelés des femmes aborigènes. Il faut un certain temps avant que les Aborigènes se fient à cette demande des autorités australiennes de tuer expressément les Japonais.



En 1942, en Terre d'Arnhem, des guerriers aborigènes armés uniquement de lances prennent en charge la surveillance de la côte nord de l'Australie, faiblement peuplée.

Les étoiles de Granny Lovett

« Pendant la Seconde Guerre mondiale, le ministère de la Défense australien décernait des médailles en forme d'étoile. Elles rendaient hommage aux sacrifices des femmes pendant la guerre. Pour chacun de leurs proches ayant servi dans les forces armées, elles recevaient une étoile [...] Granny (grand-mère) Hannah Lovett aurait pu porter une couronne entière de médailles en étoile. En effet, elle et son mari James avaient élevé une famille de soldats. Cinq de leurs fils avaient déjà servi outre-mer pendant la Première Guerre mondiale [...] Edward, Frederick et Herbert se sont à nouveau portés volontaires pendant la Seconde Guerre mondiale et avec eux, cette fois, un autre fils, Samuel [...] À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les soldats rentrant au pays reçurent des terres dans le cadre d'un programme de réinsertion et les Lovett demandèrent également une parcelle de terre sur laquelle leurs ancêtres avaient déjà vécu pendant des millénaires. Mais les Lovett étaient Aborigènes et seuls les soldats blancs obtenaient des terres ».

Alick Jackomos, Derek Fowell: «Forgotten Heroes: Aborigines at War» Melbourne 1993.



«Granny» Hannah Lovett (au centre, décorée d'une médaille). 19 membres de sa famille, répartis sur deux générations, servent l'Australie pendant la guerre.



Lors de leurs missions en Europe, les soldats maoris reçoivent rarement des nouvelles d'Aotearoa (Nouvelle-Zélande).



Des soldats du bataillon Maori se préparent au déploiement à Faenza, dans le nord de l'Italie.

Le bataillon maori de Nouvelle-Zélande

Avant la Seconde Guerre mondiale, les Maoris, population autochtone de Nouvelle-Zélande, considérés comme des citoyens de seconde zone dans leur propre pays, n'ont pas le droit de s'engager dans l'armée. Néanmoins, lorsque la demande en justifie la nécessité, ils sont à leur tour sollicités pour rejoindre le front dans le cadre d'un bataillon maori distinct sous le commandement d'officiers blancs. Les Maoris combattent aux côtés des Alliés en Syrie, en Égypte, en Libye, en Tunisie, en Grèce et en Italie. Ils déplorent 640 morts, 1 791 blessés et 158 prisonniers.

Le chant de marche du bataillon maori:

*« Une troupe loyale de Maoris. Naviguant depuis la Nouvelle-Zélande
Pour gagner la liberté et la paix. Marchant ensemble, épaule contre épaule
Et nous crierons à nouveau Ake aka kia kaha e. Haere tonu haere tonu ra.
Kia-o-ra Kia-o-ra.*

Le Bataillon Maori marche vers la victoire [...] »

Les colonies françaises du Pacifique : des mers du Sud à l'Afrique du Nord



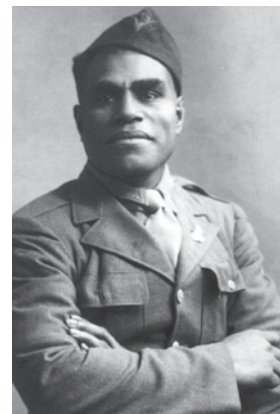
Lorsque la **France** déclare la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, deux jours après l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht, la mobilisation générale entre en vigueur y compris dans les colonies françaises du Pacifique.

Les habitants des îles effectuent des travaux forcés pour la construction de bases militaires, notamment en Nouvelle-Calédonie, où 300 000 soldats alliés se préparent à intervenir dans le Pacifique Sud et des milliers d'insulaires partent également au combat à l'autre bout du monde au sein du *Bataillon du Pacifique*.

Des **Polynésiens** (de Tahiti) et des **Mélanésiens** (de Nouvelle-Calédonie) combattent aux côtés de l'Armée de la France libre contre les troupes du gouvernement de Vichy au Liban en 1941 et contre les troupes fascistes allemandes et italiennes dans le désert libyen en 1942-1943. Ils participent à la libération de Rome et au débarquement allié en Provence. Fin 1944, ils repoussent les troupes allemandes jusqu'à Belfort, en Alsace, avant de devoir attendre un an dans un camp du sud de la France leur rapatriement vers le Pacifique.

En **1940**, Henri Naisseline, haut dignitaire de Nouvelle-Calédonie, lance un appel à ses compatriotes pour qu'ils se rallient « aux côtés du général de Gaulle pour défendre l'honneur du drapeau tricolore qui représente l'esprit de la liberté et de la justice ». Parallèlement, il adresse une lettre au général de Gaulle dans laquelle il lui demande l'assurance que les insulaires obtiennent le titre de citoyen français en reconnaissance de leur « geste et le sacrifice de la vie de ceux qui, là-bas, vont sûrement tomber ».

En **1945**, Naisseline rappelle aux autorités françaises la promesse, faite par le gouverneur Sautot et l'amiral d'Argenlieu, d'accorder la citoyenneté française aux habitants de l'île « à la fin des combats ». La France ne tient pas sa promesse.



Volontaires du bataillon du Pacifique (portraits anonymes issus des Archives territoriales de Nouvelle-Calédonie).

Océanie

Mise en garde contre Hitler en 1939 d'un chef d'île polynésien



L'atoll corallien de Hikueru, à plus de 500 kilomètres à l'est de Tahiti. Dans une lettre diffusée le 21 octobre 1939 au Radio Club Océanie (R.C.O.), la station de radio de la colonie française de Polynésie, Nohorai Sue, le chef coutumier de l'île, propose son aide contre l'Allemagne hitlérienne.

« Quand Hitler parlait de paix, cela ne correspondait déjà pas à ce qu'il faisait. [...] Tout ce qu'Hitler dit n'est que mensonge. Nous avons entendu parler des actes des sauvageries et injustes d'Hitler, qu'Hitler ne respecte même pas les traités signés par lui-même. Ses menaces, ses agressions et ses guerres contre les petits États de l'Europe le démontrent. Il s'est accaparé de l'Autriche et ensuite de la Tchécoslovaquie. Et le mois dernier, il s'est jeté sur la Pologne. Sous les yeux du monde entier, l'Allemagne est devenue une nation méprisante [...] Pour tous ceux engagés dans la justice et la paix, il est insupportable de devoir assister à une nouvelle guerre terrible en Europe en 1939 [...] Deux décennies à peine après avoir été vaincue, la nation allemande, qui n'a jamais voulu que du mal aux autres, s'est à nouveau abattue sur d'autres pays pour s'approprier les richesses de leurs habitants et le fruit de leur travail. La population de Hikueru est unanimement prête pour répondre immédiatement à tout appel pour fournir son aide à la chère Patrie, la France. »

Critique de la guerre « moderne »

La Seconde Guerre mondiale, menée par des forces étrangères sur les îles du Pacifique, laisse un choc culturel parmi un grand nombre de leurs habitants. L'anthropologue David Welchman Gegeo illustre ce phénomène en prenant l'exemple de son île natale, Malaita, située dans les îles Salomon :

« Chez nous, les Kwara'ae de Malaita, la guerre se résumait à de petits raids et à des affrontements. Ceux-ci étaient menées par les groupes ennemis au moyen d'arcs et de flèches, lors de combats d'homme à homme. Il y avait certes de la colère et une forte hostilité envers les adversaires directs, mais le nombre de victimes restait faible ».



Les plus anciens des Kwara'ae s'étonnent de voir les soldats étrangers se battre entre eux pendant la Seconde Guerre mondiale alors qu'ils n'ont « aucune raison personnelle apparente » de le faire. Les Kwara'ae sont « choqués » de voir que les soldats alliés se battent pendant la journée, laissant derrière eux tant de morts sur les champs de bataille « qu'ils ne peuvent même pas tous les enterrer », et qu'ensuite, le soir, ils « regardent des films, plaisantent et prennent du bon temps ».

Les atolls entre les fronts : la guerre dans le Pacifique Central



En 1943-1944, la ligne de front de la guerre en Océanie se déplace vers les **îles Gilbert et Ellice** contrôlées par les Britanniques dans le Pacifique Central. Les troupes japonaises occupent depuis 1942 le nord de l'archipel tandis que le sud sert de zone de déploiement aux Alliés.

La base japonaise se situe sur l'île de **Tarawa**. Tupua Leupena, un témoin oculaire, se souvient : « les Japonais ont pénétré dans les maisons et les ont pillées. Ils violaient les femmes et nous ne pouvions rien faire pour les en empêcher ». Malgré cette menace permanente, certains insulaires continuent à utiliser secrètement les émetteurs radio installés auparavant par les militaires néo-zélandais. Ils émettent alors des messages d'alerte aux Alliés à l'approche d'escadrons de bombardement et de forces navales japonais venant du Pacifique Nord. Grâce à ces renseignements militaires, les Alliés débarquent en octobre 1942 à quelques centaines de kilomètres seulement au sud des positions japonaises : sur **Funafuti**, l'une des îles Ellice. L'île alors peuplée d'environ 4 000 personnes, ces dernières ne sont pas informées à temps « pour des raisons de sécurité » de l'arrivée des premiers 1 000 marines américains et de plusieurs équipes de construction sur Funafuti.

Lorsque les navires de guerre se dirigent vers l'île, la panique envahit les habitants. Un témoin oculaire raconte que l'armada ressemble à un « groupe de crabes géants ». Les soldats américains réquisitionnent un tiers de l'île de Funafuti pour y construire une piste d'atterrissage et déplacent les habitants sur une autre petite île. Après des semaines de combats, les troupes alliées parviennent finalement à s'emparer de la base japonaise de Tarawa. Elles y recrutent 2 000 hommes pour le Gilbert and Ellice Islands Labour Corps. Les Américains surnomment les ouvriers insulaires marchant pieds nus les « bootless soldiers » (soldats sans bottes).

Alors que le front progresse vers le nord en direction de la Micronésie fin 1944, les habitants de l'île commencent à reconstruire leurs villages. À la place des cocotiers présents autrefois sur l'île, se trouve des terres dévastées. Les Alliés versent certes des indemnités pour les plantations et les vergers détruits. Cependant, ces paiements ne couvrent même pas la valeur des fruits, des noix de coco et des poissons que les insulaires ont dû fournir gratuitement aux soldats étrangers au cours des dernières années de guerre.

*Funafuti 1943 :
les Alliés abattent des dizaines de milliers
de cocotiers pour l'aménagement d'une piste d'atterrissage.
De là, ils peuvent attaquer les positions japonaises sur
l'île voisine de Tarawa..*



*Tarawa 1944 :
les femmes insulaires travaillent pour les troupes alliées,
notamment en tant que cuisinières, lavandières et femmes de ménage.
En guise de « cadeau pour la guerre »,
elles offrent aux soldats un tapis tissé à la main.*



O
C
É
A
N
I
E

Le massacre de Banaba 1945

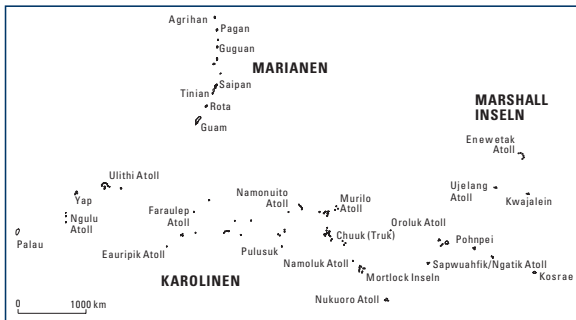
Le 24 août 1943, 500 soldats de la marine japonaise débarquent sur l'île de Banaba, dans le Pacifique Central. Ils embarquent plus d'un millier d'habitants de l'île sur des bateaux et les déportent vers des bases militaires japonaises dans le Pacifique Nord pour y effectuer des travaux forcés. À Banaba, ils ne gardent qu'environ 150 jeunes hommes comme esclaves.

Ceux-ci sont toujours aux mains des occupants lorsque le Japon capitule le 15 août 1945. Si la guerre prend officiellement fin en Océanie, ce n'est pas le cas à Banaba. Le 20 août, les soldats japonais attachent les mains des travailleurs forcés et les conduisent sur des falaises près du village de Tabiang. Une fois là-bas, ils bandent les yeux des prisonniers et les exécutent. Selon un rapport de l'UNESCO, 143 hommes sont morts dans ce massacre. Lorsque les Alliés débarquent à Banaba le 1er octobre 1945, ils n'y trouvent que les Japonais. Ces derniers prétendent avoir évacué tous les habitants de l'île. La vérité est révélée deux mois plus tard, lorsqu'un homme affamé sortant de son abri raconte les faits. Kabunare, 28 ans, est le seul survivant du massacre.

Sur ces falaises, les soldats japonais massacrent 143 habitants de Banaba le 20 août 1945, une semaine après la capitulation.



Derniers combats et crimes de guerre en Micronésie



Le Japon mène des offensives décisives sur Pearl Harbor, le Pacifique Sud et l'Asie à la fin de l'année 1941 grâce à sa colonie en Micronésie. Depuis la Première Guerre mondiale, les forces japonaises ont des avant-postes, des terrains d'entraînement et des bases de ravitaillement sur les îles du Pacifique Nord.

Lorsque les Alliés progressent vers la Micronésie en 1944, les troupes japonaises y défendent leurs fortifications militaires « jusqu'au dernier homme ». Elles ne se rendent pas, même quand il n'y a plus d'issue possible. Sur l'île de **Saipan**, les Japonais se jettent par centaines du haut des falaises abruptes de la pointe nord de l'île, connues depuis sous le nom de « Suicide Cliffs » (Falaises du suicide).

Pour libérer les îles micronésiennes de l'occupation japonaise, les Alliés mobilisent à cet effet 600 navires de guerre et 250 000 soldats.

Guam 1942 : des officiers japonais surveillent des travailleurs forcés locaux cultivant du riz.



Lorsque l'armée de l'air américaine commence à bombarder les positions japonaises sur l'île de **Guam**, les soldats sur place se vengent sur les Chamorros, la population autochtone de l'île. À Agat, les soldats japonais ordonnent à un paysan de quarante ans de s'agenouiller, lui plantent une épée dans le cou et le laissent pour mort. À Agana, ils enterrent un groupe de jeunes gens vivants. À Tai, Fonte et d'autres localités, ils décapitent arbitrairement les insulaires. À partir du 8 juillet 1944, Guam subit treize jours de bombardements par des centaines de navires, de jour comme de nuit. Lorsque les troupes américaines débarquent, les deux tiers des infrastructures de l'île sont détruits et plus de 90% des quelque 22 000 Chamorros sont sans abri.

D'autres îles de Micronésie ont également souffert de la guerre. Depuis **Pohnpei**, les Japonais déportent des hommes en Nouvelle-Guinée pour les envoyer au front. Sur Kosrae, ils soumettent les insulaires au travail forcé. À **Palaos**, siège du haut commandement japonais, le nombre des 5 000 insulaires se trouve décuplés par le nombre de soldats japonais qui pillent toutes les provisions des habitants lors du blocus maritime des Alliés. Un insulaire sur trois meurt de faim.

La conquête de la petite île de **Tinian** s'avère d'une importance essentielle. C'est en effet à partir de cette île que l'armée de l'air américaine parvient pour la première fois à atteindre le Japon continental avec des bombardiers qui larguent les 6 et 9 août 1945 les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, obligeant ainsi le Japon à capituler.

C'est le début de l'ère nucléaire dans le Pacifique avec des conséquences considérables pour les habitants de la région.

Océanie

« Les temps radieux » après 1945 : la militarisation du Pacifique



Océanie



1946 : Essai de bombe atomique sur l'atoll de Bikini en Micronésie.

La confrontation des blocs ne marque pas seulement l'histoire d'après-guerre de l'Europe, mais aussi celle de l'Océanie. De nombreuses îles du Pacifique, de la Polynésie à la Micronésie, n'obtiennent pas leur indépendance après 1945, étant donné que les anciennes puissances coloniales continuent à les utiliser comme bases militaires et à y faire des essais militaires. Jusqu'en 1996, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France font exploser plus de 300 bombes nucléaires, à hydrogène, au plutonium et à neutrons dans la région du Pacifique.

Sur l'île micronésienne de **Yap**, les forces armées américaines y installent des systèmes de surveillance pour les sous-marins nucléaires et, dans les îles **Mariannes du Nord**, des stations de radar pour l'armée de l'air américaine. Sur **Kwajalein**, un atoll des îles Marshall ayant déjà servi de base militaire au Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, les militaires américains contraignent en 1960 les habitants à se déplacer vers une île 13 fois plus petite, **Ebeye**. Depuis lors, le lagon de Kwajalein sert de terrain d'essai pour les missiles à longue portée tirés depuis la Californie qui s'y écrasent après avoir parcouru plus de 7 000 kilomètres au-dessus du Pacifique. En pleine guerre froide, l'Union soviétique lance également des missiles à longue portée dans l'océan Pacifique, entre le Japon et Hawaï.

Les premiers missiles balistiques intercontinentaux de la République populaire de Chine frappent le nord des îles Fidji. Dès les années 1980, plus de 100 sous-marins nucléaires de différentes nations sillonnent le Pacifique, ainsi que des navires de guerre et des porte-avions transportant plus de 10 000 ogives nucléaires. Nulle part ailleurs dans le monde, il n'y a autant d'armes nucléaires stationnées qu'à Hawaï.

Par ailleurs, la construction de 200 centrales nucléaires se poursuit dans les pays riverains du Pacifique avec le déversement de déchets radioactifs dans l'océan sur de multiples sites. Considérant le Pacifique comme un « lac américain », les militaires américains y érigent une ceinture dense de bases militaires en demi-cercle à 10 000 kilomètres à l'ouest du continent américain : de l'île japonaise d'Okinawa à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande en passant par la Corée du Sud, Taïwan (anciennement Formose), les Philippines et la Micronésie. À la fin des années 1980, 360 000 soldats y sont stationnés.

Pour lutter contre la militarisation de l'Océanie, le « Nuclear Free and Independent Pacific Movement » (NFIP), un regroupement d'initiatives anti-coloniales, indigènes et écologiques de toute la région du Pacifique, se forme en 1975. L'arrêt des essais nucléaires en 1996 constitue un succès de ce mouvement.



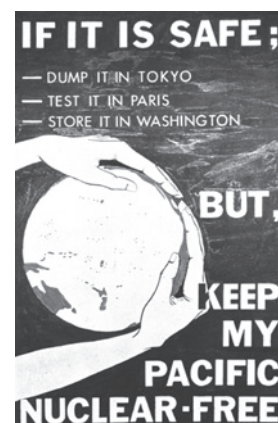
Kwajalein en Micronésie : pendant la Seconde Guerre mondiale, d'abord base japonaise, puis, à partir de 1944, port de transit des forces armées américaines dans le Pacifique. Depuis 1960, site d'essai pour les missiles américains à longue portée.

Pour un Pacifique sans nucléaire!



Caricature de Hawaï:
« Propriété américaine
- Défense d'entrer! »
« Arrêtez de vous
plaindre!
Ils sont aussi là pour
vous protéger! »

Affiche de protestation
de la Conférence des Églises du
Pacifique contre la contamination
de l'Océanie par les déchets
nucléaires, les essais de bombes et
les stockages d'armes:
« S'il est sans danger,
alors déversez-le à Tokyo,
testez-le à Paris et stockez-le
à Washington, mais gardez
mon Pacifique sans nucléaire. »



**« La prochaine fois que
vous ferez la guerre,
ne la faites pas chez nous! »**

Une vieille femme de l'archipel des Palaos, en Micronésie.

Du « Million Dollar Point » à l' « Iron Bottom Sound »



Aujourd'hui encore, une plage de l'île d'Espiritu Santo demeure jonchée de vestiges rouillés laissés par les troupes américaines ayant déversé leur équipement dans la mer à la fin de la guerre. Les insulaires désignent cet endroit sous le nom de « Million Dollar Point ».



Les touristes, qui visitent les îles Salomon, sont principalement des anciens combattants et leurs familles. À leur intention, il existe des cartes postales avec des clichés des débris militaires laissés sur l'île par les forces armées de leur pays.

En 1945, sur une plage d'Espiritu Santos, une île située au nord de Vanuatu, les troupes américaines immergent la totalité de leur équipement dans la mer à la fin de la guerre : jeeps et camions en état de marche, pneus et moteurs, artillerie, pièces détachées et outils, stations émettrices, radios et installations téléphoniques, uniformes et tentes, tables et chaises en acier, pansements et médicaments ainsi que d'innombrables caisses de nourriture et de boissons.

Les insulaires n'en croient pas leurs yeux, lorsque les soldats déversent tous ces biens précieux dans la mer à l'aide de bulldozers depuis une jetée. Ce gaspillage colossal résulte de plusieurs raisons : l'administration coloniale franco-britannique de l'île ne veut pas que les troupes américaines en partance distribuent leur équipement en partie neuf aux insulaires car ces derniers peuvent alors les vendre et vivre du produit de la vente au lieu de travailler pour la puissance coloniale. Par ailleurs, les États-Unis perçoivent les habitants du Pacifique comme de futurs clients pour leurs marchandises, raison pour laquelle les soldats ne peuvent rien donner et que des scènes similaires se déroulent sur de nombreuses îles du Pacifique.

Les insulaires baptisent le lieu de cet acte de gaspillage du nom de **Million Dollar Point**. À l'époque, des gens se déplacent même en bateau depuis les îles voisines pour « chercher de la nourriture et des vêtements » dans les fonds de l'océan.

Six décennies après la fin de la guerre, les îles Salomon en portent encore les traces. Les visiteurs étrangers atterrissent sur l'île principale de Guadalcanal à l'aéroport construit pendant la guerre et baptisé « Henderson Air Field » en mémoire d'un officier américain.

Le siège de l'administration coloniale britannique sur la petite île de Tulagi ayant été entièrement bombardé, la nouvelle capitale Honiara se situe non loin de cet aéroport, bâtie sur les débris de la guerre. Le chemin y menant se trouve bordé de casernes et de bunkers en ruine, de canons et de cratères de bombes, d'épaves d'avions et de pièces de chars rouillées.

Sur les plages de l'île, des épaves de navires de guerre et de débarquement continuent de rouiller. Les collines à l'ouest de Honiara sont appelées **Bloody Ridge** (crête sanglante), en raison des combats acharnés à cet endroit. Et le détroit devant la capitale porte le nom de **Iron Bottom Sound** (détroit au fond de fer), en raison des 48 navires de guerre japonais et américains qui gisent à cet endroit au fond de la mer.

Les vestiges de guerre de ce type constituent aujourd'hui une attraction touristique. Les guides de la région proposent des « World War II Tours » et les clubs de plongée organisent des excursions sur les navires de guerre immergés.

Des vestiges de guerre de ce type se trouvent partout dans les îles du Pacifique.

Brésiliens à Monte Castello Mexicains à Manille



Des dizaines de milliers de soldats d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale combattent contre les puissances fascistes de l'Axe. Le continent fournit également des matières premières à bas prix aux Alliés.

Selon l'écrivain Eduardo Galeano, la **Bolivie** compte parmi les pays qui financent la guerre : « Contraint déjà au rationnement alimentaire, le pays soutient la cause des Alliés en vendant son étain dix fois moins cher que le prix du marché, déjà très bas ».

Pendant la guerre, l'**Uruguay** envoie des pansements aux troupes alliées et des bottes à l'Armée rouge produites par des comités antifascistes. En 1939, lorsque le cuirassé allemand « Graf Spee », endommagé par des tirs, accoste à Montevideo, les ouvriers du chantier naval refusent de le réparer. Le capitaine fait donc couler son navire dans l'estuaire du Rio de la Plata.

Le **Mexique** déclare la guerre à l'Allemagne nazie le 22 mai 1942, à la suite du naufrage de navires marchands mexicains par des sous-marins allemands dans l'Atlantique Sud. Après la guerre civile espagnole, le gouvernement mexicain offre dès lors un refuge à des dizaines de milliers de réfugiés républicains et accorde également l'asile à 1 500 antifascistes allemands. En avril 1944, il envoie également une unité des Forces aériennes aux Philippines et participe à la libération de Manille de l'occupation japonaise.



Mosaïque du Mémorial de Rio de Janeiro en hommage aux victimes de la Seconde Guerre mondiale.

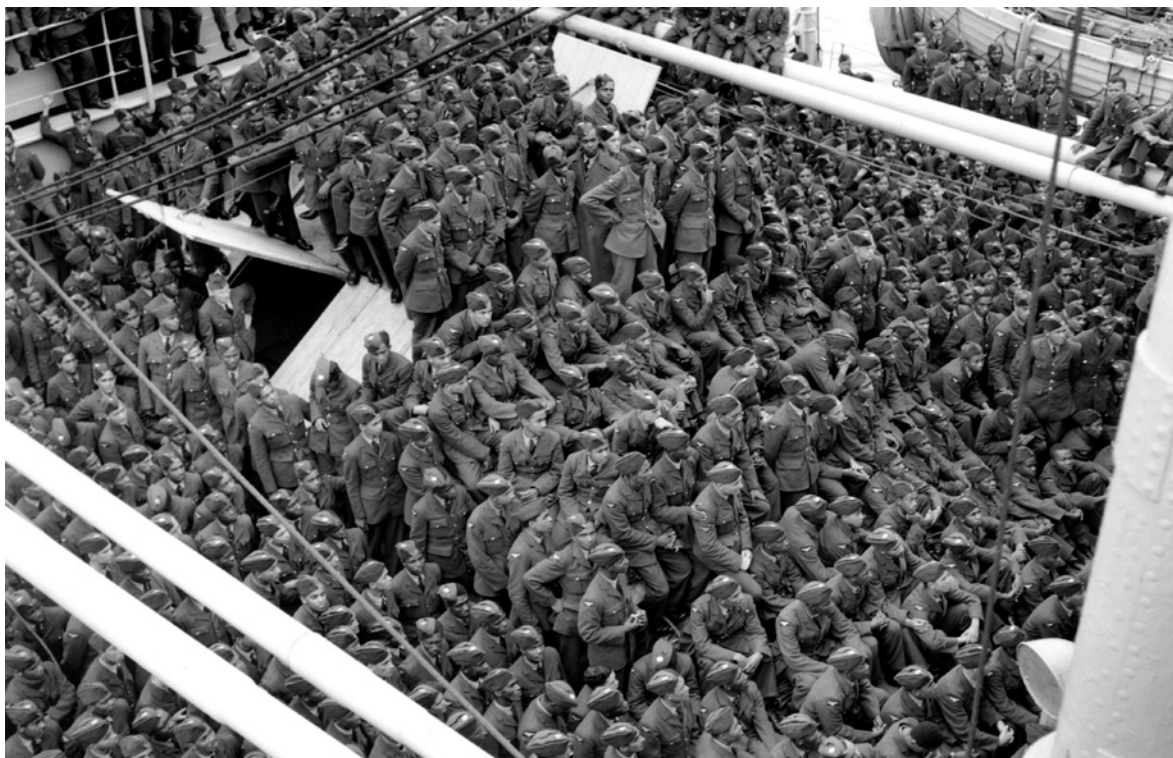


Soldats de la Força Expedicionária Brasileira avant le départ au combat en Italie.

Le Brésil est producteur de caoutchouc, matière première utilisée pour la fabrication de pneus pour les véhicules militaires. Pour répondre à la demande liée à la guerre, 55 000 hommes du Nord-Est du Brésil sont recrutés de force, surnommés alors les « soldats du caoutchouc ». Après que des sous-marins allemands et italiens coulent des navires militaires et commerciaux brésiliens au large des côtes du pays en 1942, le commandement militaire brésilien envoie la Força Expedicionária Brasileira (FEB) avec 25 000 soldats au combat. En 1944, elle se bat aux côtés des Alliés en Italie, notamment lors de la bataille de Monte Castello. 500 Brésiliens y laissent la vie. « L'accueil (en Italie) était loin d'être amical. Il y avait des singes peints sur les murs et des slogans disant que les Brésiliens mangeaient de la chair humaine. Les Brésiliens donnaient du chocolat aux enfants effrayés pour prouver qu'ils n'étaient pas des animaux ». (Pablo Reis : *Memórias do Front*. 2003)

AMÉRIQUE DU SUD

Plusieurs dizaines de milliers de volontaires contre le fascisme



Soldats originaires des Caraïbes en route pour le front en Europe.

Sur l'île de **Porto Rico**, colonie américaine, l'armée américaine recense 350 000 hommes au début de la guerre, dont elle enrôle 53 000. La plupart reste dans leur pays en tant que troupes de défense, tandis que les autres stationnent à Cuba et dans les colonies européennes de la **Jamaïque**, de **Trinidad**, de **Curaçao**, d'**Aruba** et de la **Guyane** néerlandaise. Le 65^e régiment d'infanterie de la garde nationale portoricaine se voit affecter la protection du canal de Panama à partir de 1943. En décembre 1944, alors qu'il n'y a plus de menace d'attaques allemandes ou japonaises, le régiment rejoint l'Afrique du Nord, puis la France. En mars 1945, les Portoricains traversent le Rhin et libèrent le sud de l'Allemagne du régime nazi. D'autres soldats portoricains combattent à Hawaï et en Birmanie.

Durant la Seconde Guerre mondiale, la plupart des îles des Caraïbes sont sous domination coloniale britannique. Avec l'aide de tra-

vailleurs locaux, l'U.S. Air Force y installe 11 bases aériennes : en **Jamaïque**, à **Antigua**, à **Sainte-Lucie**, à **Trinidad**, aux **Bahamas** ainsi qu'en **Guyane britannique** et au **Honduras britannique** (actuel Belize). L'objectif est de repousser les attaques de sous-marins de la marine allemande responsable de la destruction de 336 navires dans les Caraïbes rien qu'en 1942, dont la moitié sont des pétroliers.

16 000 hommes originaires des Antilles se portent volontaires pour l'armée britannique. Des milliers d'autres issus des colonies françaises de **Martinique** et de **Guadeloupe** rejoignent les forces armées de la France libre.

La population des îles des Caraïbes soutient également l'effort de guerre des Alliés par des dons financiers. Rien que sur la modeste île de la **Grenade**, qui compte à l'époque à peine 60 000 habitants, plus de 20 000 livres ont été récoltées pour le fonds de guerre britannique.

CARAÏBES

Le résistant Anton de Kom du Suriname



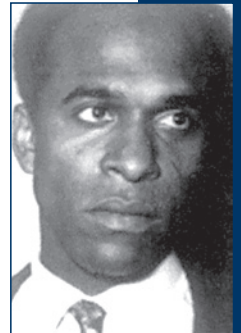
Au Suriname, la résistance contre la domination coloniale néerlandaise se forme dans les années 1930. Anton de Kom, l'un des intellectuels les plus importants du pays, y joue un rôle clé. Il étudie en Hollande et y organise la mobilisation d'étudiants des colonies en faveur de l'indépendance. Lorsqu'il retourne au Suriname début 1933, beaucoup placent de grands espoirs en lui. Mais le pouvoir colonial le déporte avec sa famille à Amsterdam. Lorsqu'en mai 1940, les troupes nazies occupent les Pays-Bas, Anton de Kom s'engage dans la résistance et travaille pour le journal clandestin «De Vonk». En août 1944, des agents de la Gestapo découvrent du matériel subversif dans sa boîte aux lettres. Ils le déportent au camp de Bois-le-Duc, un camp de concentration allemand situé aux Pays-Bas. En septembre, les nazis le déportent à Oranienbourg, puis à Sandbostel, un camp annexe du camp de concentration de Neuengamme. Il y meurt le 24 avril 1945, quelques jours avant la libération du camp. Depuis l'indépendance en 1975, l'université de Paramaribo, capitale du Suriname, porte le nom d' «Anton de Kom Universiteit van Suriname».

L'antifasciste martiniquais Frantz Fanon

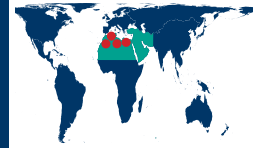
Frantz Fanon, porte-parole international du mouvement de libération algérien FLN dans les années 1950, est originaire de la Martinique où il se porte volontaire à l'âge de 17 ans pour combattre pour la France libre. Il s'intéresse très vite aux conséquences du racisme. Le génocide des Juifs perpétré par les Allemands constitue l'une des raisons essentielles de son engagement dans la Seconde Guerre mondiale.

Dans son livre «Peau noire, masques blancs», il y écrit :

«Le racisme colonial ne diffère pas des autres racismes. L'antisémitisme me touche en pleine chair, je m'émeus, une contestation effroyable m'anémie, on me refuse la possibilité d'être un homme. Je ne puis me désolidariser du sort réservé à mon frère.»



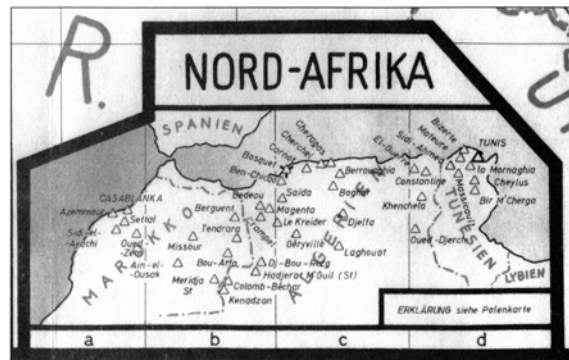
Lois antisémites et camps de travail en Afrique du Nord



PERSÉCUTION DES JUIFS



Le maréchal Philippe Pétain avec Adolf Hitler en 1940.



Carte allemande des camps de travail en Afrique du Nord.

Après la signature de l'armistice entre le gouvernement français collaborationniste du maréchal Philippe Pétain et le régime nazi en juin 1940, la vie des quelque 500 000 Juifs des colonies françaises d'Afrique du Nord est menacée. En mai 1940, 1 350 Juifs algériens meurent pour la France en combattant l'armée allemande. Mais après la prise en charge de l'administration coloniale par le régime de Vichy, les Juifs d'Algérie se voient déchus de leur nationalité française puis des postes et fonctions de l'administration publique. Après le « premier statut des Juifs » décret-loi du 3 octobre 1940, ils se voient interdire l'accès aux professions de journaliste et d'enseignant, puis à partir de juin 1941 aux professions d'avocat, de commerçant, d'assureur et d'entrepreneur. Enfin, les fonctionnaires coloniaux français contraignent les Juifs à vendre leurs commerces et leurs maisons à des prix dérisoires et les bannissent des écoles et des universités.



Les fascistes allemands et italiens ainsi que leurs collaborateurs français gèrent en Afrique du Nord plus d'une centaine de camps de travail dans lesquels plusieurs milliers de Juifs maghrébins se trouvent déportés en plus des opposants politiques et des prisonniers déportés d'Europe. Rien que dans le camp d'internement de Giano en Libye, alors colonie italienne, 562 détenus sont morts de maltraitance et de violences.

Dans l'est du **Maroc**, 7 000 travailleurs forcés doivent poser des rails pour un projet de chemin de fer transsaharien devant s'étendre jusqu'au Niger.

Les camps en **Algérie** et en **Tunisie** se situent pour la plupart dans des régions désertiques reculées où des dizaines de milliers de prisonniers subissent des journées d'été caniculaires et des nuits d'hiver glaciales. Ainsi, le partisan Claudio Moreno décrit le camp de Hadjerat M'Guil comme le « Buchenwald français en Afrique du Nord ».

La faim, les mauvais traitements et la torture dans les camps de travail, les pogroms tel que celui de 1941 en Tunisie et les déportations vers les camps d'extermination nazis entraînent la mort de 4 000 à 5 000 Juifs d'Afrique du Nord.

Ruines du camp de travail de Tendrara, dans l'est du Maroc et les rails du chemin de fer transsaharien prévu par le régime de Vichy construits par les détenus.

Les complices d'Hitler en Afrique du Nord

Chefs religieux arabes d'Algérie en 1942 aux côtés du maréchal Philippe Pétain à Vichy.



« De nombreux récits de témoins oculaires attestent que les soldats, les policiers et les ouvriers arabes étaient prêts à tout – parfois dans une mesure importante, parfois dans une moindre mesure – pour agir contre le judaïsme nord-africain, sur le modèle de la persécution des Juifs en Europe : cela allait de l'application de lois spéciales anti-juives à la gestion de camps de travail, en passant par la

mise au travail forcée des travailleurs juifs.

Depuis la périphérie de Casablanca jusqu'à la région désertique au sud de Tripoli, les Arabes occupaient partout les fonctions de gardiens et de surveillants dans les camps de travail. Et à quelques exceptions près, ils étaient craints par les prisonniers juifs (et autres) comme des serviteurs consentants et loyaux des nazis, de Vichy et des fascistes (italiens) ».

Robert Satloff: « Among the Righteous. Lost Stories from the Holocaust's long reach into Arab Lands » New York 2006.



Alice Cherki est psychiatre et écrivaine. Née à Alger dans une famille juive, elle subit dès l'enfance en 1940 les lois antisémites du régime de Vichy également appliquées dans les colonies françaises. Dans les années 1950, elle révolutionne avec Frantz Fanon le système psychiatrique algérien et pendant la guerre d'Algérie, elle se bat à ses côtés contre la domination coloniale française.

En 2000, elle publie une biographie du théoricien des mouvements de libération anti-coloniale, « Frantz Fanon – Portrait ». Elle y décrit également l'importance de l'expérience de Fanon pendant la Seconde Guerre mondiale pour ses analyses à posteriori du racisme et du colonialisme.



BORNE D'ÉCOUTE 10

1'08 Min.

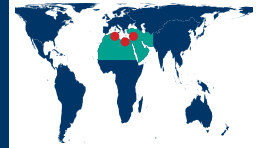
Alice Cherki – Algérie



Alice Cherki – Algérie

« Après quand il y a eu le régime de Vichy qui s'est installé en 1940, il y a toute une fraction assez importante des Européens d'Algérie qui étaient dans leur ensemble extrêmement pétainistes et qui se sont empressés, alors qu'ils n'avaient aucune raison de le faire en Algérie, d'appliquer les lois de Vichy – sur la destitution des biens des Juifs, sur le fait d'empêcher les enfants d'aller à l'école, (la déportation) de braves commerçants juifs, qui n'avaient jamais faits de politique, dans des camps. Moi-même, je m'en souviens puisque j'avais 3 ans et que j'étais renvoyée de l'école par une institutrice qui m'a dit que l'on me renvoyait de l'école parce que j'étais juive. Et je lui ai demandé 'Mais qu'est-ce que cela veut dire Madame d'être juif?' J'avais trois ans, moi je ne savais pas ce que cela voulait dire. Et elle me dit 'C'est comme toi, avoir des grands yeux, une grande bouche et des grandes oreilles.' »

Planification des nazis de la « Solution finale » au Proche et Moyen-Orient



Le régime nazi planifie également l'extermination des Juifs dans les pays arabes. Un commando spécial de la SS chargé d'exécuter cette opération stationne à Athènes dès le milieu de l'année 1942. L'unité – composé de « sept chefs SS, 17 sous-chefs et d'escouades » – est sous les ordres du SS-Obersturmbannführer Walter Rauff, ayant déjà participé aux meurtres de masse en Pologne et ayant fait modifier des camions en 1941 pour que des personnes puissent y être assassinées par gaz d'échappement. Sa « connaissance du processus d'extermination rationalisée des Juifs » prédestine Rauff « à son nouveau poste de chef d'un escadron de la mort mobile pour le Proche et Moyen-Orient ».

La troupe de Rauff ne compte pas plus de 100 personnes, mais les nazis comptent trouver suffisamment de « volontaires » locaux pour l'extermination des Juifs, comme ce fut le cas en Europe de l'Est : « Comme l'indiquaient depuis longtemps de nombreux rapports sur la situation, [...] au Proche et Moyen-Orient, un nombre considérable et en partie déjà bien organisé d'Arabes issus de la population locale offre leurs services en tant qu'hommes de main des Allemands.

L'objectif principale du commando de Rauff, la réalisation de la Shoah en Palestine, aurait été rapidement mis en œuvre dès l'arrivée de la Panzerarmee Afrika (Armée blindée d'Afrique) ».

Walter Rauff, commandant SS au Moyen et Proche-Orient.



Après que les Alliés parviennent à repousser l'attaque des troupes germano-italiennes en Égypte, l'escadron de la mort SS débarque en novembre 1942 en Tunisie, où vivent alors environ 85 000 Juifs. Dès son arrivée, Rauff fait arrêter les membres éminents de la communauté juive et donne l'ordre de mobiliser 2 000 travailleurs forcés juifs pour le lendemain afin de consolider l'aménagement des lignes de front allemandes. En cas de manquement, Rauff menace « de procéder à l'arrestation immédiate de 10 000 Juifs ». Les occupants allemands font construire 30 camps de travail en Tunisie et obligent les Juifs à continuer à travailler dans les ports et sur les lignes de chemin de fer pendant les bombardements des Alliés. En outre, les Juifs sont contraints de payer des taxes de plusieurs millions de dollars pour dédommager la population arabe après les attaques des Alliés, le « judaïsme international » étant soi-disant responsable de ces attaques.

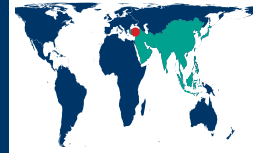
Le commando SS projette la construction d'un camp de concentration dans la ville tunisienne de Sfax, qui ne peut cependant pas être réalisé en raison de l'avancée des Alliés.

Extraits de :

Klaus Michael Mallmann/Martin Cüppers :
« Halbmond und Hakenkreuz. Das Dritte Reich, die Araber und Palästina » Darmstadt 2006.

Juifs de Tunisie en route pour le travail forcé, décembre 1942.





Pierre d'achoppement au numéro 83 de la Rothenbaumchaussee, dans l'arrondissement d'Eimsbüttel à Hambourg, en mémoire d'Alegra Benezra originaire d'Izmir.

« Les quelque 20 000 à 25 000 Juifs turcs vivant en Europe ont également été la cible des persécutions nazies [...] 2 200 à 2 500 Juifs d'origine turque ont été déportés pendant l'Holocauste dans les camps d'extermination d'Auschwitz et de Sobibór et entre 300 et 400 dans les camps de concentration de Ravensbrück, Buchenwald, Mauthausen, Theresienstadt, Dachau et Bergen-Belsen, où nombre d'entre eux y ont perdu la vie. D'autres ont succombé aux conditions de détention dans les camps de Drancy et de Westerbork, ont été fusillés ou torturés à mort par la Gestapo [...] ».

La famille Kavajero, originaire d'Izmir, déportée à Auschwitz le 11 février 1943.



« L'importance de la Turquie en tant que pays neutre dans la stratégie de guerre allemande et le nombre élevé de 'Reichsdeutsche' (Allemands du Reich) vivant en Turquie ont donné à ce pays d'énormes possibilités pour protéger ses Juifs vivant en Europe. Plusieurs diplomates turcs ont utilisé avec succès cette conjoncture pour obtenir des dérogations aux mesures anti-juives pour leurs protégés juifs et dans de nombreux cas individuels, ils ont fait pression pour la libération de Juifs alors en détention [...] ».

« Contrairement à l'engagement de certains diplomates sur place, la politique officielle d'Ankara visait en premier lieu à empêcher l'immigration ou la remigration des Juifs en Turquie. Au moment de la Conférence d'Évian de 1938, le gouvernement turc avait déjà promulgué le décret secret 2/9498 interdisant l'entrée des Juifs persécutés. Déjà au cours des années 1930, la Turquie avait déchu de leur citoyenneté de nombreux Juifs turcs vivant à l'étranger [...] ».

« En octobre 1942, le gouvernement nazi a lancé un ultimatum aux États neutres et alliés pour qu'ils rapatrient leurs citoyens juifs. Les Juifs turcs constituaient l'un des groupes les plus importants; les services nazis estimaient que 4 000 à 5 000 Juifs turcs devaient être rapatriés rien que dans le nord de la France. Le gouvernement d'Ankara a réagi à cet ultimatum en dénaturant des milliers Juifs turcs résidant en Europe et en ordonnant à ses consulats de ne procéder à aucun rapatriement de masse [...] Par son attitude passive, la Turquie a manqué à son devoir de protection envers ses ressortissants à l'étranger ».

Extraits de « Die Türkei, die Juden und der Holocaust » de Corry Gutstadt. Berlin/Hambourg 2008.

Planification des nazis de la « Solution finale » en Extrême-Orient



Après l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes en 1933, de nombreux Juifs fuient l'Allemagne par bateau ou par le Transsibérien pour se rendre à Shanghai, en Chine. Cette dernière est en effet l'un des derniers endroits où les réfugiés peuvent trouver refuge sans visa. Jusqu'en 1938, environ 18 000 Juifs européens arrivent à Shanghai, leur nombre total étant estimé à 30 000.

Les Allemands expatriés vivant en Chine et exerçant dans le « commerce oriental » sont en majorité des sympathisants du national-socialisme. « Fin 1933, plus de 600 Allemands vivant en Chine étaient déjà membres du NSDAP-AO (Organisation à l'étranger du parti nazi NSDAP). Il y avait un Gauleiter, une Jeunesse hitlérienne et un journal portant la croix gammée, le 'Ostasiatischer Beobachter' (observateur de l'Asie de l'Est) et, depuis l'arrivée des réfugiés juifs d'Allemagne, une propagande antisémite massive s'adressait aux Chinois et aux Japonais ».

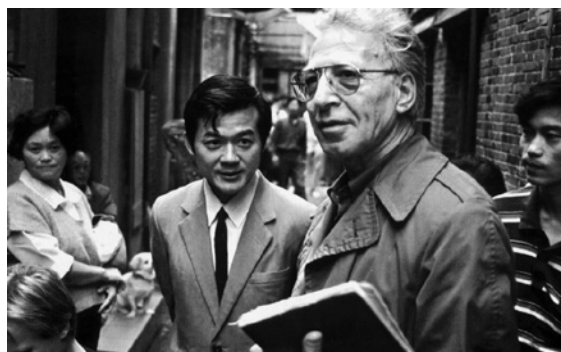
Sous la pression des nazis allemands, les autorités d'occupation japonaises à Shanghai mettent en place un ghetto pour les réfugiés juifs dans le district bombardé de Hongkou en 1943.



Lutte quotidienne pour la survie dans le ghetto juif de Shanghai.



Monument commémoratif dans le quartier de Hongkou en mémoire des réfugiés juifs et du ghetto de Shanghai.

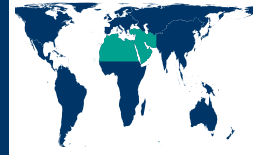


Peter Finkelgruen visitant l'ancien ghetto juif de Shanghai.

Selon l'écrivain Peter Finkelgruen, né à Shanghai en 1942, le régime nazi envoie notamment à Shanghai un haut fonctionnaire nazi, Josef Meisinger, surnommé « le boucher de Varsovie ». Ce dernier soumet aux occupants japonais des propositions préconisant « la Solution finale du problème des réfugiés juifs », y compris dans les régions reculées de Chine : « Les Juifs pourraient être soumis à des travaux forcés avec des rations alimentaires nettement insuffisantes. Cela décimerait déjà considérablement leur nombre. Quant aux Juifs survivants, ils pourraient être embarqués, sous un prétexte quelconque, sur un navire endommagé, remorqués en haute mer et y être abandonnés ou coulés. Une autre proposition faite par l'attaché de police serait de construire une chambre à gaz sur la presqu'île de Potong avec le soutien de l'Allemagne ». Les occupants japonais ne se rallient pas à ces plans d'extermination. Mais de nombreuses personnes – dont le père de Peter Finkelgruen – meurent dans le ghetto érigé par les Japonais, qui perdure jusqu'à la libération de la ville par les troupes américaines le 3 septembre 1945.

*Extraits de
« Haus Deutschland oder die Geschichte eines
ungesühnten Mordes » de Peter Finkelgruen.
Hambourg 1994.*

Sympathisants fascistes au Proche et Moyen-Orient



Au Proche et Moyen-Orient, non seulement une partie de la population, mais aussi les plus hautes sphères du gouvernement sympathisent avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. En de nombreux endroits, des partis fascistes et des organisations de jeunesse suivant le modèle des Jeunesses hitlériennes voient le jour dès les années 1930, comme le « Parti social nationaliste syrien » (1932), le parti « Jeune Égypte » (1933) et le mouvement Al-Futuwwa en Irak (1935) et en Palestine (1936). Des représentants de ces organisations participent aux rassemblements de Nuremberg et certains d'entre eux sont personnellement invités par le chef des Jeunesses hitlériennes, Baldur von Schirach, lors de sa visite en 1937 au Moyen-Orient, de Damas à Téhéran en passant par Bagdad. En Égypte et au Maroc, en Irak et au Liban, des traductions du livre d'Hitler « Mein Kampf » circulent dès l'avant-guerre.



Le **roi Ibn Saoud** d'Arabie saoudite informe Hitler qu'il a « le plus grand respect et la plus grande admiration » pour « le Führer de l'Allemagne ».

Le **roi Farouk** d'Égypte déclare en 1941 qu'il éprouve « une forte admiration pour le Führer et un grand respect pour le peuple allemand, dont il souhaite ardemment la victoire sur l'Angleterre ». Farouk entretient des liens étroits avec des chefs de la SS et divulgue des secrets militaires britanniques à la Wehrmacht. Les Frères musulmans égyptiens dont le nombre de membres passe de 8 000 à 200 000 dans les années 1930, suivent le modèle allemand en appelant au boycott des magasins juifs et en proclamant : « les Juifs hors d'Égypte et de Palestine ».

Cela se traduit en 1939 par des attentats à la bombe contre une synagogue et des résidences privées juives au Caire.



Gamal Abdel Nasser, président égyptien de 1954 à 1970.



Anouar el-Sadate, président égyptien de 1970 à 1981.

En 1942, des officiers égyptiens, dont les futurs présidents **Gamal Abdel Nasser** et **Anouar el-Sadate**, entretiennent des relations permanentes avec le commandement de l'« Afrikakorps » allemand en Libye et coordonnent leurs activités avec le général nazi Erwin Rommel. En septembre 1942, Sadate reçoit à cet effet du matériel radio et une somme de 20 000 livres des agents secrets allemands au Caire.

Les dirigeants arabes entretiennent également des relations amicales avec Mussolini, qui se présente dans les émissions de propagande en langue arabe de la radio italienne comme « l'épée de l'Islam » contre les colonisateurs britanniques, voulant faire entrer en personne les troupes germano-italiennes au Caire en 1942 « sur un cheval blanc ».

Le roi Farouk d'Égypte et le chef des musulmans égyptiens, le **cheikh al-Azhar**, organisent un accueil spectaculaire aux troupes fascistes qui « surpasse la grandeur avec laquelle Napoléon avait été accueilli ». Les forces britanniques en Afrique du Nord empêchent la tenue de cet événement – avec l'aide de dizaines de milliers de soldats issus des colonies venus du monde entier.

COLLABORATION

« Célébration des victoires nazies »

« Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les stations de radio de Bari, Palerme et Berlin scandaient en arabe les promesses de Mussolini – ‘l’épée de l’Islam’ : ‘Butin inestimable, mort aux Anglais et aux Juifs’. [...] Dans le dos de l’armée britannique (régnait) un calme de mauvais augure. Le jeune roi Farouk d’Égypte et ses ministres avaient refusé de lever le petit doigt pour défendre leur pays envahi. Nous savons par des diplomates qui se trouvaient alors au Caire que les victoires nazies étaient accueillies dans les palais du Nil par de larges sourires remplis d’espoir et des échanges de regards lourds de sens.

En Palestine, les effendis disaient aux fellahs : ‘Allez maintenant vendre votre terre aux Juifs et vite, car dans un mois, Hitler sera à Jérusalem et vous aurez récupéré non seulement votre terre, mais aussi tout ce que les Juifs possèdent’ ».

Pierre van Paassen, Canadien d’origine hollandaise, correspondant pour des journaux américains sur le climat au Proche et Moyen-Orient en 1943.



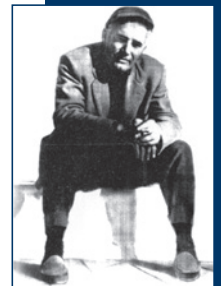
Sauveurs arabes

« À chaque étape de la persécution des Juifs par les nazis, Vichy et les fascistes dans les pays arabes, et partout où elle a eu lieu, des Arabes ont aidé des Juifs [...] Dans certaines situations, des Arabes ont choisi de faire plus que d’offrir un simple soutien moral aux Juifs. Ils ont courageusement sauvé des vies juives, parfois au péril de la leur. Ces Arabes étaient de véritables héros.

L’un de ces « héros » est **Khaled Abdul-Wahab**. Après l’invasion de la Tunisie par les troupes allemandes, il cache la famille juive élargie d’Anny Boukris dans une ferme lorsqu’il apprend qu’un officier allemand prévoit d’enlever sa mère pour l’emmener dans un bordel militaire.

L’universitaire Robert Satloff propose ainsi d’honorer Khaled Abdul-Wahab au mémorial israélien de Yad Vashem en tant que « Juste parmi les nations » – première personnalité arabe parmi près de 23 000 personnes du monde entier à avoir sauvé des Juifs de l’Holocauste.

Extrait de : Robert Satloff : « Among the Righteous. Lost Stories from the Holocaust’s long reach into Arab Lands » New York 2006.



Le Tunisien Khaled Abdul-Wahab sauve une famille juive lors de l’occupation allemande en 1942.

Leader palestinien et criminel de guerre



Hadj Amin el-Husseini est depuis les années 1920 le leader politique et religieux du peuple arabe de Palestine. En sa qualité de « chef des musulmans », il félicite dès **1933** le Consul général d'Allemagne à Jérusalem, Heinrich Wolff, à l'occasion de l'arrivée au pouvoir du parti national-socialiste en Allemagne. Il exprime alors son espoir que la « gouvernance fasciste antidémocratique » s'impose également dans d'autres pays.

En **1936**, Husseini reçoit un soutien non seulement en termes de propagande, mais aussi matériel de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste pour le soulèvement qu'il mène contre l'administration du mandat britannique et les Juifs en Palestine. Recherché par la police britannique, il se rend au Liban en **1937** puis en Irak où il participe en **avril 1941** à un coup d'État pro-fasciste visant à renverser le gouvernement mis en place par la Grande-Bretagne. Après l'écrasement de la tentative de putsch, Husseini et le chef du gouvernement irakien pro-fasciste, Rachid Ali al-Gillani, s'exilent en Allemagne nazie. Dans des émissions de propagande en langue arabe, il déclare que la « guerre contre les Alliés et les Juifs » suivant le modèle

allemand est un « devoir sacré » pour tous les musulmans.

Nommé Gruppenführer SS par Heinrich Himmler, Husseini recrute des dizaines de milliers de volontaires musulmans pour la Wehrmacht et la Waffen-SS. Il rencontre non seulement Goebbels et Eichmann, mais aussi Hitler le **28 novembre 1941** qu'il admire en tant que « guide ingénieux ». Husseini participe également activement à l'Holocauste.

Ainsi en **1943**,

il insiste auprès des dirigeants

nazis pour que les hommes, les femmes et les enfants juifs de Bulgarie, de Roumanie et de Hongrie se voient refuser le départ vers la Palestine et soient déportés à la place vers des camps d'extermination allemands en Pologne – les condamnant à une mort certaine. Bien que Husseini demeure en Allemagne nazie jusqu'au **7 mai 1945** et qu'il figure sur la liste des criminels de guerre, il parvient à regagner le Proche et Moyen-Orient sans être inquiété à la fin de la guerre, où la Ligue arabe le nomme à nouveau plus haut représentant des Arabes de Palestine dès la fin **1945**. Le Conseil national palestinien le désigne comme président en **1948**. Dans ces fonctions, Husseini peut appeler à nouveau à une « guerre d'extermination contre les Juifs » et l'État d'Israël après la décision de l'ONU pour une solution à deux États en Palestine en 1947-1948. Représentant palestinien à la Conférence des États non alignés dans les années **1950** et président du Congrès islamique mondial dans les **années 1960**, Husseini ne se distancie jamais de sa collaboration avec les nazis jusqu'à sa mort en **1974**. En 2002, Yasser Arafat le qualifie encore de « héros » et se décrit lui-même comme « l'un de ses disciples ».

COLLABORATION



« Soutenir la lutte des Alliés contre les puissances de l'Axe pendant la guerre mondiale était une position consensuelle au sein de la population arabe ».

De nombreux historiens passent sous silence les sympathisants en Palestine de l'Allemagne nazie. Extrait de: René Wildangel: « Zwischen Achse und Mandatsmacht. Palästina und der Nationalsozialismus. Zentrum Moderner Orient » Berlin 2007.

Le Mufti de Jérusalem et la « Solution finale »

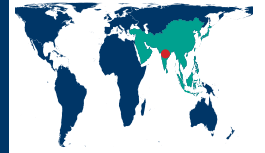
« Les extrêmes ne peuvent être contrés que par les extrêmes. Le fer peut-il être ébréché par autre chose que le fer? Il incombe aux Arabes en particulier et aux Mahométans en général de poursuivre un objectif dont ils ne doivent pas s'écarter et qu'ils doivent atteindre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de l'expulsion de tous les Juifs de tous les pays arabes et mahométans. [...] L'Allemagne nationale-socialiste a su se préserver de la calamité des Juifs. [...] Elle a détecté le danger juif dans tous ses détails et a trouvé une Solution finale qui éliminera la calamité à l'échelle mondiale. [...] Arabes et Mahométans, prenez garde à ne pas perdre cette occasion [...] ».

Hadj Amin al-Husseini, leader palestinien, dans un discours prononcé à « Islamisches Zentral-Institut zu Berlin » (Institut central islamique de Berlin) le 2 novembre 1943.



Le leader palestinien Haj Amin al-Husseini recrutant des volontaires musulmans pour les SS en Bosnie en 1943.

3 500 Indiens dans la Waffen-SS 50 000 aux côtés des Japonais



Subhas Chandra Bose est l'un des hommes politiques les plus influents de l'Inde au début de la Seconde Guerre mondiale. En **mars 1939**, le Congrès national indien, l'organisation la plus importante du mouvement anti-

colonialiste, le désigne pour la deuxième fois comme président bien que son adversaire bénéficie alors du soutien du Mahatma Gandhi et de Jawaharlal Nehru. Contrairement à ces derniers, Bose ne prône pas seulement la résistance armée contre les colonisateurs britanniques mais aussi la coopération avec les puissances fascistes de l'Axe. Pour Nehru, le « triomphe d'Hitler et la terreur brune qui s'en est suivie furent un grand choc ». De même, Gandhi déclare : « Si les nazis entrent en Inde, ils seront combattus par le Congrès de la même manière que la Grande-Bretagne ».

Lorsqu'en **septembre 1939**, Bose apprend que la Grande-Bretagne est en guerre contre l'Allemagne nazie, il fait preuve d'enthousiasme et déclare devant 200 000 partisans à Madras : « La crise tant attendue a enfin éclaté. C'est une occasion en or pour l'Inde ». Assigné à résidence par l'administration coloniale britannique, il réussit à s'enfuir en Allemagne en **1941**, où le régime nazi lui accorde un million de Reichsmark pour diffuser la propagande nazie anti-britannique par le biais de la radio et la presse écrite en Inde. Bose voit en Hitler un « révolutionnaire ». Il se donne le surnom de « Netaji » (leader respecté). Il demande à ses collaborateurs d'étudier le fonctionnement des organisations fascistes telles que les Jeunesses hitlériennes, la Gestapo et le Reichsarbeitsdienst (Service du travail du Reich) afin de s'en inspirer pour la création d'une Inde indépendante et d'une société censée être une « synthèse du fascisme et du nationalisme ».



Soldats de la Légion indienne aux côtés de la Wehrmacht sur le Mur de l'Atlantique dans le Sud de la France, 1944.

En **1942**, Bose recrute 3 500 transfuges parmi les étudiants et les soldats indiens ayant combattu pour les Britanniques et faits prisonniers par les Allemands pour former la Légion indienne. Cette dernière intègre d'abord la Wehrmacht, puis la Waffen-SS et traque les résistants en France en 1944.



Volontaires indiens partant en guerre avec les forces japonaises depuis Singapour.

En **1943**, Bose retourne en Asie à bord d'un sous-marin allemand. Depuis Singapour, il recrute 50 000 volontaires supplémentaires pour former son *Indian National Army*, qui envahit l'Inde en **1944** avec les forces japonaises depuis la Birmanie.

En fuyant les Alliés, Bose meurt dans un accident d'avion en août **1945**. Aujourd'hui encore, de nombreux Indiens le considèrent comme un « héros », en particulier dans sa région natale du Bengale. Des écoles et des universités portent son nom ainsi qu'une station de métro et l'aéroport international de Calcutta ; il existe des monuments à la mémoire de Bose et un parti qui s'inscrit dans son sillage.

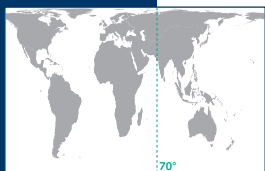
COLLABORATION

« Dans le fascisme, nous admirons avant tout l'esprit de jeunesse : l'enthousiasme créateur. »

Subhas Chandra Bose, homme politique indien, dans une interview accordée au journal italien « Il Giornale d'Italia » du 29 décembre 1933.



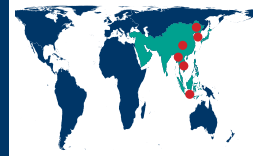
L'ordre mondial fasciste



Après le début de la guerre, les puissances fascistes de l'Axe discutent des modalités de partage du monde qu'elles envisagent de conquérir. L'Allemagne doit obtenir l'Europe de l'Est, une partie de l'Asie jusqu'en Afghanistan et un empire colonial en Afrique centrale. L'Italie revendique la domination des pays riverains du sud de la Méditerranée, du Maghreb au Proche et Moyen-Orient, ainsi que l'Afrique de l'Est. Le Japon obtient la région du Pacifique ainsi qu'une grande partie de l'Asie. Le 70^e méridien (à l'est de l'actuel Pakistan et à l'ouest de la ville indienne de Bombay) délimite la frontière entre les hémisphères allemand et japonais. C'est là que les forces armées des deux pays prévoient de se rejoindre « après la libération de l'Inde du joug britannique ».

Partout où les trois puissances prennent le contrôle militaire de leurs territoires respectifs, elles installent des régimes fantoches. Dans les pays encore sous domination (coloniale) des Alliés, elles recrutent des collaborateurs pour mener des actions de sabotage et des transfuges pour rejoindre leurs forces armées.

Sympathisants fascistes en Extrême-Orient



La **Corée** devient une colonie japonaise en 1910. Une partie de l'élite coréenne – principalement des grands propriétaires terriens, des chefs religieux et des intellectuels – rejoint l'administration coloniale japonaise et considère comme un honneur de pouvoir envoyer leurs enfants dans des universités d'élite et des académies militaires japonaises.

La **Mandchourie**, occupée par les troupes japonaises en 1931, devient l'État vassal du Mandchoukouo avec à sa tête le dernier empereur chinois Pu Yi, ayant dû abdiquer à Pékin avant le début de la guerre. En **Chine**, malgré la guerre d'extermination menée par les troupes japonaises, des hommes politiques du Parti national du peuple, comme Wang Jingwei, se montrent prêts à faire partie d'un gouvernement fantoche sous haute surveillance japonaise.

Au milieu de l'année 1940, la colonie française d'**Indochine** est alors sous le contrôle du gouvernement collaborationniste de Vichy qui forme de « futurs dirigeants » dans des organisations de jeunesse fascistes. Les seigneurs féodaux locaux comme Bao Dai au Vietnam, Norodom Sihanouk au Cambodge et Sisavang Vong au Laos se font volontiers photographier avec le maréchal Pétain pour des brochures de propagande.

En **Thaïlande**, le maréchal Phibun Songkram au pouvoir ne dissimule pas son admiration pour Hitler et Mussolini. Il s'attribue le titre de « po nam » (Führer) et tous les journaux doivent paraître avec l'en-tête suivante : « Un pays : la Thaïlande. Un leader : Phibun. Un objectif : la victoire ». Son orientation nationaliste culmine en 1939 avec le changement de nom du pays, qui passe de Siam à Thaïlande, ce qui signifie littéralement « Terre des Thaïs », impliquant l'exclusion de la minorité chinoise. Afin de regrouper les Thaïlandais des pays voisins dans son grand empire thaïlandais, Phibun ordonne à son armée d'envahir le Cambodge et le Laos en 1940 avec l'appui du Japon.

En **Birmanie**, Aung Sang, le père de l'actuelle leader de l'opposition Aung San Suu Kyi, se range aux côtés des envahisseurs japonais jusqu'à la fin de la guerre. Ceux-ci lui octroient une formation militaire et le nomment major général. Sa conception de l'avenir de la Birmanie est la suivante : « Nous voulons un gouvernement fort, comme c'est le cas en Italie et en Allemagne. Il ne doit y avoir qu'une seule nation, un seul État, un seul parti, un seul dirigeant ».

En **Indonésie**, Achmed Sukarno, futur président du pays, occupe dès 1943 la plus haute fonction indonésienne au sein des autorités d'occupation japonaises. Les dirigeants politiques indonésiens rédigent leur déclaration d'indépendance en août 1945, dans la résidence officielle de l'amiral japonais Maeda.



Empereur chinois Pu Yi au Mandchoukouo.



Wang Jingwei (Chine), au service de l'occupant.



Bao Dai (Vietnam), ami du maréchal Pétain.



« Führer » thaïlandais Phibun Songkram.



Aung Sang (Birmanie) servant dans l'armée japonaise.



Sukarno (Indonésie), fidèle au Japon.

COLLABORATION

Juifs dehors – nazis en Argentine sous Juan Perón



Juan Domingo Perón, président de longue date de l'Argentine, visite les pays fascistes d'Europe alors qu'il n'est encore qu'un jeune officier dans les **années 1930**. En Italie, il suit une formation militaire dans l'armée de Mussolini. De retour en Argentine, il entretient des contacts étroits avec les services secrets nazis dont il admire la « discipline militaire ».

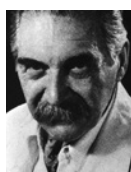
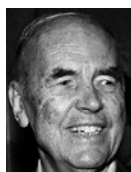
La clique d'officiers avec laquelle il accède au pouvoir en Argentine en **1943** conclut « un accord de coopération mutuelle » avec le chef du Sicherheitsdienst (service de renseignement de la SS), Walter Schellenberg.



Evita et Juan Domingo Perón.

Lorsque l'Argentine doit déclarer la guerre à l'Allemagne en **février 1945** sous la pression des Alliés, Perón assure à ses « amis allemands » qu'ils en « profiteront » également. En effet, « en tant que pays belligérant », l'Argentine peut « se déplacer librement en Allemagne [...] après la fin de la guerre (et) faire venir un grand nombre de personnes en Argentine ».

Parmi ceux ayant pu s'installer en Argentine grâce aux opérations d'exfiltration nazis organisées depuis le palais présidentiel de Perón figurent des criminels de guerre notoires comme Adolf Eichmann, responsable de la déportation et de l'assassinat de millions de Juifs ; Josef Mengele, médecin du camp de concentration d'Auschwitz, responsable des expérimentations humaines et de l'envoi de dizaines de milliers de personnes dans les chambres à gaz ; Josef Schwammberger, commandant de plusieurs camps de travail en Pologne, responsable de la mort d'innombrables Juifs, et Erich Priebke, bras droit du chef de la Gestapo de Rome, impliqué dans l'exécution de 335 otages italiens. Des collaborateurs européens du régime nazi atterrissent également en Argentine, comme par exemple l'ensemble des dirigeants du régime fasciste oustachis de Croatie, y compris son chef de gouvernement Ante Pavelić, responsable du massacre de centaines de milliers de Juifs, Serbes, Sinti et Roms.



Criminels de guerre réfugiés en Argentine (de gauche à droite):
Josef Schwammberger
Erich Priebke
Adolf Eichmann
Josef Mengele
Ante Pavelić

Les réfugiés juifs sont moins bien accueillis en Argentine. Dès le **12 juin 1938**, le gouvernement argentin envoie une directive à ses consulats pour qu'ils refusent les visas d'immigration à « toutes les personnes » considérées comme « indésirables » dans leur pays d'origine – en d'autres termes les Juifs. En **1947**, le gouvernement Perón compte encore à la tête de l'administration argentine de l'immigration un antisémite fanatique, Santiago Peralta, ayant étudié l'anthropologie en Allemagne et décrivant les Juifs comme des « kystes sur le corps de la population » qu'il faut « chasser ».

Citations tirées de:
Uki Goñi:
« La véritable opération
Odessa : La fuite des
nazis vers l'Argentine »
Éd. Delga, 2021.

COLLABORATION

Les victimes des collaborateurs



Volontaires musulmans du Turkestan au service de l'Allemagne nazie en France en 1943.

Au total, la Wehrmacht réussit à recruter environ 200 000 transfuges musulmans dans les provinces occupées du sud de l'Union soviétique.

Partout dans le monde, les collaborateurs apportent un soutien politique, économique et dans de nombreux cas militaire aux puissances fascistes de l'Axe. Même les escadrons de la mort de la Waffen-SS, les brigades de gaz toxiques des fascistes italiens et les commandos d'assassins de l'occupant japonais peuvent compter sur l'aide de milliers de collaborateurs. Des dizaines de milliers de personnes se portent volontaires pour travailler dans les industries d'armement des puissances belligérantes, des centaines de milliers pour servir dans leurs forces armées et des millions de personnes applaudissent à leurs victoires. Cette collaboration massive complique et retarde considérablement la libération du monde du fascisme européen et de la mégalomanie japonaise. Il en résulte des millions de morts qui ne seraient pas survenus sans collaboration.



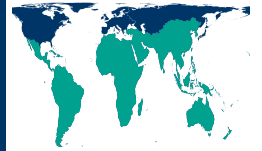
« L'histoire de la Seconde Guerre mondiale se révèle, comme toute histoire, être celle écrite par les puissances victorieuses, mais aussi par les propriétaires et les riches. Malgré leurs défaites, l'Allemagne et le Japon sont finalement comptés parmi les vainqueurs de la guerre car ils sont perçus comme des personnes de rang égal, même si les écrits sur l'histoire des deux pays ont dû faire l'objet d'un examen critique et de révisions. Mais ceux qui ont été oubliés après la guerre, comme s'ils n'avaient pas existé pendant qu'elle se déroulait, ceux qui sont contraints de réapprendre leur histoire avec leurs enfants sans trouver trace de leurs propres actions, font partie des véritables perdants. Perdants et sans voix propre, c'est ainsi que vivent encore aujourd'hui des centaines de millions de personnes et leurs descendants en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Australie et dans la région du Pacifique. »



*Kum'a Ndumbe,
professeur à l'Université de
Yaoundé au Cameroun,
dans la préface de l'ouvrage
« Unsere Opfer zählen nicht –
Die Dritte Welt im Zweiten Weltkrieg »,
Rheinisches JournalistInnenbüro /
Recherche International e.V. (éd.),
Berlin/Hambourg 2005.*

« Les chercheurs des pays riches souffrent, consciemment ou non, d'un racisme silencieux qui les conduit à considérer tout événement survenant en dehors de leur propre 'centre de richesse' comme peu pertinent pour leur travail. Il en résulte une documentation sur la Seconde Guerre mondiale qui s'intéresse principalement aux pays riches. Ceux, qui possèdent les moyens, déterminent également les sujets, les théories et les axes de recherche. C'est pourquoi les victimes de la périphérie ne comptent pas. Et les victimes elles-mêmes lisent et apprennent la littérature sur la Seconde Guerre mondiale telle qu'elle est publiée et diffusée dans le monde entier par les centres de richesse, et n'y reconnaissent pas leur propre histoire. »

Exposition réalisée par recherche international e.V.



La liste de ceux et celles qui, depuis les années 1990, ont effectué des recherches, rédigé des textes, assumé des tâches d'organisation ou accordé des subventions pour le projet de longue haleine, LE TIERS MONDE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE, est très longue. Les détails concernant chacune des personnes impliquées sont consultables dans les différentes publications du projet ainsi que sur le site Internet. Le point final du projet a été la création d'une version élargie de l'exposition (itinérante) pour le Centre de documentation sur le nazisme de la ville de Cologne au printemps 2025. À cet effet, des versions en ligne et des brochures au format PDF de l'exposition ont également été réalisées en quatre langues. Parmi les contributeur-riche-s figurent :

Concept et réalisation: Christa Aretz & Karl Rössel (recherche international e.V., Cologne)

Centre de documentation sur le nazisme de la ville de Cologne: Dr. Annemone Christians-Bernsee, Dr. Jan Neubauer, Dietmar Orfgen, Dirk Lukaßen, Melanie Longereich

Mise en page/graphique: Amado Alfadni (Affiche), Holger Deilke (Exposition), Andreas Hollender (Programme)

Cartographie: Beate Reußner (Berlin)

Traductions & sous-titrages: Lise Mercier & Giovanni Pannico (Français) | Subtext Berlin (Anglais & Portugais) | Beatriz de Medeiros Silva (Portugais)

Locuteurs et locutrices des stations d'écoute: Maria Schüller, Ernst-August Schepmann & Hartmut Stanke (Allemand) | Susan Bonney-Cox & Alan Fountain (Anglais) | Lise Mercier & Mark Wartenberg (Français) | Aline Frazão & Mário Fradique Bastos (Portugais)

Doublage: Jil Richter (Anglais), Christiane Zender (Français), Katja Krause (Portugais)

Versions en ligne: Christine Bolz, Ralf Dank, Redaktionsbüro Dank, Cologne

Technique audiovisuelle & bande-annonce: Sebastian Fischer (FilmInitiativ Köln e.V. / Afrika Film Festival Köln)

Impression: Block 6 (Cologne), WB-Druck (Livrets), WIRMachenDRUCK (Programme & Affiches)

Site internet: Thorsten Schiller, Cologne

Médias sociaux: Malwina Cronin, Cologne

Bailleurs de fonds principaux 2024-2025: Stiftung für Umwelt und Entwicklung Nordrhein-Westfalen, Bonn • Stadt Köln (NS-Dokumentationszentrum); Büro für Europa und Internationales im Amt der Oberbürgermeisterin; Kulturamt; Amt für Integration und Vielfalt • Rosa Luxemburg Stiftung, Berlin • Jutta Vogel Stiftung, Cologne • asb – Aktion Selbstbesteuerung, Stuttgart

Photos: Alice Cherki, Paris • Australien War Memorial, Canberra • Bildarchiv Preußischer Kulturbesitz, Berlin • Bundesarchiv (Wikimedia Commons) • Compagnie Mémoires Vives, Strasbourg • Corry Guttstadt, Hambourg • Department of Defence Documentation Centre, Pretoria • E.C.P.A.D/France • Fondation du 8 mai 1945, Alger • George Rodger, Magnum, Agentur Focus, Londres/Paris • Imperial War Museum, Londres • iz3w-Archiv, Fribourg-en-Brigau • Jan Banning, laif, Cologne • Koloniales Bildarchiv, Universitätsbibliothek Frankfurt/Main • Léo Durupt/Conservatoire Régional de l'Image Nancy-Lorraine • Heimatmuseum Luckenwalde • Museum of Victoria, Donald Thomson Collection, Melbourne • National Archives (U.S. Airforce, U.S. Army, U.S. Navy, U.S. Marine Corps, U.S. Signal Corps), Washington • Robert Hunt Library, Londres • Serge Klarsfeld, Paris • Service des archives de la Nouvelle-Calédonie: Album Elmer J. Williams, Nouméa • S.I.R.P.A. – Service d'informations et de relations publiques des armées, Paris • Stills from the documentary films « Unterwegs als sicherer Ort » (On the Move Is a Safe Place) by Dietrich Schubert, Kronenburg, and « Angels of War » by Andrew Pike, Canberra • Recherche International e.V., Cologne • Rheinisches JournalistInnenbüro, Cologne • Verlag Assoziation A, Hambourg/Berlin • Weltchronik, Rainer Detering, Karlsruhe • Women's portraits from Asia: Women's Active Museum (WAM), Tokyo; photographers: Furusawa Kiyoko, Huang Tzzy-ming, Ishida Yoneko, Kawada Fumiko, Nakahara Michiko, Nishino Rumiko, Nobukawa Mitsuko, Okano Fumi-hiko, Shen Chun-fan, Shibasaki Haruko, Shiba Yoko; cooperation partners: Committee on Measures for Compensation to Former Korean « Comfort Women for Japanese Army and Drafting Victims », Foundation of Japanese Honorary Debts, House of Sharing, Korean Council for the Women Drafted for Military Sexual Slavery by Japan, Lila Pilipina, Malaya Lolos, Taipei Women's Rescue Foundation, The Japan East Timor Coalition, Violence against Women in War-Network Japan.

Pour certaines photographies, nous n'avons pas réussi à déterminer leur origine. Nous prions les éventuel-le-s ayants droit de s'adresser à re-

Avec le soutien de:



Stadt Köln



3welt2weltkrieg



3. Welt im 2. Weltkrieg



www.3www2.de

WWW-3WWW2-DE



*Bannière publicitaire pour la présentation de la version anglaise de l'exposition
au Castle of Good Hope au Cap (Afrique du Sud):
« Le Tiers Monde pendant la Seconde Guerre mondiale –
Un chapitre refoulé de l'Histoire »*